



Guerre en Afghanistan : l'impact des manoeuvres de palais

Jason Keays

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Université du Québec à Montréal / Concordia University
Série Mémoires – Mai 2012

Jason Keays détient une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Dépôt légal : 2^e trimestre 2012
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN : 978-2-922014-47-1
Mise en page : CEPES
Imprimé à Montréal (QC) Canada

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (QC) Canada
H3C 3P8

www.cepes.uqam.ca
cepes@uqam.ca

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur Dan O'Meara, dont l'aide a été cruciale dans la réussite de cet ouvrage, ainsi que Frederick Gagnon, Stéphane Roussel, Jessica Hould Fortin et Daniel Côté, qui m'ont tous donné de précieux conseils.

Je remercie aussi mon père et ma mère, pour leur soutien lors de mes études, ainsi que ma conjointe Alexandra.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
Question de recherche.....	4
Cadre théorique.....	5
Méthodologie	11
Le rôle des médias comme courroie de transmission	14
 CHAPITRE I - CONCEVOIR LA GUERRE.....	 17
1.1 Le Crédo.....	17
1.2 De la Guerre froide à la guerre en Afghanistan	21
1.3 Les doctrines militaires issues du Crédo.....	27
1.4 L'émergence du COIN comme paradigme dominant.....	29
1.5 Contre-terrorisme versus contre-insurrection	32
1.6 La présidence du <i>statu quo</i>	37
1.7 Le Président s'entoure de guerriers.....	41
1.8 Les dilemmes de l'« <i>Af-Pak</i> ».....	45
 CHAPITRE 2 – ACCROÎTRE LA GUERRE	 51
2.1 – Les premières manœuvres pour obtenir des renforts	51
2.2 Enlèvement en Afghanistan et à Washington	56
2.3 La fuite de McChrystal	63
2.4 Le président acculé au mur	66
2.5 Le discours de <i>West Point</i>	71
2.6 Des indices d'une occupation permanente.....	73

CHAPITRE 3 – PROLONGER LA GUERRE.....	76
3.1 Les limites du COIN.....	76
3.2 La plus longue guerre de l’histoire des États-Unis.....	81
3.3 Petraeus prend sa guerre en main.....	86
3.4 Changement de garde.....	90
3.5 L'héritage de Petraeus.....	95
3.6 L’échec du COIN.....	99
CONCLUSION.....	108
BIBLIOGRAPHIE.....	113

LISTE DES TABLEAUX

Figure 1 : Carte ethnolinguistique de l’ <i>Af-Pak</i>	48
Figure 2 : Nombre de soldats américains en Afghanistan entre 2002 et 2010.....	96
Figure 3 : Nombre d’attaques d’insurgés par mois et par région de 2006 à 2010.....	99

LISTE DES ACRONYMES

AFRICOM	<i>United States Africa Command</i>
ANA	Armée nationale afghane
CENTCOM	<i>United States Central Command</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CNAS	<i>Center for a New American Security</i>
COIN	<i>Counter-Insurgency</i>
COMUSEUCOM	<i>United States European Command</i>
CT	<i>Counter-terrorism</i>
DoD	<i>Department of Defense</i>
FOB	<i>Foward Operating Base</i>
IED	<i>Improvised Explosive Device</i>
ISAF	<i>International Security Assistance Forces</i>
ISI	<i>Inter-Services Intelligence</i>
JCS	<i>Joint Chiefs of Staff</i>
JSOC	<i>Joint Special Operations Command</i>
NSC	<i>National Security Council</i>
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
ONU	Organisation des Nations Unies
PCCS	<i>Program for Culture & Conflict Studies</i>
PNAC	<i>Project for a New American Century</i>
RMA	<i>Revolution in Military Affairs</i>
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

À travers un cadre poststructuraliste, ce mémoire cherche à évaluer, par la durée et par l'ampleur de la guerre en Afghanistan, l'impact du discours de contre-insurrection (COIN) et des « manœuvres de palais » entreprises par des penseurs stratégiques influents au sein des Forces armées américaines de la période 2008-2011.

Nous verrons qu'au sein des institutions américaines de la sécurité nationale, il existe deux doctrines en compétition parmi celles des penseurs stratégiques : celle du contre-terrorisme et celle, plus récente, de la contre-insurrection. Chacune d'entre elles propose une méthode différente de faire la guerre en Afghanistan.

Par une série de manœuvres de palais, c'est-à-dire d'actions entreprises au sein des institutions du pouvoir afin d'influencer les décideurs, les promoteurs de la doctrine de contre-insurrection ont progressivement réussi à faire appliquer leur doctrine en Afghanistan avec, comme conséquences, un accroissement de la présence militaire dans ce pays et une hausse marquée de la violence.

Pour le démontrer, nous procéderons, d'une part, à une mise en contexte afin de tracer l'origine de cette guerre et sa généalogie, qui permettent de comprendre le régime de vérité structurant les discours de ces penseurs stratégiques, et, d'autre part, nous évaluerons le déroulement de trois séries de manœuvres de palais décisives : celles qui ont eu lieu pendant les trois premiers mois de la présidence d'Obama, celles de l'été 2009 et celles qui se sont produites pendant l'été et l'automne 2010. À travers ce récit, nous verrons en détail les conséquences de ces manœuvres.

INTRODUCTION

Lors de son discours sur l'état de l'Union en 2011, le Président Obama affirma que les États-Unis devaient empêcher les talibans de rétablir leur emprise sur le peuple afghan et empêcher *Al-Qaeda* d'avoir un refuge pour préparer d'autres attentats comme celui du 11 septembre 2001 (Obama 2011). C'est le même discours qu'on entend depuis bientôt onze ans de la part des représentants de la Maison Blanche, du Pentagone, de l'état-major, des médias et de plusieurs intellectuels. Peu d'invasions militaires reçurent un soutien aussi unanime des chancelleries occidentales que celle lancée par les États-Unis sur l'Afghanistan en octobre 2001 et qui dure depuis. La plupart des gouvernements donnèrent leur appui à l'Opération *Enduring Freedom*, même si l'Afghanistan est historiquement connu sous le sobriquet de « cimetière des empires » (Silverstein 2008).

Alors que l'occupation de l'Irak s'est transformée en fiasco, la guerre en Afghanistan a longtemps été représentée comme une « guerre juste » dans l'imagerie populaire américaine. Légitimée par une résolution de l'ONU, elle était vue comme le front principal contre le terrorisme. Cherchant à se montrer durs sur leur politique de défense pendant la campagne électorale de 2008, Obama et les démocrates en ont fait un enjeu de politique étrangère central. Dans l'ombre de cette nouvelle présidence, qui se prétendait un changement par rapport au prédécesseur, plusieurs officiers ambitieux avaient gravi les échelons jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire. Ils promettaient, grâce à leur nouvelle doctrine de contre-insurrection (COIN pour *COunter-INSurgency*), de pacifier l'Afghanistan et d'en faire une démocratie.

La présidence d'Obama a été marquée par un accroissement record du budget militaire, ainsi que par l'envoi massif de renforts, et une extension des bombardements aériens et des assassinats ciblés par les Forces spéciales au Pakistan. Et alors qu'Obama proclamait en décembre 2010 un progrès significatif en Afghanistan, la Croix-Rouge affirmait que, pendant ses trente années d'implication dans ce pays, la situation n'avait jamais été aussi pire (Birch 2010). La Croix-Rouge publia un rapport accablant montrant que des groupes armés de toutes allégeances ont proliféré, augmentant la violence et la corruption, et provoquant un nombre record de pertes humaines, tous belligérants confondus (Birch 2010).

L'insurrection est répandue dans l'ensemble du pays et le régime du Président Hamid Karzaï ne contrôle que les grandes villes. Les milliards de dollars que les pays de l'Occident envoient en aide internationale disparaissent dans la corruption sans aucun bénéfice pour la majorité de la population, et la police et les juges agissent en prédateurs plutôt qu'en protecteurs (Turse 2010 : 54-55). Bien que les sondages démontrent que l'opposition de la population à cette guerre dans l'ensemble des pays de l'OTAN dépasse les 60%, les militaires ont néanmoins réussi à repousser sans cesse la date fatidique où ils devront retirer leurs troupes (Langer et Phelan 2010). Pendant ce temps, alors que les États-Unis accumulent une dette immense dépassant 15 334 milliards de dollars, le budget accordé au Pentagone atteint des sommets malgré les tentatives de certains pour le réduire, et l'appareil coercitif américain n'a jamais été aussi étendu (Kucinich 2011). Comment en est-on arrivé à cette situation?

Dans le cadre de ce livre, nous nous concentrons sur l'impact des discours et actions d'officiers militaires très influents comme le Général David H. Petraeus, le Général Stanley McChrystal, le Général John Allen et le Lieutenant Colonel John Nagl. Ce choix est justifié par le fait qu'ils sont devenus des acteurs très médiatisés et influents de l'*establishment* militaire depuis 2006 et ont réussi, par leur promotion de la doctrine de contre-insurrection (COIN), à articuler le débat des médias et politiciens en leur faveur, malgré l'impopularité grandissante de cette guerre. Nous verrons aussi l'impact des discours du Président et de certains sénateurs qui ont donné davantage de poids et de justification aux discours des militaires. Notre analyse est faite à travers une approche poststructuraliste afin de bien saisir dans quel contexte ces membres de l'état-major ont réussi à influencer le discours dominant pour prolonger la guerre.

Pour notre étude, nous analysons les « manœuvres de palais », c'est-à-dire des actions entreprises par des acteurs au sein des institutions et des médias afin d'influencer les décideurs. Le terme « palais » désigne le siège d'une institution politique, dans lequel se déroule l'exercice du « Pouvoir ». Ces manœuvres sont généralement des actes de langage faits en ces lieux sous une forte attention médiatique, et qui tentent de produire une réponse favorable du Président ou du Congrès, car ils s'inscrivent dans le processus de formation de l'identité américaine, tel que perçue par l'opinion publique. Nous avons choisi plusieurs cas de manœuvres qui se sont produits entre l'automne 2008 et l'hiver 2012 et nous examinons comment les pratiques

discursives des acteurs étudiés et leur doctrine s'inscrivent en continuité avec celles qui ont façonné l'identité des Forces armées américaines depuis 1945 et qui ont permis leur accroissement.

Les auteurs en Relations internationales qui s'intéressent aux guerres ont tendance à considérer les belligérants comme des entités unifiées. La plupart d'entre eux ne prennent pas en compte les luttes qui se font parmi les acteurs influents à l'intérieur des institutions qui composent le belligérant, et qui permettent de comprendre le contexte qui engendre le déroulement de ces guerres. Ces luttes d'influence vont être menées par des pratiques discursives qui justifient l'existence de l'institution ou de l'agent en cause. Comme dans toute structure pyramidale, le succès de la carrière militaire d'un individu repose donc sur son habileté à exploiter l'identité, les règles et les routines bureaucratiques de cette institution, et à la définir, contre des concurrents qui convoitent la même place au sommet. Il ne faut pas non plus négliger les interminables luttes qui se font pour l'attribution du budget et pour le prestige personnel. Puisque les militaires reçoivent leurs ressources des décideurs civils, ils doivent convaincre ceux-ci de la justesse de leur mission en leur présentant un portrait positif de la situation. Faire un portrait pessimiste serait contre-productif.

Le désir de prouver qu'un plan de guerre fonctionne conduit les militaires à faire des témoignages sélectifs de la réalité sur le terrain. Ce biais est un phénomène récurrent dans la recherche scientifique, où les résultats positifs sont favorisés par rapport aux résultats négatifs. Les chercheurs manipulent les faits afin d'établir la preuve de ce qu'ils veulent démontrer. Il en va de même d'un militaire œuvrant au sein d'une hiérarchie très stricte dans laquelle il veut monter les échelons dans un contexte de concurrence entre les différents officiers. Il doit montrer à ses supérieurs que son travail atteint les objectifs du plan de guerre, tout en cachant les défauts qui pourraient nuire à sa carrière. La pression est très forte pour valider les postulats positifs à l'aide d'observations empiriques. Nous allons voir dans ce livre qu'entre la réalité rapportée par le fantassin d'escouade jusqu'au général qui témoigne devant le Congrès à Washington, les faits deviennent très distordus.

Dans une insatiable soif de justification de leur guerre, les militaires compilent des chiffres sur les embuscades, les morts, les caches d'armes détruites et n'importe quelles autres activités guerrières afin d'en dégager des tendances à l'aide de graphiques présentés avec *PowerPoint*. Le but est de quantifier le progrès, le fameux *momentum*, et ainsi prouver que la mission avance dans la bonne direction (Collins 2011). Mais, comme nous verrons dans cet ouvrage, la plupart de ces indicateurs finissent par donner tort aux militaires, malgré leurs multiples manœuvres de palais et actes discursifs que l'on peut voir dans les médias. Dans un contexte où la guerre en Afghanistan est devenue un fiasco qui a coûté plus de 400 milliards de dollars depuis 2001 (Beslaco 2011), nous pensons qu'une analyse poststructuraliste est pertinente pour comprendre les dynamiques qui ont perpétué cette guerre sous l'administration Obama.

Question de recherche

Ce livre est basé sur la question de recherche suivante : à quel point les manœuvres de palais ont contribué à prolonger la durée de la guerre, et d'augmenter la présence militaire des États-Unis dans la région?

Nous verrons d'abord le cadre théorique et la méthodologie utilisés, qui permettent d'interpréter les actes discursifs et leur impact sur la perception que les gens ont de la guerre. Ces discours de menace tirés de l'*imaginaire sécuritaire* s'inscrivent dans un récit bien précis qui structure l'identité américaine. Ensuite, nous allons aborder comment ce récit a façonné la doctrine militaire américaine et à quel point des officiers ont bâti leur carrière en transformant cette doctrine pour l'adapter à ce qu'ils perçoivent comme les défis sécuritaires du XXI^e siècle. Puis, grâce à une chronologie des événements, nous observerons comment ils ont manœuvré dans les médias et au sein de leur institution afin de promouvoir cette nouvelle doctrine de contre-insurrection et prolonger la guerre en Afghanistan. Face aux critiques de plus en plus virulentes contre la guerre, on distingue trois tournants qui sont les conséquences de l'objet d'analyse, nommés « manœuvres de palais ». Chacune de ces manœuvres a permis d'escalader la guerre et atténuer les contradictions issues d'objectifs mal définis et d'échecs répétés sur le terrain. C'est à travers ces manœuvres et leur traitement médiatique qu'apparaissent les pratiques

discursives qui engendrent une réponse favorable de la part de l'opinion publique et des élites politiques qui l'influencent.

Ces manœuvres de palais sont issues de pratiques discursives en compétition, perceptibles dans les débats au sein des institutions et des médias. Chacun des grands thèmes de ces discours est relié à une signification plus large de l'identité américaine partagée par une majorité des Américains et que nous verrons au chapitre II. Les relations entre les acteurs au sein des institutions qui forment l'État américain sont constituées par des luttes entre des interprétations qui visent à établir les normes de pouvoir et de connaissance. À travers ces luttes, nous verrons qu'il y a toujours une certaine forme de consensus qui en émerge et qui donne lieu aux événements étudiés ainsi qu'à l'interprétation que font les médias de masse de ces événements. Ces pratiques discursives semblent avoir mené de 2001 à 2012 à une guerre interminable en Afghanistan et David Petraeus et ses collaborateurs ont su redonner, par leur doctrine du COIN et leurs manœuvres de palais, une légitimité à un conflit qui tournait mal. La guerre en Afghanistan représente un excellent exemple de la façon dont le complexe militaro-industriel s'adapte à un échec afin de toujours garder son importance au sein de la société occidentale.

Cadre théorique

Les adeptes de la doctrine de contre-insurrection sont fréquemment désignés par les médias comme étant des *guerriers-intellectuels* à cause de leur fréquente utilisation des théories des sciences sociales dans leurs analyses militaires, et que contrairement aux officiers des guerres du passé, ceux-ci possèdent souvent des doctorats (Miller & Mills 2010 : 207). Ce n'est donc guère surprenant que dans le manuel de contre-insurrection, écrit en grande partie par le Général David Petraeus, on retrouve des traces d'influence de l'approche poststructuraliste:

The central mechanism through which ideologies are expressed and absorbed is the narrative. A narrative is an organizational scheme expressed in story form. Narratives are central to the representation of identity, particularly the collective identity of groups such as religions, nations and cultures. Stories about a community history provide models of how actions and consequences are linked and are often the basis of strategies of actions and interpretation of other actors (Amos et Petraeus 2006:26).

Petraeus utilise le terme « *narrative* » pour parler du mécanisme central par lequel les idéologies sont exprimées et absorbées dans la société. Dans ce mémoire, nous traduisons *narrative* par le terme « récit ». Ce sera un concept fréquemment invoqué, alors il est important de le garder en tête tout au long de la lecture. Selon Petraeus et la théorie poststructuraliste, un récit est une interprétation de l'histoire qui se retrouve au cœur de la représentation de l'identité collective d'un groupe comme les armées, les nations, les religions et les cultures. Les histoires, les légendes et les mythes de ces groupes sont les modèles de causes à effet qui motivent les actions et l'interprétation qu'on se fait d'une situation. C'est par le récit que l'identité d'une personne est définie et l'idéologie est exprimée. Nous reprenons donc dans notre analyse des manœuvres de palais, ce concept de récit dans un cadre d'analyse poststructuraliste tel que développé originalement par David Campbell (1998).

L'approche poststructuraliste, plutôt que de considérer les motivations derrière une action, examine comment une variété de politiques a permis de maintenir l'identité dominante et de définir les menaces à cette identité. Les motivations d'un acteur se trouvent donc directement déterminées par l'identité. Ce concept d'identité renvoie ici à une définition beaucoup plus large que les simples caractéristiques des individus ou des nations. Ce concept représente les relations sociales entre les agents par des pratiques discursives qui construisent cette identité. (Campbell 1998 : 139). L'approche poststructuraliste s'inspire notamment de Foucault (1980), qui affirmait que les discours influencent les actions humaines en générant des régimes de vérité qui sont intériorisés par les individus aux dépens d'autres régimes qui sont marginalisés.

Cette notion de régime de vérité est une forme de discours qui essaie de convaincre en s'appuyant sur un garant institutionnel, qui lui donne sa légitimité. Par exemple, les traditions (églises) la rationalité scientifique (université), ou la sécurité nationale (Pentagon) sont chacun perçus comme ayant une crédibilité plus grande en leur domaine que des acteurs plus marginaux. (Leclerc 2001 :224). Les relations de pouvoir ne sont donc pas seulement reproduites par la force, mais surtout par le consentement d'individus envers des discours qui proviennent de ces institutions. Le régime de vérité repose avant tout sur une mythologie, qui compose les différents récits identitaires de cette institution. Par une répétition régulière des pratiques discursives des agents du pouvoir, ces mythes deviennent la « vérité » admise. À ce titre, nous postulons que la

doctrine du COIN vise à maintenir un régime de vérité au sein de la classe politique et des Forces armées américaines, qui ont été fortement ébranlées dans leurs certitudes par les échecs de la guerre en Irak et en Afghanistan.

Le poststructuralisme soutient donc que la société est constituée d'une série de pratiques discursives. Le monde matériel existe indépendamment du langage, mais notre compréhension de celui-ci est limitée, puisque notre existence sociale est inconcevable sans nos actes discursifs et interprétatifs qui la façonnent. Lorsque nous employons un terme pour décrire une situation ou un objet, nous nous engageons dans une abstraction et une interprétation intersubjective. Peu importe la perspective qu'on adopte, il est impossible d'échapper à l'interprétation (ou au récit selon Petraeus). À partir de ce constat, on se rend compte que certaines pratiques sociales ou historiques ont donné lieu à une façon particulière et dominante de voir le monde (Campbell 1998 : 204). Les pratiques discursives sont une série de représentations et de pratiques à travers lesquelles le sens est produit, l'identité est constituée et les relations sociales sont établies. La signification du langage implique que les discours politiques sont vus comme émergents d'une certaine construction subjective des problèmes et de leurs solutions. Les allocations de fonds pour le déploiement de troupes et l'achat d'armements ou encore les discours d'alerte aux terroristes dans les médias sont autant d'actes de langage qui définissent l'identité et qui transmettent une certaine forme de consensus dans les pratiques discursives et permettent de maintenir le *status-quo* ou de prolonger la guerre (*Ibid* 1998 : 216).

Les événements sont construits par des récits en compétition. Chacun des grands termes de ces discours est relié à une signification plus large de l'identité (*Ibid* 1998 : 217). Les relations entre les institutions qui forment l'État américain sont constituées par des luttes entre des régimes de vérités hiérarchisés qui établissent les normes de pouvoir et de connaissance. À travers ces luttes, il y a toujours une certaine forme de consensus qui en émerge et qui engendre les événements (Devetak 2005 : 184). L'approche poststructuraliste s'intéresse aux pratiques qui font que certaines perspectives (occuper militairement l'Afghanistan) atteignent un monopole de légitimité et marginalisent les alternatives (quitter ce pays). Dans ce contexte, les généraux tels que Petraeus, par l'autorité qu'on accorde à leur position sociale, acquièrent le pouvoir de façonner le savoir sur la guerre ainsi que de promouvoir une nouvelle doctrine qui sera mise en

pratique. Lorsque les prémisses de cette doctrine sont profondément ancrées dans l'identité de l'élite politique et militaire et dans leur perception d'un problème et de ses solutions, il est facile pour l'auteur de cette doctrine d'influencer le décideur à faire un choix plutôt qu'un autre.

Selon notre approche, les actions d'un individu sont déterminées par une structure discursive binaire qui considère ce qui est à l'intérieur comme bon, et ce qui est à l'extérieur comme menaçant (Soi/l'Autre, Américains/terroristes, policiers afghans/combattants étrangers). La description de l'extérieur est toujours nécessaire pour décrire l'intérieur, qui est considéré comme sain et rationnel (Campbell 1998 : 215). Pour mieux comprendre ce phénomène d'altérité, nous reprenons ici le concept d'imaginaire sécuritaire que O'Meara définit ainsi;

By this concept of "security imaginary" we understand the range of cultural practices that together define a uniquely American geopolitical space and identity—an American Self—in relation to a depiction of the world beyond US borders [...] these cultural practices additionally delineate the relationship of these various Others to the American Self; they lay out the conditions, contexts and cultural mechanisms through which this or that "Other" becomes represented as friend or as threat to the American Self; and delimit the parameters of how to defend America against those menacing Others [...] The security studies literature uses the term securitization to refer to this process of institutionalizing difference as threat. As a "more extreme form of politicization", securitization is a "move [by socially authorized actors] that takes politics beyond the established rules of the game and frames the issue either as a special kind of politics or as above politics"—and usually about national survival (O'Meara À paraître: 8).

Pour ce qui est des guerriers-intellectuels de notre étude, nous allons voir, à l'aide de leurs discours, qu'ils perçoivent les États-Unis comme investis d'un exceptionnalisme et d'une mission de propager et de protéger (par la violence, si nécessaire) les valeurs dites universelles de liberté et de démocratie, qui sont continuellement menacées par les terroristes islamistes, totalitaires et barbares. Pour procéder à l'analyse poststructuraliste des manœuvres de palais des guerriers-intellectuels, on tente d'abord d'élaborer un modèle de récit partagé au sein de la société, qu'on retrouve dans les pratiques discursives de la classe politique et militaire américaine depuis soixante ans. Ces discours sont basés sur le mythe de l'exceptionnalisme, profondément ancré dans l'identité américaine, et les décideurs supporteront mieux une guerre seulement si elle correspond à l'image qu'ils se font de ce mythe. Nous avons repris à ce sujet l'explication élaborée par Deudney et Meiser :

The United States became the leader and protector of liberal democracies everywhere, and had it not been for American power and purpose between 1940 and 1990, liberal democracies might well have been eliminated from the planet. The United States was no longer simply the leading exemplar of the project of freedom, but the indispensable leader of the free world whose every major action seemed ripe with world historical significance [...] In other words, values are a means of achieving a goal. American people will only support [...] US foreign policy if they feel it is consistent with American values. Thus, American leaders must frame their preferred policy in terms of how it fosters American values (Deudney et Meiser 2008: 38).

Dans son analyse intertextuelle (relation entre les pratiques discursives), Homolar-Reichmann démontre que malgré leur prétention à répudier la doctrine Bush, les membres du Parti démocrate et leurs partisans invoquent de plus en plus des concepts similaires à l'agenda néoconservateur pro-militariste, considérant les États-Unis comme une puissance morale chargée d'assurer l'ordre mondial. L'administration Obama peut donc être perçue comme en continuité de l'ère Bush et de tous ses prédécesseurs (Homolar-Reichmann 2009 :180). Leur rhétorique est issue directement des idées de l'exceptionnalisme américain et de sa destinée manifeste qui forme le Crédo et que nous élaborons au chapitre I.

Le résultat de cette continuité dans leurs discours est très simple : il s'agit ni plus ni moins de la construction de l'identité, qui est centrale dans l'approche poststructuraliste. Aucune société ne peut exister sans une identité. Elle est construite et constituée dans une relation d'altérité avec des frontières idéologiques et mythologiques qui la démarquent de son contraire, de l'identité de soi contre l'autre, du domestique contre l'étranger, du *Leader of the Free World* contre les terroristes (Campbell 1998 : 9). Au sujet de la frontière, Campbell ajoute;

The frontier is central to identity because it is not only an open space beckoning those who seek success, but also the boundary between barbarism and civilisation, chaos and order [...] The mythology of the frontier [...] mandate that to ensure the survival of civilisation the forces of barbarism have to be constantly repelled if not overcome. At the core of the myth is the belief that economic, moral and spiritual progress are achieved by the heroic foray of civilized society and by conquest and subjugation of wild nature and savage mankind. This disposition has been exhibited each time it has been argued that a barbarian group only understands force and cannot be reasoned with (Campbell 1998 : 146).

Dans ce contexte d'altérité, sécuriser l'identité repose sur une définition par le récit d'une menace extérieure. Les discours de menaces sont centraux aux discours des intellectuels puisqu'ils fournissent le régime de vérité qui définit l'identité américaine; quel danger les Américains doivent craindre, et surtout, quelle solution ils peuvent y apporter et comment y arriver (Campbell 1998 : 48). Ces événements ou facteurs qu'on considère comme menaçants ne le deviennent que par une certaine interprétation qui n'a rien à voir avec une réalité objective (Campbell 1998 : 2). Les pratiques discursives sont remplies de sermons sur la nécessité de protéger l'ordre établi, les principes fondamentaux de la civilisation, la peur de la perte de repères culturels et la responsabilité de protéger les acquis. Ces discours et textes visent le maintien d'une identité américaine particulière et c'est de ceux-ci que s'inspirent les guerriers-intellectuels. On retrouve ce phénomène dans l'objet d'étude de ce travail. Dans le même ordre d'idées, François Debrix démontre comment les formulations de politique étrangère sont souvent des simplifications sans nuance et d'images-chocs qui construisent ce qu'il appelle une géopolitique de tabloïd, concept que nous reprenons à plusieurs reprises dans ce livre (Debrix 2008 : 5).

L'approche poststructuraliste permet de voir la « guerre au terrorisme » comme un épisode historique à l'intérieur duquel une variété de pratiques discursives sert à construire le sens partagé de l'identité américaine. En définissant le monde comme un espace constitué en deux catégories, une méchante et l'autre juste et morale, on en vient à pouvoir considérer certaines pratiques politiques et militaires comme légitimes, ce qui permet d'assurer la stabilité de l'identité et de définir l'intérêt national à sécuriser. Pour une partie de la classe politique américaine, s'opposer à un accroissement de l'occupation de l'Afghanistan équivaut à s'opposer à la protection de l'identité américaine et de ce qui est considéré comme bien. (Devetak 2005). Face à un lobby d'état-major qui sait aussi habilement exploiter le récit de l'identité américaine, le *Commander in Chief* subit une très forte pression qui l'encourage à accéder aux demandes des militaires.

La politique étrangère des États-Unis ne peut être comprise qu'à travers la compréhension de la construction, de la production et du maintien de l'identité américaine face à une menace (Campbell 1998 : 6). Ainsi, pour l'approche poststructuraliste, le but d'un décideur

(policymaker) est de présenter une politique étrangère qui est perçue comme légitime par le public et doit donc être en lien avec le récit qui définit l'identité de ce dernier. Ce récit est toujours contesté par les luttes entre les acteurs bureaucratiques influents qui tentent, parfois inconsciemment, d'imposer leur régime de vérité. Ainsi, au centre de l'activité politique, on retrouve les liens construits entre cette politique et l'identité du public (Hansen 2006 : 28). Grondin rapporte que :

... pour comprendre la puissance et les rapports de pouvoir, il faut voir comment ces théories sont construites et comment les développements théoriques sont interreliés pour comprendre leur fonctionnement dans l'établissement des relations du pouvoir. On historicise, par interprétation, les discours théoriques en les restituant dans leur contexte et en les interprétant comme des pratiques politiques (Grondin 2010 : 318).

Les attaques du 11 septembre ne sont pas sorties de nulle part. Elles sont la conséquence des choix faits par des décideurs américains pendant la Guerre froide. La guerre en Afghanistan a été produite en réaction à l'extension de la sphère d'influence des Soviétiques. Le laisser-faire serait une défaite pour le paradigme d'endiguement issu du récit de la prépondérance du pouvoir et de l'exceptionnalisme américain. Pour des raisons de géopolitique, les États-Unis ont donc activement encouragé et financé l'émergence de courants d'islamistes radicaux qui ont engendré une longue guerre civile en Afghanistan, qui dure encore trente ans plus tard (Cox et Stokes 2008 : 410). Sans vraiment prendre en compte les erreurs du passé, les guerriers-intellectuels ont procédé à une construction discursive des talibans et d'*Al Qaeda* comme étant des acteurs non rationnels et barbares, ce qui justifia une expansion du militarisme, représenté comme une lutte manichéenne entre les forces du bien et du mal (Grondin dans Macleod & O'Meara 2010 : 334).

Méthodologie

Les concepts de «régime de vérité» et de «récit» n'expliquent pas l'ensemble des actions de la population américaine ou celles de l'état-major. Néanmoins, les acteurs que nous prenons comme objet d'analyse sont dans une position très influente et leurs actions ont des conséquences sur des millions de personnes et des budgets de milliards de dollars. On peut donc considérer que le régime de vérité repéré chez les décideurs de l'administration civile et militaire

ont un impact significatif sur les actions que prennent l'ensemble des millions de gens influencés par eux ou qui doivent simplement obéir aux ordres au sein de la structure hiérarchique des institutions.

C'est à travers les événements rapportés par les médias que nous évaluons les impacts des pratiques discursives. C'est pourquoi nous avons d'abord procédé à une recherche chronologique sur la guerre en Afghanistan depuis 2006 et des manœuvres à Washington qui y sont reliées. Nous avons cherché ce qui a été rapporté dans les médias de masse écrits. Les principaux événements dans chacun des médias choisis entre 2008 et 2012 ont été sélectionnés et nous avons constaté un cycle récurrent de solutions et de critiques qui se relaient en moyenne aux six mois, avec une constante atmosphère de scepticisme et de défaite dans tous les discours journalistiques, ainsi qu'une hausse constante de l'opposition à cette guerre.

Pour les manœuvres de palais, notre documentation provient des médias comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal*, le *Washington Post* ainsi que les publications de la Maison Blanche, du Département de la Défense et de *Wikileaks*. Ces manœuvres de palais sont aussi couvertes dans le best-seller « *Obama's Wars* » de Bob Woodward. Cet ouvrage, présenté par les médias comme l'histoire véridique de ce qui se passe dans les coulisses de l'administration Obama, dresse un portrait d'un Président cherchant un compromis au milieu d'une lutte entre les exécutants de la Maison Blanche et ceux du Pentagone, qui se confrontent avec leurs stratégies respectives sur la solution à prendre pour gagner cette guerre. Il constitue donc un excellent portrait du récit officiel du régime de vérité.

Une analyse des pratiques discursives lors des manœuvres de palais permet de constater comment un discours de peur a été efficace contre un Président prisonnier de sa propre rhétorique d'une guerre juste et nécessaire (Engelhardt 2010 : 184). Chacune de ces manœuvres de palais s'est conclue par un discours d'Obama où il prit une décision généralement favorable aux demandes des partisans du COIN. On analyse les pratiques discursives au sein de ces manœuvres à l'aide de trois méthodes issue de la théorie poststructuraliste; l'intertextualité, la généalogie, et la double-lecture. Ces trois méthodes permettent une déconstruction de texte, d'où

est extrait le récit dominant qui a si bien servi la rhétorique utilisée pour accomplir ces manœuvres de palais.

Pour extraire la généalogie des discours et récits, on cherche à travers ceux-ci les concepts reliés à l'exceptionnalisme américain et à la prépondérance de la puissance militaire qui compose le récit dominant, et dont les racines discursives remontent à des épisodes historiques qui ont profondément marqué la formulation de l'identité américaine. Afin d'être efficace, le discours militariste de ces acteurs doit être inséré dans les mythes préexistants. C'est ainsi qu'on se rend compte que non seulement la peur du terrorisme a remplacé celle du communisme en employant sensiblement la même rhétorique, mais aussi que la notion de l'importance d'une forte présence militaire en Asie centrale et au Moyen-Orient a toujours été présente, d'abord dans les discours britanniques au XIXe siècle, puis chez ceux des Américains qui ont pris leur place d'hégémon. En déconstruisant ainsi leur discours, les dichotomies sous-jacentes qui contredisent la version officielle apparaissent.

Outre la généalogie, nous utilisons deux autres techniques poststructuralistes. D'une part, la méthode qui consiste en la double lecture fait ressortir les points d'instabilités qu'un texte contient, ce qui permet d'en révéler les faiblesses et d'en critiquer le récit. Ensuite l'intertextualité consiste à démontrer la relation qui existe entre les pratiques discursives, puisque leurs concepts n'ont de signification que s'ils se réfèrent à d'autres textes (ou récits historiques) qui font déjà partie de l'imaginaire sécuritaire. Ces récits sont les mythes de l'exceptionnalisme américain et la croyance en la nécessité de la prépondérance de la puissance militaire (Melvin P. Leffler 1994 et Andrew Bacevich 2010). Ces deux récits ont engendré la mentalité de la Guerre froide, qui est elle-même à l'origine de la guerre en Afghanistan. Nous verrons au chapitre suivant comment ces deux récits ont été fondamentaux dans l'imaginaire sécuritaire des soixante dernières années. La synthèse généalogique de ces récits à travers un cadre poststructuraliste nous permet de comprendre pourquoi l'Afghanistan est vu comme un enjeu vital de sécurité nationale par les acteurs qui nous intéressent. L'analyse intertextuelle de ces récits nous permet de comprendre l'impact qu'ils ont au sein des médias et de l'élite militaire et politique à Washington (par les manœuvres de palais), afin de prolonger la durée de la guerre et augmenter les budgets et le nombre de troupes.

Le rôle des médias comme courroie de transmission

Les médias jouent un rôle fondamental dans les manœuvres de palais en tant que courroie de transmission des demandes du Pentagone. Pour analyser ce phénomène, nous nous appuyons sur les textes de Barstow (2008), Robinson (2008) et Engelhardt (2010) qui démontrent bien le rôle joué par les médias dans l'expansion du militarisme. Les médias permettent aux guerriers-intellectuels, combinés à leurs *think-tanks* affiliés (comme le *Project for a New American Century - PNAC*, le *Brookings Institution* ou le *Center for a New American Security - (CNAS)* de définir pour le public la façon d'interpréter un problème tout en écartant des alternatives et en s'assurant qu'elles ne seront pas mentionnées (Robinson 2008 : 174). Le Pentagone fournit aux médias un approvisionnement constant de nouvelles et de spectacles qui sont ensuite diffusés comme des faits véridiques (Robinson 2008 : 175). L'analyse poststructuraliste de la guerre au terrorisme de Richard Jackson démontre à quel point la rhétorique de la doctrine Bush a engendrée un consentement massif des populations pour supporter l'invasion de l'Afghanistan, en exploitant la peur et l'anxiété engendrées par les spectaculaires attentats du 11 septembre, vus par des milliards de personnes (Jackson 2005).

La complaisance des médias est surtout due à l'utilisation sur une base régulière d'analystes militaires invités chaque fois qu'il est question de guerre. David Barstow du *New York Times* a mené une enquête en 2008 afin de faire la lumière sur ce qu'il considère être un vaste appareil de relations publiques orchestré à partir du Pentagone, et qui sert à obtenir une couverture médiatique favorable aux discours des représentants du Département de la Défense. Cette opération de relation publique se fait à l'aide de ces agents du savoir présentés à la télévision et à la radio comme des analystes militaires ayant une longue carrière dans les Forces armées qui leur permet, dit-on, de poser des jugements objectifs sur les enjeux de politique étrangère (Barstow 2008 : 1).

Ces efforts d'abord enclenchés en 2002 afin d'obtenir un consentement populaire à la guerre en Irak qui se préparait, sont si efficaces qu'ils continuent à ce jour grâce à l'appât de gains financiers et une allégeance envers le régime de vérité promu par les décideurs militaires. Barstow explique comment la plupart de ces analystes militaires ont des liens contractuels avec l'industrie militaire. Ces liens sont parfois inconnus des médias qui les engagent, mais

collectivement, ils sont tous reliés à plus de 150 lobbyistes, consultants, politiciens et entreprises du complexe militaro-industriel (Barstow 2008 :1). Cet assemblage d'intérêts reliés à l'industrie de la guerre contribue à générer un consensus médiatique sur un imaginaire sécuritaire qui a un impact certain sur la conduite des Forces armées et de l'administration Bush puis Obama. Utilisant des archives et des interviews, Barstow démontre comment l'administration Bush a utilisé ces analystes comme une sorte de cheval de Troie pour promouvoir sa rhétorique belliqueuse dans les médias de masse (*Ibid* :1). Nous allons démontrer dans les prochains chapitres que cette stratégie de propagande est toujours utilisée, et sert aux manœuvres de palais pour prolonger la guerre en Afghanistan.

Des documents internes du Pentagone analysés par le *New York Times* en 2006 révélèrent la relation de symbiose qui unissait ces analystes militaires employés par les médias et leur ancien employeur, le Département de la Défense (DoD). Dans ces documents, on se réfère aux analystes militaires en les appelant des multiplicateurs du message, sur qui on pouvait compter pour véhiculer dans leurs pratiques discursives les thèmes et les messages que le DoD souhaitait voir reproduits dans les discussions de millions d'Américains. Dans les échanges de courriels entre le Pentagone et les analystes militaires, ces derniers parlent comme s'ils opéraient derrière les lignes ennemies et certains offrent même des conseils sur la façon d'effectuer le *spin* du message.

Ces analystes militaires ont parfois davantage d'exposition médiatique que les reporters sur le terrain. Leurs actes de langage permettent d'influencer l'interprétation que le public se fait des événements, afin qu'elle soit toujours conforme avec la vision des décideurs du DoD et son régime de vérité. Ce sont d'anciens militaires, très proches de l'industrie militaire et des institutions du département de la Défense, tous en quête des accroissements budgétaires que garantiraient les guerres en Irak et en Afghanistan si elles étaient prolongées (Barstow 2008 : 6).

Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, un analyste militaire chez *Fox News* de 2001 à 2007, le Général à la retraite Paul E. Vallely, affirmait que les journalistes américains avaient échoué à défendre la nation contre la propagande ennemie lors de la guerre du Viêt-Nam, ce qui leur avait fait perdre ce conflit. Selon lui, les décideurs devaient maintenant mener des opérations de guerre psychologique non seulement contre les adversaires à l'étranger, mais aussi

contre l'auditoire américain afin de renforcer la volonté nationale vers la victoire (Barstow 2008 : 5-7). Les manœuvres de palais menées afin de prolonger la guerre peuvent effectivement être interprétées comme une guerre psychologique sur la population américaine.

À ce sujet, Robert Fisk démontre que les journalistes ne font bien souvent que répéter les termes et slogans comme *momentum*, *surge* et taliban, sans les remettre dans leur contexte. Par la double-lecture, une analyse poststructuraliste permet justement de se rendre compte que ces mots cachent une réalité plus nuancée et généralement contradictoire aux discours. On utilise le terme *surge* pour ne pas admettre qu'on perd la guerre et qu'on a donc besoin de renforts (Fisk 2011). Taliban est un terme générique qui permet d'exploiter la peur, mais ne représente pas la complexité des insurgés afghans, qui ne sont bien souvent que des coalitions de tribus désabusées par les onze années d'occupations violentes de l'Afghanistan par l'OTAN (Qazi 2010). Le terme *momentum* est quant à lui utilisé dans presque toutes les déclarations des officiers militaires depuis 2009. Emprunté aux sciences physiques, où il explique la vitesse d'une masse, il est constamment utilisé par les militaires comme une métaphore quantifiant le niveau d'intensité d'une guerre asymétrique et ce, sans donner de chiffres. Dépourvu de son sens premier, c'est un sobriquet utile pour tenter de faire croire au progrès en Afghanistan en répétant sans cesse que l'OTAN a stoppé le *momentum* des insurgés. Mais, comme nous allons voir, l'insurrection gagne en intensité chaque année (Davis 2012: 8).

Finalement, dans une analyse poststructuraliste, le rôle de courroie de transmission joué par les médias est central, puisque l'analyse est basée sur les discours des décideurs. Nous verrons davantage son importance dans les chapitres suivants. Maintenant que nous avons décrit notre méthodologie de recherche et le cadre d'analyse poststructuraliste, regardons à travers l'ornière de ce dernier afin de comprendre comment les penseurs stratégiques américains conçoivent la guerre, et à quel point leurs manœuvres de palais ont contribué à prolonger la durée de la guerre, et augmenter la présence militaire des États-Unis en Afghanistan.

CHAPITRE I

CONCEVOIR LA GUERRE

1.1 Le Crédo

Actuellement, au sein de l'*establishment* militaire, il y a un débat entre les adeptes de la contre-insurrection (COIN) et ceux du contre-terrorisme (CT). Les deux factions partagent un point de vue commun, que le Colonel à la retraite Andrew Bacevich nomme «le Crédo de la sécurité nationale », et qu'on reprend comme outil d'analyse généalogique poststructuraliste dans ce mémoire. Ce récit du Crédo est constitué d'une solide conviction chez ces intellectuels militaires en l'exceptionnalisme américain, récit partagé par la plupart des Américains sur leur devoir d'assurer l'ordre et la prospérité, et de transformer le monde par leurs valeurs américaines considérées universelles (Bacevich 2010 : 13). Pour ce faire, les Forces armées américaines doivent rechercher une prépondérance de la puissance militaire, thèse développée par Melvyn P. Leffler (1992), qui démontre que cette mentalité fortement ancrée dans l'imaginaire sécuritaire depuis 1945 est la clé pour comprendre les débuts de la Guerre froide et le développement du complexe militaro-industriel.

A l'origine de ce récit, on retrouve ce que le Président Eisenhower appelait le complexe militaro-industriel (Eisenhower 1961). Des auteurs critiques comme le Colonel à la retraite Andrew Bacevich (2010 et 2011) et Tom Engelhardt (2010) interprètent les guerres américaines comme la raison d'être d'un complexe militaro-industriel qui donne de l'argent, du pouvoir et des privilèges à une longue liste de bénéficiaires, nommés ou élus, présidents et directeurs généraux d'entreprise ou de lobbies, amiraux et généraux, fonctionnaires, personnalités des médias, chercheurs des universités et *think tanks*. Les *think tanks* sont des institutions de recherche qui emploient des intellectuels afin de proposer des solutions à des problèmes économiques et politiques. Ces solutions vont généralement dans le sens des intérêts de ceux qui

financent le *think tank*. Par exemple, un *think tank* qui reçoit du financement d'un manufacturier d'armement a peu de chance de produire une recherche qui suggère un abandon des actions militaires en Asie central. Nous verrons plus loin qu'ils jouent un rôle capital dans la promotion du complexe militaro-industriel.

Chaque année, le Congrès Américain fournit au Pentagone et aux compagnies d'armements des milliards de dollars d'argents public afin d'accroître et maintenir la structure des forces militaires. Cet argent sert de lubrifiant à la politique américaine en remplissant les coffres des campagnes électorales et crée des emplois dans divers domaines connexes pour l'électorat. Les législateurs siégeant au Congrès proviennent de circonscriptions dépendantes des investissements de la défense. La politique reliée aux contrats de défense ne se fait pas seulement qu'en temps de campagne électorale, c'est une lutte qui se mène à longueur d'année. Les sénateurs et les représentants ont des liens avec des équipes de lobbyistes qui sont affectés à mettre de la pression sur le Pentagone pour recevoir plus de contrats. À ce sujet, le sénateur démocrate William Proxmire affirmait déjà dans les années 1960 que :

[...] the huge defense industry constitutes a devastatingly effective lobby in working on both the executive and legislative branch of government. In every state and in almost every congressional district, labor, public officials, and management combine to convert many a congressman into a fighting advocate of more military contracts [...] (cité dans Duscha 1965 : 48).

Le complexe militaro-industriel finance aussi l'activité de chercheurs dont les pratiques discursives ancrées dans le récit dominant justifient continuellement dans les médias l'importance accordée à ce complexe. De plus, ils assurent qu'aucune critique ne prend trop d'importance. Finalement, ce complexe donne aux médias un spectacle perpétuel de peur qui se vend très bien pour les annonceurs et qui façonne l'identité américaine (Bacevich 2010 : 228). La réification du Crédo à travers les décennies a permis de justifier l'accroissement du complexe militaro-industriel. Mais ce ne fut pas toujours ainsi.

De la Révolution américaine jusqu'à la guerre de Corée, les Américains avaient toujours démobilisé leurs Forces armées au lendemain d'une guerre. Mais l'ampleur de l'impact d'un événement comme la Deuxième Guerre mondiale a changé cette perception et a fait émerger le

récit militaire du Crédo comme étant central à l'identité américaine. Un peuple qui avait longtemps vu une armée fédérale comme une menace à la liberté la voyait maintenant non seulement comme nécessaire à la préservation de cette liberté abstraite, mais il fallait en augmenter la taille et les moyens. Comme le démontre Andrew Bacevich, un examen des soixante dernières années de la politique étrangère américaine révèle d'importants éléments de continuité qu'il nomme le Crédo de la sécurité nationale, et que nous reprenons dans notre analyse.

Issu de l'imaginaire sécuritaire, ce Crédo consiste en une conviction profonde que les États-Unis doivent maintenir une prépondérance militaire globale face aux menaces existantes ou anticipées et qui sont contrées par une politique d'intervention armée à l'étranger (Bacevich 2010 : 14). Il perpétue le récit de l'exceptionnalisme américain et se développa en un consensus sur les menaces aux intérêts américains et les moyens de les contrer, et ce, peu importe qui occupe la Maison Blanche. Le Crédo étend son influence à toutes les institutions qu'on associe à la sécurité nationale comme le Département d'État ou le Département de la Défense et les nombreuses agences fédérales de renseignement et d'espionnage, mais aussi à l'industrie de l'armement et aux médias qui s'en font parfois les porte-paroles (comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal* et le *Washington Post*). Selon les militaires, il est risqué de remettre en cause les croyances composant le Crédo lorsqu'on veut faire carrière dans ces institutions, car on risque d'être marginalisé et de réduire ses perspectives d'emploi (Bacevich 2010 : 15).

Bacevich énumère quatre piliers de croyances qui définissent ce récit et qui sont une constante dans toutes les pratiques discursives officielles depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Premièrement, le monde doit être organisé et façonné. En absence d'organisation, le chaos règne. Lorsqu'on parle d'ordre, on se réfère bien sûr à la prémisse hobbesienne selon laquelle l'homme est un loup pour l'homme et qu'il faut donc essayer d'avoir le monopole de la violence qui permet de garantir cet ordre. L'*establishment* militaire des États-Unis croit fermement qu'il doit assurer une prépondérance de la puissance militaire afin de garantir l'ordre et la paix (Bacevich 2010 : 21).

Deuxièmement, seuls les États-Unis possèdent les capacités et l'obligation morale d'assurer cet ordre mondial. Aucune autre nation n'a la vision, la sagesse et la volonté que nécessite une telle entreprise (*Ibid* 2010 : 21).

Troisièmement, cet ordre est basé sur la prémisse que la liberté, la démocratie, et la chance pour tous d'atteindre le rêve américain, sont des principes universels (*Ibid* 2010 : 21). En envahissant l'Afghanistan et l'Irak, le Président George W. Bush avait proclamé sa croyance messianique que tous les peuples désiraient la liberté, peu importe le contexte culturel; « *La liberté*, disait Bush, *est le cadeau universel donné par Dieu tout-puissant* » (cité dans West 2011 : 112). Comme nous allons le voir dans les chapitres suivants, on retrouve la même idée dans les discours d'Obama.

Quatrièmement, qu'on soit républicain ou démocrate, le Crédo de la sécurité nationale repose sur une Foi qui considère les États-Unis comme une nation exceptionnelle qui exprime un intérêt collectif pour l'ensemble de l'humanité. On retrouve le Crédo dans les discours de tous les décideurs américains depuis soixante ans, peu importe l'allégeance politique (Bacevich 2010 : 21).

Cette énumération que fait Bacevich définit cette croyance en l'exceptionnalisme américain, et comme nous allons le voir ici, on retrouve ces quatre prémisses au travers des discours sur la guerre en Afghanistan. Les décideurs américains semblent tous tenir pour acquis que le penchant interventionniste des États-Unis et l'accroissement de son appareil coercitif ne sont pas une source d'inquiétude, mais un réconfort face à des menaces qui sont amplifiées par ces mêmes décideurs. Pour les adeptes du Crédo, quitter l'Afghanistan engendrerait d'avantage de guerres. Finalement, de mettre en doute le Crédo, c'est se marginaliser au sein de la société, puisque ces concepts sont enracinés de façon profonde dans les mentalités. Les débats sur la sécurité nationale dans les médias de masse et les institutions politiques s'élèvent rarement au-delà d'enjeux techniques. Le lourd processus bureaucratique, les emplois et budgets qui sont en jeu font en sorte de maintenir le *statu quo* et engendrent ce qu'on pourrait qualifier d'état de guerre permanent (Bacevich 2010 : 21).

Après plus de soixante ans, ce récit fait toujours consensus dans les pratiques discursives de la plupart des institutions et médias. Il ne faut donc pas s'étonner que les Américains aient été plutôt passifs devant la militarisation grandissante de leur politique étrangère. Avec la chute du rival soviétique en 1991, les leaders américains ont de plus en plus agi selon la prémisse que les bénéfices de l'usage de la force compensaient les risques de celle-ci. Les citoyens se sentent peu concernés puisque la guerre est devenue un spectacle qui inflige peu de malheurs évidents à la majorité de la population. Par l'intertextualité, nous verrons dans les prochains chapitres que le Crédo, tel que défini par Bacevich, se trouve au cœur de chacun des discours qui ont servi à justifier l'occupation militaire de l'Afghanistan.

1.2 De la Guerre froide à la guerre en Afghanistan

Nous reprenons ici la thèse de Melvin P. Leffler qui se combine assez bien avec le Crédo tel qu'exposé par Bacevich. Selon Leffler, le récit engendré par le traumatisme de la Deuxième Guerre mondiale a constamment été justifié depuis par des discours de peur face à un ennemi désigné comme menace la liberté. En mars 1947, le Président Truman annonça sa nouvelle doctrine d'endiguement de l'URSS et offrit une assistance économique et militaire à l'Europe et à la Turquie, assistance qui allait porter le nom de plan Marshall, du nom du Général Américain qui l'avait conçu avec l'aide du *Brooking Institution*, un des premiers *think tank*. Ce que les Américains craignaient à l'époque n'était pas une agression militaire soviétique (ces derniers n'en avaient pas encore les moyens), mais le fait que les conséquences de la dernière Guerre mondiale avaient grandement affaibli les pays d'Europe et d'Asie, et ils craignaient donc que les communistes exploitent ces faiblesses à leur avantage. Truman affirmait que si les États-Unis ne faisaient rien, les communistes prendraient le pouvoir dans plusieurs pays d'Europe (Leffler 1994 : 56). Pendant l'été de la même année, le Président signa le *National Security Act* qui officialisait la création du *National Security Council* (NSC), du *Joint Chief of Staff* (JCS), de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et qui fusionnait les divers départements des forces armées pour former ce qui allait devenir le Département de la Défense (DoD), ce dernier logé dans un gigantesque édifice en forme de pentagone (Leffler 1994 :58-61). L'ensemble de ces institutions

ont été le fer de lance du complexe militaro-industriel dans la militarisation de la politique étrangère des États-Unis et de nos jours absorbent plus de 50% du budget du gouvernement fédéral (Kucinich 2011).

Pour mobiliser les Américains derrière ce vaste effort de militarisation et de dépense à l'étranger, Truman affirme qu'il fallait les convaincre que leur liberté était en danger. Le Sénateur Vanderberg alla même jusqu'à dire que Truman devait faire peur aux Américains et que l'heure était venue où les nations devaient prendre position entre deux modes de vie; le communisme totalitaire ou la liberté du capitalisme (Leffler 1994 : 58). La doctrine Truman et le plan Marshall furent des actions décisives du déclenchement de la Guerre froide. Ces politiques provenaient de la peur que causaient l'incertitude quant au futur et les expériences du passé. Des Américains de toutes les régions et strates de la société acceptèrent le nouveau rôle d'hégémon qu'on affirmait être leur responsabilité après la victoire sur les nazis et les japonais. Ce rôle s'inscrivait parfaitement dans le mythe de l'exceptionnalisme américain qui connaissait un nouvel essor grâce à l'industrie fleurissante du cinéma d'Hollywood, et qui fût une des forces les plus influentes de la société américaine. Les politiciens et les hommes d'affaires voyaient dans ce consensus naissant sur la menace communiste, une opportunité pour s'attaquer aux syndicats. L'industrie militaire inonda les caisses électorales d'aspirants sénateurs et membres du Congrès qui ne se gênèrent pas pour exagérer la menace soviétique dans leur discours afin de décrocher des contrats militaires pour leurs contributeurs (Leffler 1994: 79).

Ces initiatives américaines eurent un effet d'accroissement de la peur au sein du Kremlin, siège du pouvoir soviétique, qui sortait affaibli d'une longue guerre contre l'Allemagne (la deuxième en vingt-cinq ans). Cette guerre avait détruit une grande partie du potentiel industriel de l'URSS et causé la mort de 27 millions de ses citoyens. La paranoïa ainsi engendrée amena l'Union Soviétique à adopter une position plus radicale et à augmenter considérablement ses moyens de défense, ce qui enclencha la course aux armements et 45 ans de guerre froide et de tension entre les deux superpuissances. Le résultat aux États-Unis fut le développement d'un imposant appareil de sécurité nationale, que certains appellent le complexe militaro-industriel ou le *National Security State*, et qui imprégna dans l'esprit des décideurs américains ce régime de

vérité selon lequel la sécurité des États-Unis n'était assurée que par la prépondérance de leur force militaire partout sur la planète pour contenir le communisme (Leffler 1994 : 64).

Du point de vue de Washington, il n'y avait pas d'autre alternative que de continuer à bâtir une configuration de ses forces qui sauvegardaient ses intérêts à l'étranger et assuraient une prépondérance militaire. Pour les décennies qui suivirent, les tactiques changèrent fréquemment, mais la stratégie demeurait fondamentalement la même. La guerre en Afghanistan est directement issue de cette continuité.

Dans les récits des conseillers de Truman et des présidents qui suivirent, on affirme que la sécurité nationale des États-Unis devant la soi-disante menace soviétique allait diminuer s'ils n'assuraient pas une prépondérance militaire en élargissant leur force armée. Si les États-Unis n'étaient pas assez menaçants, les Soviétiques seraient plus téméraires et accéléreraient leur expansion. Selon eux, la leçon apprise dans la dernière Guerre mondiale était claire; il fallait assurer la sécurité de la nation par une prépondérance de la puissance militaire, autrement l'ennemi serait tenté d'utiliser la force. Et puisque les décideurs Américains étaient imprégnés de cette croyance envers l'exceptionnalisme, ils considéraient avoir le devoir moral d'agir ainsi. Dans ce contexte, l'invasion de la Corée du Sud par le Nord en 1950 ainsi que la crise au Viêt-Nam furent des occasions d'accroître l'appareil militaire américain (Leffler 1994 : 103). En janvier 1951, Truman exprima ses craintes qui allaient devenir la pierre d'assise de l'imaginaire sécuritaire des décideurs américains pour les décennies suivantes:

If Western Europe were to fall to Soviet Russia, it would double the Soviet supply of coal and triple the Soviet supply of steel. If the countries of Asia and Africa should fall to Soviet Russia, we would lose the sources of many of our most vital raw materials, including uranium, which is the basis of our atomic power. And Soviet command of the free nations of Europe and Asia would confront us with military forces which we could never hope to equal. In such a situation the Soviet Union could impose its demands on the world, without resort to conflict, simply through the preponderance of its economic and military power (Truman cité dans Leffler 1994 : 110).

À partir de ce récit, la politique étrangère militariste des États-Unis, qui avait comme objectif d'assurer l'ordre international, le libre marché et les libertés personnelles, eut parfois l'effet inverse. Elle détourna une grande part de l'économie américaine vers l'accroissement

d'un complexe militaro-industriel et l'élaboration d'un consensus sur les décideurs. La rhétorique anticomuniste domina bien vite le discours public et, soixante ans plus tard, comme nous allons le voir, elle fut recyclée par l'administration Bush puis par celle d'Obama, la peur du communisme faisant alors place à la peur du terrorisme islamique.

William Appleman Williams démontre que la politique étrangère expansionniste des États-Unis tout au long de son histoire a été formulée par des hommes qui provenaient des milieux industriels et financiers et qui avaient fait le saut en politique. (Williams 1969 : 4-35). Même si leur discours était issu du récit de l'exceptionnalisme américain, leur action était aussi motivée par l'obtention ou le maintien de marchés pour les surplus de production et l'acquisition de matières premières à bas prix. L'expansion de la *U.S. Navy* à la fin du XIXe siècle en une force capable de rivaliser avec la puissante *Royal Navy* est issue du lobbying des politiciens des États agricoles du Sud et du *Midwest* américains qui voulaient assurer des débouchés commerciaux sur les autres continents pour leur surplus de production. Ce mouvement se transforma éventuellement en diplomatie de la canonnière et de la porte ouverte (Williams 1969 : 4-35). Il en va de même pour la doctrine Carter prononcée par le Président du même nom le 23 janvier 1980 lors de son discours sur l'état de l'Union. Faisant écho aux craintes de Truman, il déclarait que la région du Golfe Persique était un enjeu de sécurité nationale pour l'approvisionnement en pétrole des États-Unis (Warnock 2008 :66). Deux mois plus tard, le département de la Défense créait le *Rapid Deployment Joint Task Force* chargé de la gestion des Forces armées américaines dans la région et qui deviendra éventuellement le *United States Central Command* (CENTCOM), qui commande aujourd'hui la guerre en Irak et en Afghanistan et qui est si concernée par la question de l'Iran et l'instabilité au Pakistan.

En constatant la continuité intertextuelle dans les actes de langage des soixante dernières années, on retrouve, sous-jacentes aux discours sur *Al Qaeda* et sur la prolifération des islamistes, sensiblement les mêmes peurs et angoisses qu'exprimait la doctrine Truman en 1947. C'est cette peur qui a maintenu le Crédo en place depuis.

Avec la chute de l'empire soviétique au début des années 1990, le récit de l'exceptionnalisme américain semblait se confirmer. Libéré du carcan soviétique, c'est toute l'Asie centrale, le Caucase et l'Europe de l'Est qui s'ouvraient désormais à l'expansionnisme

américain, tel un nouveau *Far East*. En juin 1997, un groupe d'intellectuels provenant des milieux conservateurs de Washington DC, publia un manifeste nommé *Project for the New American Century* (PNAC), dans lequel ils appelaient à l'élaboration d'une force militaire forte et prête à intervenir partout où l'intérêt national des États-Unis serait en jeu. Pour ces intellectuels belliqueux qui considéraient Washington comme la seule superpuissance mondiale garante des vérités universelles, intérêt national signifiait maintenant partout. Concrètement, ils appelaient à un accroissement massif des dépenses militaires et des interventions armées afin de renverser des dictatures hostiles aux intérêts américains pour les remplacer par des démocraties libérales favorables à Washington. Le PNAC justifiait ainsi le Crédo dans un monde où désormais les États-Unis n'avaient plus de rival capable de menacer sa prépondérance militaire (Kristol & Kagan 1997).

Les deux directeurs de ce *think-tank*, Robert Kagan et William Kristol, devinrent des auteurs prolifiques et furent très actifs dans la promotion médiatique d'interventions militaires aux quatre coins de la planète. Parmi les autres auteurs du *Project for the New American Century*, on retrouvait l'ancien Secrétaire à la Défense Dick Cheney qui devint Vice-Président en 2001, Donald Rumsfeld qui devint le Secrétaire de la Défense et Paul Wolfowitz son assistant. Zalmay Khalizad sera le premier ambassadeur à débarquer en Afghanistan après le renversement du régime taliban en 2001. Quant à Elliot Abrams et Aaron Friedberg, ils obtinrent des postes au sein du *National Security Council* sous l'Administration Bush fils. Comme le mentionne Engelhardt, c'est probablement la première fois qu'un *think tank* arrivait au pouvoir et mettait aussitôt en pratique leurs suggestions (Engelhardt 2011). Près de quinze ans plus tard, nous sommes toujours embourbés dans les guerres qu'ils ont enclenchées. Dans les pages suivantes, nous allons tenter de démontrer que les pratiques discursives du PNAC reprises par l'Administration Obama, s'inscrivent dans la continuité de ce récit forgé par la Guerre froide, et qui a été exacerbé par cette «victoire» obtenue aux dépens du rival soviétique qu'on avait vaincu par cinquante ans d'endiguement, tel que professé autrefois par l'administration Truman.

La guerre en Afghanistan ne fait pas exception à ce récit. Comme nous allons voir, les décideurs, prisonniers de l'imaginaire sécuritaire du Crédo et de la prépondérance militaire, partagent tous la conviction que de mettre un terme à leur présence militaire en Asie centrale

serait faire preuve de faiblesse et permettrait aux islamistes radicaux de commettre des attentats terroristes en Amérique (Woodward 2010 : 127). Pour justifier cette présence, le spectre du 11 septembre est constamment invoqué, et leurs discours de peur rappellent le même régime de vérité que leurs prédécesseurs utilisaient depuis soixante ans. Comme eux, c'est dans le contexte du Crédo que nos guerriers-intellectuels du COIN semblent réussir à faire prolonger la guerre.

Simon Dalby explique comment les militaires opèrent leur analyse du monde avec une ontologie d'anarchie structurelle à l'intérieur de laquelle les acteurs sont arbitrés par la violence, ce qui les condamne à un éternel retour à la guerre. Les menaces (comme le terrorisme islamique) sont articulées par des *tropes* géopolitiques, qui produisent une identité reliée au danger. On retrouve dans le Crédo des militaires et leurs *think tanks* associés, une prémisse de compétition entre des entités potentiellement antagonistes combinées à une utilisation de la coercition comme ultime solution d'arbitrage. Par le Crédo, ils ont interprété l'effondrement de l'URSS comme une victoire de leur idéologie et une preuve que leur méthode est nécessaire au maintien de l'ordre mondial (Dalby 2008 : 283).

Lorsqu'on fait une généalogie de la géopolitique de l'Asie Centrale, on retrouve une continuité dans la pensée d'intellectuels proches du pouvoir comme Mackinder (1905), Kennan (1946), Brzezinski (1979) et Wolfowitz (1997). À leur époque respective, ils ont été très influents dans l'élaboration du récit du « Grand Jeu » auprès des dirigeants politiques. Ce terme de « Grand Jeu », inventé par le géographe Halford Mackinder, fait référence au récit de la rivalité entre les puissances coloniales au XIXe siècle pour le contrôle de l'Asie Centrale. Ce terme a été remis à la mode du jour à plusieurs reprises au siècle suivant par les auteurs énumérés plus haut, Brzezinski parlant même de « Nouveau Grand Jeu » (Eisenbaum 2005). Ce récit est un parfait exemple de géopolitique de tabloïd, qui a fait du contrôle de l'Asie centrale un impératif de sécurité nationale, d'abord pour l'Empire britannique, puis pour l'hégémonie militaire des États-Unis.

D'ailleurs, Robert D. Kaplan, qui travaille pour le *Center for a New American Security* (qui, nous allons voir, est un *think-tank* très proche de l'administration Obama et des guerriers-intellectuels), a ressuscité les théories de MacKinder en 2009 afin de légitimer la politique de

l'administration Obama dans la région (Kaplan, R 2009). Kaplan rappelle que le père de la géopolitique, Halford Mackinder, affirmait pendant l'âge d'or victorien que l'intérêt de l'Empire britannique était d'empêcher l'émergence d'une superpuissance continentale englobant l'entièreté de l'Eurasie. Ses théories avaient à l'époque servi de motivation à l'intervention accrue des Britanniques au Moyen-Orient et dans la périphérie de leur colonie de l'Inde, c'est-à-dire l'actuel Afghanistan (Kaplan 2009). Redevenue la théorie à la mode, le « Grand jeu » de Mackinder, qu'on retrouvait aussi dans les pratiques discursives de l'administration Truman, est à nouveau mis de l'avant par les intellectuels qui tentent de justifier la nécessité de la guerre en Afghanistan (Eisenbaum 2005).

1.3 Les doctrines militaires issues du Crédo

Pour Nick Turse (2010) et Bacevich (2010), quand vient le temps d'expliquer l'échec en Afghanistan, la plupart des intellectuels qui travaillent au sein du Pentagone et de ses multiples branches semblent vouloir assurer la continuation de cette guerre, car il en va de leur carrière et de leur budget. Deux arguments principaux sont utilisés par ces intellectuels afin d'expliquer ce qui n'a pas marché en Irak et en Afghanistan. Pour une certaine frange, c'est parce qu'on n'en a pas fait assez. Les invasions issues de la doctrine Bush, avec sa *Revolution in Military Affairs* (RMA) amenée par Rumsfeld, n'avaient pas assez de troupes au sol et comptaient sur la suprématie aérienne et technologique pour compenser. Le désavantage de cette stratégie était que les frappes aériennes (aux prétentions chirurgicales) tuaient beaucoup de civils, ce qui aliénait la population. L'alternative est donc d'accroître le nombre de troupes sur le terrain afin qu'elles pratiquent le *counter-insurgency*, (le COIN).

Par contre, les hauts-gradés qui s'opposent au COIN affirment que les causes de l'échec sont dues à l'instabilité dans la zone frontalière afghano-pakistanaise, qui sert de refuge aux talibans, d'où ces derniers organisent des opérations dans les deux pays (avec parfois la complicité d'un gouvernement corrompu) afin de reprendre le pouvoir. Pour ces intellectuels, il faut donc étendre le conflit au Pakistan en employant des drones et des assassinats ciblés par des Forces spéciales, méthode appelée « *counter-terrorism* » (CT) et ne garder qu'une faible

présence sur le terrain (Turse 2010 : 47). Voyons d'abord les racines de ce débat entre les partisans du COIN et du CT en faisant un court rappel historique à travers une généalogie du récit des doctrines militaires.

L'expérience du Viêt-Nam fut particulièrement pénible pour l'ensemble des militaires américains qui y participèrent et causa un profond traumatisme sur l'ensemble de la société américaine, qui avait l'impression d'avoir participé à une guerre injuste. La crédibilité de la prépondérance militaire des États-Unis se trouvait compromise, et le mythe de l'exceptionnalisme américain en sortait considérablement affaibli. De son expérience au Viêt-Nam, un officier ambitieux et influent nommé Colin Powell avait tiré cette leçon; les longues guerres sans objectif bien défini avaient un effet désastreux sur la crédibilité de l'institution militaire et devaient être évitées à tout prix. D'ailleurs, tous les manuels d'expertises en contre-insurrection basés sur l'expérience au Viêt-Nam furent supprimés des *corpus* des académies militaires comme *West Point*. Pour assurer leur prépondérance militaire, les forces armées américaines devaient éviter les guerres de position et de contre-insurrection et concentrer leurs efforts dans la guerre de manœuvre pour mettre de l'avant toute leur puissance de feu et leur mobilité et arriver à une conclusion rapide et décisive. Ultimement, il fallait éviter la guerre et miser sur la dissuasion par la prépondérance militaire (Bacevich 2010b : 155).

En se basant sur cette interprétation du Crédo, les militaires des années 1980 et 1990 élaborèrent ce qu'ils appelaient la *Revolution in Military Affairs* (RMA). Les conflits du passé étaient des escarmouches confuses à l'issue incertaine. Les guerres du futur seraient menées par les merveilles des technologies de communication, d'information et de précision, qui feraient de la manœuvre militaire et la puissance de feu américaine une chorégraphie orchestrée par un état-major libéré du brouillard de la guerre, et aucun adversaire ne serait capable de rivaliser avec la seule superpuissance mondiale. En cette nouvelle ère marquée par la fin de la Guerre froide et que certains appelaient avec enthousiasme le siècle américain, on croyait enfin avoir atteint la prépondérance de la puissance militaire (Bacevich 2010 : 161).

L'éclatante et rapide victoire en quarante-sept jours de l'hiver 1991 lors de la guerre du Golfe galvanisa les promoteurs de la RMA. Ils avaient vaincu aisément et sans trop de pertes les armées de Saddam Hussein, que le battage médiatique exploitant la généalogie tiré du Crédo,

présentait comme un nouvel Hitler. Absent du récit était le fait que Saddam Hussein avait été, en quelque sorte, un produit de la doctrine Carter et du CENTCOM pour contrer la Révolution iranienne et que ses armées étaient édentées par huit ans de conflit contre l'Iran qui fit plus d'un million de morts. Mais le RMA prit tout son essor au sein du Pentagone avec la nomination par George W. Bush de Donald Rumsfeld du PNAC comme Secrétaire à la Défense, et c'est dans cette arrogance causée par une trop grande confiance envers le RMA et le récit de la fin de la Guerre froide qu'il faut comprendre le contexte de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak (Bacevich 2010 : 161).

Après les succès des invasions initiales, la réalité les rattrapa très vite. Comme au Viêt-Nam, malgré toute la panoplie d'armes et de technologie de pointe en leur possession, les États-Unis furent incapables de transformer leur victoire tactique en quelque chose de tangible sur l'issue de la guerre. On voulut compenser le peu de troupes au sol par la suprématie aérienne, mais les bombardements aériens firent des milliers de victimes innocentes. Les Forces américaines menèrent des raids de nuit dans les quartiers soupçonnés d'abriter des insurgés, terrorisèrent des mères et leurs enfants et enfermèrent des hommes innocents dans des prisons surpeuplées qui se transformèrent en incubateurs de résistants anti-américains. Ces derniers utilisant de plus en plus des bombes cachées aux bords des routes et des embuscades camouflées au sein des populations civiles, rendirent toutes les théories de la RMA caduques, après que cette dernière eut pour effet d'aliéner les cœurs et les esprits qu'ils étaient pourtant venus « libérer ». Cette violence en spirale promettait d'éterniser deux guerres dont les objectifs devenaient de moins en moins clairs. Des doctrines qui apparaissaient autrefois comme liées aux guerres du futur devinrent bien vite des fictions du passé et comme après la guerre du Viêt-Nam, la crédibilité de la prépondérance militaire des États-Unis commença à être remise en doute (Bacevich 2010 : 165).

1.4 L'émergence du COIN comme paradigme dominant

Devant ces cuisants échecs apparut une contestation de la part de plusieurs officiers au sein des Forces armées américaines qui, de génération plus jeune, n'avaient pas connu le traumatisme du Viêt-Nam. Le plus célèbre était le Général David J. Petraeus que Bacevich décrit comme ayant le

talent particulier de courtier, c'est-à-dire de cultiver des relations avec des figures influentes et haut placées qui pourraient lui rendre la faveur en temps voulu. Petraeus avait obtenu un Ph. D. de Princeton dont le sujet portait le titre équivoque de *The American Military and the lessons of Viêt-Nam* et dans lequel il écrivait : « *Domestic support for Viêt-Nam had eroded because the public sensed that things were going badly* » (Petraeus 1987 : 241).

Coïncidant avec les théories poststructuralistes qui commençaient à émerger à la même époque, Petraeus concluait : « *Perceptions of reality {...} more so than objective reality, are crucial to the decisions of statesman. What policy maker believe to have taken place in any particular case is what matters more than what actually occurred* » (Petraeus 1987 : 241).

Cette dernière citation est, selon nous, la base théorique qui permet la réussite des manœuvres de palais. Le fait que Petraeus en faisait déjà un élément central de sa théorie, écrite dans les années 1980, montre que ce dernier est capable de façonner la perception des décideurs, et les événements qui ont suivi le prouvent hors de tout doute. Il a compris que la justification de la guerre en Afghanistan devait être faite par des discours insérés dans les mythes préexistants du régime de vérité en place dans les institutions du pouvoir à Washington.

Petraeus servit en Irak où il gravit les échelons jusqu'à être nommé Lieutenant-Général en 2004 et chargé du transfert de sécurité des Forces américaines vers les Forces irakiennes qu'il avait aussi la charge de former dans un contexte où la violence insurrectionnelle augmentait chaque mois. Son habileté à manœuvrer au sein de la bureaucratie lui permit à son retour aux États-Unis en septembre 2005, de procéder à la rédaction d'un nouveau manuel de contre-insurrection pour l'*U.S. Army* et l'*U.S. Marines Corp.* Il bénéficia des conseils d'influents intellectuels membres des Forces armées que les médias décrivaient comme des guerriers-intellectuels (Miller et Mills 2010 : 207). Bien que ces guerriers-intellectuels se perçoivent comme des critiques de l'*establishment* militaire, ils étaient surtout des théoriciens qui s'étaient plongés dans les vieux ouvrages de contre-insurrection datant des luttes coloniales du siècle précédent et dont la généalogie ne s'éloignait pas trop des récits liés au Crédo.

Trois des plus importants, le Britannique Montgomery McFate, l'Australien David Kilcullen et l'Américain John Nagl, étaient tous des anthropologues qui s'étaient démarqués par

leurs écrits, mais surtout par leur participation dans des opérations militaires où ils mettaient en pratique leurs théories de contre-insurrection (Miller et Mills 2010 : 207). Avec Petraeus et plusieurs autres, ils procédèrent pendant l'année 2006 à la rédaction du manuel de contre-insurrection au nom peu *glamour* de FM 3-24. Publié en décembre 2006 dans un tapage médiatique sans précédent pour une publication militaire, il fut téléchargé plus d'un million de fois après que Petraeus eut déclaré aux médias que le FM 3-24 était sur la table de chevet du Président, du Vice-Président, du Secrétaire à la Défense et de vingt et un des vingt-cinq membres du Comité sénatorial des Forces armées (Bacevich 2010 : 196). Cette simple affirmation est sûrement l'une de ses déclarations qui contribua le plus à sa popularité, et le contenu du livre fut abondamment discuté par une palette de militaires à la retraite, invités à la commenter sur toutes les tribunes médiatiques. Mais d'abord, attardons-nous au contenu du FM 3-24.

La théorie de contre-insurrection (COIN) telle qu'élaborée par Petraeus et ses collègues est basée sur trois principes : nettoyer (*clear*), tenir (*hold*) et bâtir (*build*). Premièrement, on nettoie en séparant la population des insurgés en installant parmi eux des soldats américains. Puis, il faut tenir, notamment en donnant de l'argent et des projets de construction à la population afin de gagner leur loyauté. Finalement on construit en remplaçant les soldats américains par des agents locaux honnêtes et loyaux envers le gouvernement central. Bien que les soldats américains puissent se défendre en cas d'attaques, tuer des insurgés ne permet pas de vaincre l'insurrection. La victoire est assurée seulement lorsque la population consent à la légitimité du gouvernement et arrête d'appuyer l'insurrection (Petraeus 2006 : 20-29).

Le FM 3-24 prétendait qu'il pouvait préparer les officiers de l'Armée et des *Marines* à mener une contre-insurrection (COIN) n'importe où dans le monde. Il reprenait de plus les clichés d'altérité du récit de l'exceptionnalisme américain en affirmant qu'une force malveillante qui cherche à changer le monde entier, comme *Al Qaeda*, offrait un exemple d'une insurrection qui pouvait mettre en danger la prépondérance militaire américaine. Pour contrer cette menace, il fallait une stratégie de riposte globale qui intervient pour désamorcer les réseaux et ressources qui soutiennent l'insurrection (Petraeus 2006 : 4-6).

Selon le Lieutenant Colonel John Nagl, qui a participé à la rédaction du manuel et servi de conseiller à Petraeus, les événements du 11 septembre démontrèrent hors de tout doute que

l'instabilité dans un pays éloigné (l'Afghanistan) avait des conséquences pour la sécurité des Américains peu importe où ils se trouvent. Il ajoute que;

... instability creates ungoverned spaces in which violent anti-American radicals thrive. Yet if instability anywhere poses a threat, then ensuring the existence of stability everywhere—denying terrorists sanctuary in rogue or failed states—becomes a national-security imperative. Define the problem in these terms, and winning battles becomes less urgent than pacifying populations and establishing effective governance (cité dans Bacevich 2008 : 1).

Nagl retombe ainsi dans tous les clichés du Crédo. Il s'agit là d'un exemple clair de l'évocation de l'altérité qui sous-entend l'identité américaine, confrontée à des sanctuaires de terroristes qui peuvent tuer si on n'intervient pas dans ces régions éloignées. C'est aussi un excellent exemple de géopolitique de tabloïd. La guerre au XXI^e siècle n'a plus comme objectif la domination militaire sur terre, sur mer et dans les airs, mais plutôt de changer complètement une société pour la rendre compatible aux intérêts américains (Bacevich 2008). Après avoir aidé à la rédaction du FM 3-24, Nagl devint le président du *Center for a New American Security*, dont nous allons parler plus loin dans les prochain chapitre car il fût un des militaires a la retraite les plus souvent invités par les médias afin de commenter la guerre en Afghanistan.

1.5 Contre-terrorisme versus contre-insurrection

En 2007, la popularité médiatique grandissante de Petraeus n'est surement pas étrangère à son obtention du commandement des Forces américaines en Irak où il alla appliquer son modèle de contre-insurrection développé dans le FM 3-24. Le culte de la personnalité qui enveloppait déjà Petraeus chez les commentateurs militaires dans les médias servit à obscurcir la réalité que la campagne de contre-insurrection qu'il commanda en Irak de 2007 à 2008 n'eut pas le succès qu'on lui prêtait. C'est ce qu'affirme le Lieutenant-Colonel Gian Gentile, le plus virulent opposant à la doctrine du COIN. Il considère que celle-ci s'éloigne trop des principes de Clausewitz et de l'art de la guerre. Gentile remet en doute le mythe que le COIN ait diminué la violence en Irak et affirme même qu'il a contribué à aliéner davantage la population civile (Gentile 2008). Il ajoute que le succès perçu dans l'application du COIN par Petraeus en Irak en

2007 est avant tout une manifestation de *group think* et que le récit de ce que les médias appellent le *surge* de Petraeus est entretenu par toute une succession de textes complaisants qui affirment faussement qu'en Irak, Petraeus a réussi à nettoyer, tenir, puis bâtir.

Par une double lecture, Gentile résume ce récit qui considère qu'avant 2007, l'Armée ne pratiquait pas de contre-insurrection, mais qu'elle a finalement vu la lumière en lisant le FM 3-24. Elle envoya donc cinq brigades en renfort à Bagdad pour appliquer les théories nouvellement découvertes, et réussit ainsi à diminuer la violence et pacifier la ville. Mais selon Gentile, cette lecture des événements est erronée. Le COIN et Petraeus n'expliquent en rien cette baisse de violence, puisque celle-ci est plutôt reliée aux milices chiïtes qui ont expulsé par la violence la presque totalité de leurs rivaux sunnites hors de Bagdad. Ils auraient ainsi cessé leur insurrection face à un gouvernement irakien composé de chiïtes dans les bonnes grâces des mollahs iraniens et par la décision de l'armée américaine d'acheter la paix aux 90 000 miliciens sunnites dans le reste du pays (Gentile 2008). Malgré une baisse marquée de la violence à Bagdad, le niveau qui y régnait ensuite aurait été perçu et décrit dans n'importe quel autre pays comme le signe d'un État défaillant, avec des attentats à la bombe chaque mois (Bacevich 2010 : 203). Mais dans le récit des guerriers-intellectuels, les causes de la victoire devaient correspondre au régime de vérité que soutient la doctrine du COIN, et Petraeus savait suffisamment bien exploiter sa célébrité médiatique pour s'approprier le succès obtenu en Irak, et s'en servir pour promouvoir sa doctrine en Afghanistan dans les manœuvres de palais subséquentes.

Bacevich et Gentile démontrent par une double lecture que la perception que Petraeus et ses guerriers-intellectuels se font des guerres en Irak et en Afghanistan est largement influencée par une lecture révisionniste de la guerre du Viêt-Nam. Le récit qui soutient le COIN se fonde ainsi sur une interprétation voulant que la guerre du Viêt-Nam aurait pu être gagnée si on avait laissé plus de temps aux militaires. Dans la thèse de doctorat de Petraeus, il conclut qu'après que les méthodes brutales de « recherche et destruction » mises en place par le Général Westmorland eurent aliéné la population vietnamienne, l'état-major le remplaça en 1968 par le Général Abrams, qui mit en place une stratégie de contre-insurrection qui aurait eu du succès si la population américaine paniquée par une fausse perception des événements n'avait pas contraint les politiciens à retirer les troupes du Viêt-Nam (Petraeus 1987 : 300).

On retrouve la même lecture révisionniste dans les écrits de John Nagl qui déclare qu'en renonçant aux doctrines de contre-insurrection après la défaite au Viêt-Nam en 1972, le corps des officiers s'était placé dans une situation qui serait fatale trente ans plus tard lors de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Dans l'imaginaire collectif des adeptes du COIN, la campagne avortée du Général Abrams sert donc de précurseur à la campagne brillamment orchestrée par le Général Petraeus et renforce le mythe en le plaçant dans une continuité du récit (Bacevich 2008).

Le Lieutenant-Colonel Gentile, quant à lui, est catégorique sur ce qu'il traite de fiction et il contre-attaque en affirmant que la guerre au Viêt-Nam n'était pas gagnable vu la cohésion et la persévérance d'une insurrection bénéficiant du support de la population contre une puissance américaine ne disposant d'aucun de ces attributs. Pour lui, si le corps d'officiers avait tourné le dos à la doctrine de contre-insurrection dans les années 1970, c'était parce qu'ils étaient davantage concernés par les divisions mécanisées soviétiques aux frontières de l'Europe de l'Ouest que par une guérilla dans un pays du Sud-Est asiatique (Bacevich 2008 : 2). L'interprétation de la guerre du Viêt-Nam fait par Petraeus et Nagl n'est qu'une géopolitique de tabloïd visant à servir l'imaginaire sécuritaire qu'ils défendent.

Faisant écho à la thèse de Petraeus que ce sont les perceptions qui comptent plutôt que la réalité, Bacevich démontre que, dans le cas de l'Irak, la contre-insurrection n'a en rien conduit à une réduction de la violence, mais cette réalité n'est pas prise en compte par le régime de vérité du Pentagone qui préfère la version de Petraeus et des *think tanks* qui lui sont reliés, dont le *Center for a New American Security* et qui est perpétué dans les médias de masse (Bacevich 2010 : 186).

Un auteur français du nom de Pierre Chayeron a habilement démontré comment cette rhétorique de guerre centrée sur la protection des populations dissimulait en réalité une coercition violente sur des populations civiles. De plus, le problème de cette doctrine est qu'elle conduit à investir dans les régions où la rébellion est établie alors que celles qui sont déjà acquises sont délaissées et peuvent rebasculer dans l'insurrection. C'est la raison pour laquelle, selon cet auteur, les pratiquants du COIN n'ont jamais assez de troupes et en réclament toujours plus de la part de Washington (Chayeron 2010).

En redonnant une apparence de légitimité aux activités guerrières, le COIN, qui est présenté comme une solution humaniste, peut ainsi prétendre inscrire les actions dans la continuité de l'exceptionnalisme américain et assurer la sécurité nationale. La doctrine de COIN a permis de restaurer une confiance chez l'élite envers l'appareil militaire sans que rien ne change vraiment dans les méthodes, entre la période de Bush et d'Obama (Bacevich 2010 : 186). On en vient presque à penser que le COIN vise davantage à gagner le cœur et les esprits des politiciens de Washington que ceux des tribus d'Irak et d'Afghanistan.

Ainsi, au printemps 2008, le Général Petraeus revenant d'Irak, auréolé d'une victoire construite par les services de relations publiques du Pentagone, présida un comité chargé de sélectionner parmi 1 000 Colonels, ceux qui seraient promus au rang de Brigadier-Général. Scott Tyson du *Washington Post* rapporte à l'époque des témoignages de hauts gradés énonçant que la plupart des Colonels choisis s'étaient démarqués en Irak pour leur méthode non conventionnelle et inspirée de la stratégie contre-insurrectionnelle. Tyson cite les propos du général à la tête du *Army War College* qui déclare que cela imprégna profondément l'influence de Petraeus sur le reste de l'institution. Selon cet instructeur, le meilleur moyen de changer les habitudes de la U.S. Army est au niveau du Brigadier-Général et cela envoie le message de quelle méthode (ou pratique discursive) un aspirant doit adopter pour promouvoir sa carrière (Tyson 2008). Ces officiers, imprégnés de la doctrine du COIN, seront à la tête des contingents envoyés en Afghanistan en 2009 et 2010 après le succès des manœuvres de palais de McChrystal et Petraeus, que nous décrirons dans les deux prochains chapitres.

Toute cette histoire autour de la popularité du COIN avait engendré un débat interne au sein de Forces armées, et qui avait des répercussions jusqu'aux décideurs de l'administration civile. Les principaux protagonistes de ce débat étaient tous des vétérans de l'Irak et de l'Afghanistan qui se demandaient pourquoi l'expérience dans ces pays avait si mal tourné et quelle leçon en tirer pour l'avenir (Bacevich 2008).

Fred Kaplan, dans un article paru en mars 2009, résuma assez bien les arguments et les protagonistes de ce débat. Les promoteurs de l'approche de contre-terrorisme (CT), dont le Vice-Président Joe Biden est l'un des plus farouches partisans, considèrent que les États-Unis

sont en Afghanistan seulement pour empêcher *Al Qaeda* de se reformer et planifier de nouveaux attentats. Selon Biden, il faut laisser aux Afghans la responsabilité de pacifier leur pays, et bien qu'il soit d'accord à ce qu'on leur fournisse de l'assistance économique, les troupes américaines devraient se concentrer seulement sur la chasse aux terroristes. Une telle approche, qui remonte aux doctrines appliquées au début de l'époque de George W. Bush lors de l'invasion de l'Afghanistan (Joe Biden, alors Sénateur, en était un ardent promoteur), trouve aujourd'hui moins de partisans parmi la majorité des officiers de l'armée influencée par Petraeus. Mais il reste néanmoins plusieurs supporteurs comme le Lieutenant-Colonel Gentile ou des officiers de l'armée de l'air, de la marine et des différents corps de Forces spéciales (Kaplan, F. 2009).

Les guerriers-intellectuels de la doctrine COIN, quant à eux, considèrent que leur doctrine est la seule pouvant venir à bout des menaces comme *Al Qaeda*. Chasser et tuer les terroristes est possible mais, à long terme, cela multiplie les ennemis parmi les familles des terroristes assassinés qui voudront se venger et n'empêche pas le recrutement de nouveaux terroristes. Les nombreux officiers à la retraite qui commentent dans les médias reprennent la thèse de la « guérilla accidentelle », développée par David Kilcullen, un des théoriciens du COIN et contributeur au FM 3-24. Cette thèse présente les insurgés comme une maladie infectieuse : des islamistes s'établissent dans une région isolée, puis leurs idéologies infectent la population locale, et, lorsque des forces étrangères interviennent, cette dernière se range du côté des islamistes. Quand l'on utilise la violence pour neutraliser les islamistes, on tue des personnes, dont les proches veulent se venger en rejoignant la guérilla. Ce sont donc des « accidents » qui grossissent les rangs de la résistance. Pour vaincre cette « maladie », les forces étrangères doivent tout faire pour protéger la population et l'inciter à appuyer le gouvernement (Collins 2011).

Kilcullen écrit : « *effective counterinsurgency provides human security to the population, where they live, 24 hours a day* » (Kilcullen 2009 : 266). Détruire l'ennemi devient donc secondaire. Le COIN nécessite une présence continue sur le territoire, la création d'alliances et de partenariats avec des leaders locaux et l'opération de petites unités mobiles en coopération avec des forces de sécurité locales. Elle doit chercher à couper les contacts des insurgés et compétitionner contre eux pour gagner en influence sur les populations locales. L'insurrection est

vue comme un phénomène social qui tire un capital de sympathie en exploitant les plaintes de la population contre le gouvernement. Les forces de contre-insurrection doivent être en mesure de gagner du temps afin de mettre en place la sécurité et des réformes qui viendront satisfaire la population (*Ibid.* : 15). La meilleure façon de contrer l'islamisme radical est donc de neutraliser ses partisans en gagnant la confiance de la population civile de ces régions, que ce soit par la construction de routes, la création d'emplois et les ententes de paix signées avec les chefs de tribus. Bref, pour vaincre *Al Qaeda*, il faut nettoyer, tenir et bâtir (Kaplan, F. 2009).

En invoquant la nécessité de configurer les Forces armées pour des opérations de stabilisation, Petraeus et ses guerriers-intellectuels font de l'intervention contre-insurrectionnelle le principe organisateur de la stratégie de sécurité nationale pour le XXI^e siècle. À savoir s'il s'agit là d'une stratégie de domination impériale ou d'une stratégie de transformation démocratique n'a d'impact que dans la forme et le ton que prennent les pratiques discursives. Bacevich considère cependant que l'agenda de Petraeus ne sert qu'à valider et perpétuer le Crédo mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale et profondément enraciné dans l'identité américaine. Il prend comme preuve le fait que, pendant la campagne présidentielle de 2008, ni le Sénateur Barack Obama ni le Sénateur John McCain ne remettaient en cause la nécessité de la guerre en Afghanistan. Au contraire, leur discours était une surenchère belliqueuse, l'un cherchant à dépeindre l'autre comme un *National Security Wimp* (Bacevich 2008).

1.6 La présidence du *statu quo*

Lors de la campagne présidentielle de 2008, les républicains, avec John McCain et Sarah Palin, répétaient constamment que la guerre en Irak était toujours une nécessité et qu'elle était justifiée par les succès de la campagne de contre-insurrection de Petraeus. Leur adversaire Barack Obama (qui avait toujours été contre la guerre en Irak) répliquait que tous les efforts devraient plutôt être portés vers la guerre en Afghanistan, qui avait toujours été juste et nécessaire. Chez les deux candidats, on retrouvait une généalogie issue du Crédo dans des discours commandant de garder une forte présence militaire dans cette partie du monde. Jamais l'idée de se retirer d'Afghanistan

n'apparut dans cette campagne électorale. L'alternative au régime de vérité était marginalisée (Bacevich 2010 : 31).

En analysant les discours de Barack Obama, on ne peut que constater qu'ils sont imprégnés du récit de l'exceptionnalisme américain et s'inscrivent donc en continuité avec les discours de tous ses prédécesseurs. Pendant toute la campagne électorale présidentielle, il n'a cessé de mettre l'accent sur le besoin de revitaliser le leadership américain par la promotion des valeurs «universelles». Avec une Amérique qu'on présente comme combattant les méchants, Obama promettait aux Américains de redevenir les *good guys* (Homolar-Reichmann, 2009 :191). Lors d'un discours donné en 2007 alors qu'il était Sénateur d'Illinois, Obama faisait rappeler les victoires mythiques de l'histoire des États-Unis et qui sont profondément inscrites dans le récit de l'exceptionnalisme américain :

This was true for those who went to Lexington and Concord. It was true for those who lie buried at Gettysburg. It was true for those who built democracy's arsenal to vanquish fascism, and who then built a series of alliances and a world order that would ultimately defeat communism. And this has been true for those of us who looked on the rubble and ashes of 9/11, and made a solemn pledge that such an atrocity would never again happen on United States soil; that we would do whatever it took to hunt down those responsible, and use every tool at our disposal, diplomatic, economic, and military, to root out both the agents of terrorism and the conditions that helped breed it (Obama 2007).

C'est dans cette continuité généalogique que s'inscrit Obama, comme un agent du Crédo, gardien du culte de la sécurité nationale. En juillet 2008, Obama donna un discours pour élaborer sa politique étrangère. Il se comparait alors aux décideurs américains d'il y a soixante ans, et réutilisait la mythologie qui avait justifié la Guerre froide et l'établissement d'un imposant appareil de sécurité nationale. Selon Obama, en 1945, les États-Unis, victorieux de la lutte contre le nazisme et l'impérialisme japonais, faisaient face à un ennemi idéologique motivé par des désirs de domination mondiale. Cette menace était amplifiée par la découverte récente de la bombe atomique; «*The challenge facing the greatest generation of Americans - the generation that had vanquished fascism on the battlefield - was how to contain this threat while extending freedom's frontiers.* » (Obama : 2008).

Puis dans ce même discours, Obama cite les leaders d'époque; le Président Truman, l'ambassadeur George F. Kennan, le Secrétaire d'État Dean Acheson, des personnages influents dont l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale et l'interprétation du réalignment géopolitique de 1945 ont façonné l'imaginaire sécuritaire de la Guerre froide. Comme en 1945, les leaders d'aujourd'hui avaient besoin d'une nouvelle stratégie, car la menace avait changé. Rappelant la doctrine Truman et Carter, il affirme ensuite que le futur de la sécurité est tenu en otage par la dépendance des États-Unis aux hydrocarbures du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, et cela fait en sorte que la sécurité des États-Unis n'est plus assurée. Il faut agir davantage dans cette région du monde afin d'assurer la sécurité américaine en approvisionnement d'hydrocarbures. Puis, utilisant abondamment le récit des attaques du 11 septembre et leurs conséquences, il affirme sur le ton lyrique qui a fait son succès :

On that bright and beautiful day, the world of peace and prosperity that was the legacy of our Cold War victory seemed to suddenly vanish under rubble, and twisted steel, and clouds of smoke. But the depth of this tragedy also drew out the decency and determination of our nation. Americans were united - more united, even, than we were at the dawn of the Cold War. The world, too, was united against the perpetrators of this evil act, as old allies, new friends, and even long-time adversaries stood by our side. [...] It was time - once again - for America's might and moral persuasion to be harnessed; it was time to once again shape a new security strategy for an ever-changing world (Obama 2008).

Il s'engagea alors à pourchasser *Al Qaeda*, à se retirer d'Irak pour s'investir davantage en Afghanistan et au Pakistan et s'assurer que les terroristes ne peuvent pas y établir de sanctuaires. Nous avons besoin de plus de troupes, dit-il, de plus d'hélicoptères, de satellites, de drones qui patrouillent les régions frontalières entre le Pakistan et l'Afghanistan. Puis dans une conclusion qui s'avère prophétique, il termine en affirmant: « *And we must make it clear that if Pakistan cannot or will not act, we will take out high-level terrorist targets like Bin Laden if we have them in our sights* » (Obama 2008).

Toute cette rhétorique de danger reliée à cette région du monde n'est pas nouvelle. Il y a très longtemps, lors de leur campagne militaire au XIXe et début du XXe siècle, les officiers militaires, politiciens et journalistes britanniques tenaient des discours qui ressemblaient beaucoup à ce que l'on entend aujourd'hui. On y retrouve la même structure discursive binaire d'altérité à propos des tribus pachtoune, qui résistaient alors aux Britanniques. Ces derniers

cherchaient à étendre leur colonie des Indes, perçue comme le joyau de leur Empire, et à empêcher ce qu'ils croyaient être l'expansionnisme de l'Empire russe. C'était l'âge d'or victorien, et des théoriciens comme MacKinder se faisaient les précurseurs de la géopolitique et de la théorie réalistes avec leur concept du « Grand jeu ». Mountstuart Elphinstone, un employé de la Compagnie des Indes orientales, déclarait en 1809 qu'un visiteur britannique en Afghanistan aurait de la difficulté à comprendre comment une nation pouvait survivre dans un tel désordre, et que la mentalité de la population locale en était une de fraude, de rapine, de revanche et de violence (cité dans Taylor 2011). En 1898, un jeune journaliste, que l'histoire retiendra sous le nom de Sir Winston Churchill, tentait de comprendre pourquoi ces tribus (qui peuvent être vues comme les ancêtres des talibans) posaient un si grand danger à l'Empire britannique;

That religion which above all others was founded and propagated by the sword – the tenets and principles of which are instinct with incentives to slaughter and which in three continents has produced fighting breeds of men – stimulates a wild and merciless fanaticism. [...] The inhabitants of these wild but wealthy valleys are in a continual state of feud and strife (Churchill 1989).

Le 21 juillet 1921, un autre journaliste anonyme du *Manchester Guardian* expliquait pourquoi l'intervention militaire au Waziristan (aujourd'hui l'ouest du Pakistan) était nécessaire pour la survie de la civilisation occidentale. Le journaliste s'en prenait aux irresponsables qui critiquent l'attribution des budgets nécessaires à la guerre contre ces tribus rebelles et rappelait que le royaume d'Afghanistan nouvellement indépendant (après deux longues guerres contre l'Empire britannique) avait été un des premiers pays à reconnaître l'existence de l'Union Soviétique fondée trois ans plus tôt.

Beyond these rebel tribes is a huge mad dog nation that acknowledges no right save the sword, no creed save aggression, murder and loot, that will stay at nothing to gain its end, that covets avowedly a descent upon India above all other aims, since it's trying to free Central Asia from colonialist (cité dans Turse & Cole 2010 : 9).

Cette mythologie de la frontière sauvage, parcourue par des primitifs fanatiques causant un péril à l'Occident, se retrouve encore cent ans plus tard à la une de nos médias. La lutte pour le contrôle de villages sur les flancs des contreforts de l'Himalaya et de l'Hindou-Kouch est

présentée dans les discours comme un enjeu de vie et de mort pour l'Occident et justifie les « himalayesques » budgets militaires qu'on y investit. Près de cent ans plus tard, les décideurs de l'administration Obama ont sensiblement le même imaginaire sécuritaire et s'en servent dans leurs manœuvres de palais. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, voyons voir qui sont ces décideurs et quelle position ils occupent.

1.7 Le Président s'entoure de guerriers

Lorsque Barack Obama présenta ses nominations pour les postes reliés à la sécurité nationale, son discours faisait écho au Crédo et la nécessité de préserver la prépondérance de la puissance militaire; « *To ensure prosperity here at home and peace abroad, we all share the belief we have to maintain the strongest military on the planet* » (cité dans Spillius 2008).

Pour le poste de Conseiller à la Sécurité nationale, l'un des plus importants à la Maison Blanche, le Président Obama choisit le Général à la retraite James L. Jones, qui avait commandé le corps des *Marines* pendant quatre ans, puis le *United States European Command* (COMUSEUCOM) pendant l'ère Bush. Il était l'un des cinq militaires à la retraite qu'Obama avait nommés à des hauts postes de décideurs civils. Dans le discours qui justifie son choix de prendre Jones comme Conseiller à la Sécurité nationale, le Président Obama déclare que le Général James L. Jones était le président exécutif du *U.S. Chamber Institute for 21st Century Energy*, une branche de la *U.S. Chamber of Commerce*, un lobby avec la mission déclarée d'unifier les décideurs, les hommes d'affaires et le public américain vers une politique énergétique commune (Obama 2008b).

Il rappelle aussi que, pendant son passage à la tête du COMUSEUCOM, le Général Jones s'était démarqué par ses discours au sein de l'OTAN, incitant à considérer les enjeux énergétiques dans une perspective de sécurité et de créer une politique commune de défense des infrastructures pétrolières. Finalement, Obama ajoute que le Général Jones a servi héroïquement au Viêt-Nam et au Kosovo, qu'il possède le double talent de militaire et de diplomate et que finalement, ses conseils permettront de coordonner tous les éléments de la puissance américaine

pour vaincre les menaces aux valeurs américaines (Obama 2008b). Cette présentation le positionnait comme un agent autorisé à colporter l'imaginaire sécuritaire lié au Crédo.

Bien que Jones se considère non-partisan, ses discours par le passé ont toujours été en faveur d'une augmentation des dépenses militaires (Berrigan 2008). Bob Woodward écrit ce que Jones a répondu lorsque le Président lui a demandé ce qu'il pensait de la guerre en Afghanistan.

If we're not successful (in Afghanistan) [...] people will say the terrorists won. Any developing country is going to say, this is the way we beat the United States, and we're going to have a bigger problem [...] It's certainly a clash of civilizations [...] if we don't succeed in Afghanistan, we will be fighting in more places [...] organisations like NATO and European Union, and the United Nations might be relegated to the dustbin of history [...] The key to leaving a stable Afghanistan in a reasonable time frame was improving governance and the rule of law, in order to reduce corruption [...] and more participation by the Afghan security forces (cité dans Woodward 2010, 127).

De telles pratiques discursives de la part d'un des principaux conseillers en matière de relations internationales donnent une idée du régime de vérité qui allait se mettre en place pour les quatre prochaines années au sein de la Maison Blanche. De qui d'autre Obama s'était-il entouré?

Comme Secrétaire à la Défense, Barack Obama garda Robert Gates, qui avait été nommé en 2006 par le précédent Président, dans ce que les médias présentaient à l'époque comme l'homme compétent venu faire le ménage dans le gâchis créé par son prédécesseur Rumsfeld. Gates était un ancien carriériste de la CIA et un expert de l'Union Soviétique. Pendant l'ère Reagan, il avait été l'assistant exécutif du Directeur de la CIA, William J. Casey, que l'histoire a surtout rendu célèbre pour avoir orchestré l'insurrection afghane contre l'Union soviétique dans les années 1980.

L'ancien agent de la CIA Chalmers Johnson a très bien démontré dans ses ouvrages comment cette politique de William J. Casey est directement responsable de l'émergence éventuelle des talibans et d'*Al Qaeda* (Johnson dans Turse 2010 : 35-42). Il est donc ironique de voir Obama justifier son choix de Robert Gates en invoquant la nécessité d'assurer la continuité en temps de guerre (Woodward 2010 :19). Gates était un pur produit de l'imaginaire sécuritaire

construit par la Guerre froide. Pour démontrer l'habileté politique du Secrétaire à la Défense à faire des manœuvres de palais, Woodward rappelle qu'en 2007, Gates avait obtenu d'urgence 20 milliards de dollars supplémentaires du Congrès pour l'achat de 16 000 blindés lourds MRAP afin de remplacer les vulnérables *Hummer*, que les insurgés détruisaient facilement avec des engins explosifs en bordure des routes (Woodward 2010 : 22).

Lorsque Robert Gates avait été nommé Secrétaire de la Défense en novembre 2006, il avait placé le Général Dan McNeill à la tête de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF) qui englobe toutes les Forces de l'OTAN en Afghanistan. McNeill croyait fermement aux doctrines du RMA et du contre-terrorisme. Plutôt que de se concentrer sur la protection des populations, celui qu'on allait bientôt appeler *Bomber McNeill* utilisa une stratégie axée sur la force aérienne pour chercher et éliminer l'ennemi. Après une campagne de dix-sept mois, il déclara au *New York Times* que les Forces afghanes seraient en mesure d'assurer la sécurité de l'ensemble du territoire dès 2011, ce qui permettrait aux membres de l'ISAF de réduire le nombre de leurs troupes. Mais sa campagne eut l'effet contraire et l'insurrection augmenta d'intensité, en partie à cause des populations civiles aliénées par les centaines de morts que causèrent les bombardements aériens ordonnés par McNeill. En juin 2008, McNeill fut remplacé par le Général David McKiernan (West 2011 : 175).

Pour ce qui est du chef des états-majors interarmées (*Chief of the Joint Chiefs of Staff*), poste qui gouverne l'ensemble des Forces armées, Obama garda l'Amiral Michael Mullen, qui avait été nommé à ce poste en octobre 2007 par Bush sous les recommandations et insistances de Robert Gates. Sous l'autorité directe de Mullen, le commandant du CENTCOM fut laissé au Général David Petraeus, alors au zénith de sa popularité, et qui se servait de son poste et de son influence pour promouvoir dans la hiérarchie du CENTCOM des officiers pro-COIN (Berrigan 2008). Il avait été promu à ce poste par l'administration Bush et il gardait ce poste sous la nouvelle présidence afin d'assurer une continuité. Après qu'il eut visité l'Afghanistan et le Pakistan en novembre 2008 afin de se faire une idée de la situation, il déclara que les États-Unis échoueraient en Afghanistan sans renfort de troupes ni hausse de budget. Il confia à un journaliste qu'il essayait d'envoyer un message, car selon lui, l'usage que l'on fait de son temps

et les endroits où on se rend, démontre à la population ce que sont les enjeux importants pour assurer la sécurité des États-Unis (cité dans Woodward 2010 : 17).

Bien qu'il fût le plus célèbre, Petraeus n'était pas le seul à exiger un renfort de troupes en Afghanistan. Les institutions reliées au complexe militaro-industriel en profitaient pour battre le tambour de guerre sur toutes les tribunes. Dès octobre 2008, en pleine campagne électorale présidentielle, les médias publiaient certaines des conclusions du *National Intelligence Estimate*, qui reflétait le consensus des 16 agences de renseignements. Le rapport décrivait un Afghanistan plongé dans une spirale de violence et mettait en doute la capacité du gouvernement d'Hamid Karzaï à contenir l'insurrection des talibans, qui avaient regagné en force depuis 2006.

Le *National Intelligence Estimate* faisait état d'un gouvernement aux prises avec une corruption endémique et des attaques de plus en plus sophistiquées de la part d'insurgés basés dans les zones tribales du Pakistan voisin. Dans une autre publication, un ancien de la CIA, Henry A. Crumpton, qui était responsable de l'agence en Afghanistan à partir de 2001, accusait la Maison Blanche de faire preuve d'un manque de leadership et que la situation en Afghanistan ne ferait qu'empirer si rien n'était fait pour redresser la situation (Mazzetti et Schmitt 2008)

Le général responsable de l'ISAF, David D. McKiernan, affirmait quant à lui qu'il ne voyait pas de progrès et demandait 15 000 hommes en renfort (*Ibid* 2008). Dans une conférence donnée au *think tank Atlantic Council*, McKiernan répéta la nécessité d'un renfort, mais aussi son désir de négocier avec les chefs de tribus et les mollahs influents. Il voulait les réunir dans des conseils locaux favorables aux intérêts américains, mais Hamid Karzaï s'y opposait par peur de perdre davantage d'influence. Cela engendra un débat sur l'utilité d'engager des pourparlers avec les insurgés pour les encourager à déposer les armes. Mais l'opinion générale chez les officiers seniors était qu'un tel effort serait futile puisque les insurgés se considéraient comme le côté gagnant et qu'ils avaient peu de motivation à se réconcilier avec un gouvernement qu'ils considéraient faible. Il fallait donc davantage de troupes et de moyens aux Forces américaines pour qu'elles ramènent l'initiative de leur côté (McKiernan 2008). Quant au Vice-Président Joe Biden, il visita aussi l'Afghanistan avec McKiernan qui en profita pour lui demander plus de troupes. Mais le Vice-Président ne fut pas convaincu. Après avoir rencontré plusieurs soldats sur le terrain, Biden, de retour à Washington, répondit à Obama: « *If you ask ten of our people what*

we're trying to accomplish here, you get ten different answers » (cité dans Woodward 2010 : 72). Bien sûr, même si ce rapport du *National Intelligence Estimate* et les propos de McKiernan furent commentés sur toutes les tribunes, on se garda de suggérer un retrait d'Afghanistan.

Néanmoins, le Vice-président commença à être de plus en plus sceptique sur la façon dont cette guerre était menée et tenta de rallier Obama à ses doutes. Dans le même ordre d'idées, le Lieutenant-Général Douglas E. Lute, nommé par Bush en 2007 et gardé par Obama comme spécialiste sur les guerres en cours, estima dans un rapport de vingt-cinq pages que la situation au Pakistan était un bien plus grave problème, puisque c'était là où se trouvaient les sanctuaires qui abritaient les insurgés et les groupes terroristes. Le rapport concluait que les États-Unis ne pouvaient l'emporter s'ils ne réglaient pas la question des sanctuaires au Pakistan. Lute s'affirmait clairement en faveur d'une stratégie de contre-terrorisme menée dans les deux pays, et les propos de son rapport influencèrent grandement Joe Biden sur la solution nécessaire aux nombreux dilemmes causés par la guerre en Afghanistan (Woodward 2010 : 44).

1.8 Les dilemmes de l' « *Af-Pak* »

Af-Pak est un terme de géopolitique de tabloïd inventé par l'ambassadeur à Kaboul Richard Holbrooke en décembre 2008 et repris ensuite par l'administration Obama et les militaires afin de parler de la guerre en Afghanistan, dont les causes prenaient racines au Pakistan. En effet, les tribus pashtounes habitant de part et d'autre de la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan sont reliées entre elles dans un complexe réseau d'alliances et de patronage entre clans, déterminé par des liens de sang et de voisinage. Il existe entre eux, un imaginaire sécuritaire formé par une solidarité islamique et une non-reconnaissance de la légitimité du gouvernement pakistanais, afghan et surtout américain. Dans leur récit identitaire, ils ne sont ni des Afghans, ni des Pakistanais, ces deux termes étant une construction linguistique des envahisseurs blancs depuis deux siècles. Ils sont soit des Orakzais, des Swatis, des Tarkanis, des Wazirs ou l'une des deux cents tribus qui sont réparties dans quatre confédérations tribales portant les noms d'Arbanee, de Betanee, de Gharghasht ou des Karlanee, pour ne nommer que ceux là (PCCS 2008).

Historiquement, ces tribus ont généralement été hostiles à toute autorité émanant de l'extérieur. Entre 1849 et 1947, les Britanniques ont envoyé plusieurs expéditions annuelles contre les tribus pashtouns aux frontières de leur colonie de l'Inde afin de protéger leur empire contre ces « barbares ». Tout comme le gouvernement pakistanais qui allait leur succéder, ils ne réussirent jamais à établir un contrôle sur la région. Ces tribus expertes depuis des siècles dans la guerre de guérilla, ont empêché la *Pax Britannica* de s'étendre sur leur région montagneuse. La *Royal Air Force* y expérimenta dans les années 1920 les premiers bombardements aériens de masse de l'histoire en espérant soumettre les insurgés, mais cela réussit seulement à aliéner les populations locales. Il en fut de même pour les envahisseurs soviétiques de 1979 à 1989 et pour les Américains de 2001 à maintenant. Dans une ironique répétition de l'histoire, ces derniers y expérimentent depuis quelques années les premiers bombardements aériens par des drones sans pilotes (Johnson 2009 : 2).

Les écoles religieuses (*madrassa*) au Pakistan, la plupart financées depuis trente ans par de riches Saoudiens ou arabes des États du Golfe Persique, fournissent un renfort constant de fervents islamistes qui traversent la frontière pour y mener le *djihad*. Les sanctuaires au Pakistan et les allégeances parfois conflictuelles des tribus assurent un état de guerre continu lorsque l'Afghanistan est occupé par une puissance étrangère (West 2011 : 117). Il n'y a jamais eu de réel effort pour régler le problème de la frontière poreuse. Les Forces de l'OTAN ne peuvent pas traverser la frontière sans le consentement du Pakistan en vertu de sa souveraineté garantie par le droit international, mais les insurgés de la région se moquent de cette frontière et la traversent quand bon leur semble pour attaquer l'ISAF en Afghanistan, puis se réfugient au Pakistan. La région est couverte de hautes montagnes et de profondes vallées à travers lesquelles il est facile de se faufiler et qu'il est pratiquement impossible de contrôler.

Depuis le déclenchement de la guerre, le Pakistan a joué des deux côtés, abritant les insurgés tout en permettant aux États-Unis de mener des raids de drones ou de forces spéciales en échange d'aide monétaire ou militaire. C'est plus de 15 milliards de dollars que les États-Unis ont fourni à Islamabad depuis 2001 (West 2011 : 128). Les Américains n'ont pas le choix de tolérer le double jeu du Pakistan entre eux et les insurgés islamiques. Pour ravitailler les 200 000 civils et militaires Occidentaux présents en Afghanistan (qui est un pays sans accès à la mer), le

CENTCOM doit avoir accès à un port. Les seuls pays frontaliers de l'Afghanistan qui ont un accès à la mer sont la Chine, l'Iran et le Pakistan. On comprend donc pourquoi les États-Unis doivent se rabattre sur ce dernier choix. Les trois quarts du ravitaillement, incluant l'essence et les munitions, passent donc par des routes qui partent du port de Karachi et serpentent entre les montagnes jusqu'en Afghanistan. Cet impératif de garder ouvertes les routes du Pakistan donne à ce pays un levier suffisamment puissant pour obliger les États-Unis à garder de bonnes relations avec lui, et il s'en sert souvent, fermant les routes d'approvisionnement pendant des semaines lorsque les Américains se montrent peu coopératif (Lawrence 2011).

Pour comprendre la dynamique entre les États-Unis et le Pakistan dans le contexte de la guerre en Afghanistan, il faut comprendre la généalogie dans laquelle baigne l'interprétation des décideurs occidentaux et pakistanais, et qui est un autre exemple de géopolitique de tabloïd. Selon Bob Woodward, le Pakistan est obsédé par son plus grand rival, l'Inde, et ce, depuis que l'Empire britannique leur donna l'indépendance. Depuis 1947, les deux puissances nucléaires sont dans un état perpétuel de guerre froide, avec quatre conflits importants, notamment pour le contrôle du Kashmir, une province contestée riche en ressources naturelles. L'Inde fournit chaque année 1 milliard de dollars à l'Afghanistan et les services secrets pakistanais (l'ISI) pensent que cette aide sert à financer des mouvements séparatistes dans les provinces de l'ouest du Pakistan.

L'imaginaire sécuritaire des militaires pakistanais voit un État afghan fort allié de l'Inde comme une potentielle menace à sa stabilité. Ce n'est donc pas pour rien que l'ISI a largement financé et armé les moudjahidines contre les Soviétiques dans les années 1980, et les talibans dans les années 1990 et 2000, le but étant selon eux d'avoir un voisin à l'ouest favorable à leurs intérêts. Islamabad perçoit *Al Qaeda* comme une menace, mais l'expérience a démontré aux dirigeants pakistanais que d'utiliser une coercition trop brutale contre les mouvements islamiques servait de catalyseur à des révoltes populaires contre le gouvernement. La présence de plus en plus forte des troupes américaines en Afghanistan ainsi que ses raids menés au travers des frontières du Pakistan ont servi à alimenter la haine anti-américaine et le fondamentalisme islamique qui se proclame comme étant le seul à être capable de rejeter l'envahisseur étranger (Steven et Stevenson 2009). Lorsque des inondations ravagèrent le Pakistan au mois d'Août

2010, les militants islamiques gagnèrent la sympathie des populations éprouvées en leur apportant une aide plus efficace que le gouvernement Pakistanais, qui achetait au même moment des avions F-16 aux Américains plutôt que de dépenser cet argent en aide aux victimes (Kazim 2010).

Figure 1: Carte ethnolinguistique de l'Af-Pak



Source : Palter, Scott. 2009. « Obama's Afpak White Paper: A Critique », The Stanford Review, 27 mars , <http://bellum.stanfordreview.org/?p=1083>

À travers tout le territoire de l'*Af-Pak* occupé par les tribus pashtounes, les militants talibans ont réussi à construire chez les tribus une identité collective incluant l'esprit guerrier et le devoir de la guerre sainte pour bouter les infidèles hors du territoire, avec l'ultime reconnaissance du martyr éternel en cas de mort. Du côté adverse, les Forces de sécurité afghanes se battent pour un chèque de paye sans avoir de contre-récit équivalent à offrir aux populations civiles (West 2011 : 24). Les insurgés se protègent en se cachant parmi les civils, soit avec leur consentement, soit avec leur code d'honneur complexe ou en les intimidant. Si un fermier veut rejoindre le *djihad*, il connaît quelqu'un qui connaît un groupe d'insurgé. Si un fils joint un de ces groupes, il y a des chances qu'il entraîne avec lui plusieurs membres de sa famille et des amis (West 2011 : 58).

Chaque soldat américain déployé en Afghanistan coûte plus d'un million de dollars par année. Les troupes dorment dans des chambres climatisées et mangent très bien. Le département de la Défense dépense des milliards de dollars pour défendre ses soldats contre les engins explosifs improvisés (IED) qui ne coûtent que quelques dollars aux insurgés et qu'ils cachent sur le bord des routes. Mais les véhicules de plus en plus blindés sont moins mobiles et susceptibles de se renverser dans des ravins. Ils limitent aussi les contacts avec la population, les lourds blindages cachant les occupants à l'intérieur (West 2011 : 175). Ce n'est pas non plus une solution miracle puisque les insurgés se mirent à faire des bombes plus puissantes pour traverser ces blindages. Au bout du compte, un explosif fait à partir d'un vieil obus et actionné par électricité détruit un blindé qui coûte plus cher que la totalité du salaire annuel de ceux qu'il protège, et les soldats de l'ISAF répliquent en envoyant sur l'insurgé des missiles qui coûtent plus cher aux contribuables américains que ce que la cible va gagner dans toute sa vie.

Pour ce qui est de l'Armée Nationale Afghane (ANA) sensée remplacer un jour les forces de l'OTAN, on évalue qu'augmenter sa taille à 134 000 hommes comme on comptait faire dans les cinq prochaines années, se ferait au coût faramineux de 17 milliards de dollars par an, fournis par les États-Unis et ses partenaires (Gordon 2008). Au cours de nos lectures, nous n'avons pas trouvé comment l'Afghanistan pourrait entretenir cette armée par elle-même, considérant que son produit intérieur brut annuel dépasse difficilement les 20 milliards de dollars. De plus, l'idée d'un État centralisateur situé à Kaboul est accueillie avec une certaine hostilité chez plusieurs

tribus, et lorsque les fonctionnaires corrompus du gouvernement Karzaï interviennent auprès de la population, ils ont tendance à agir en prédateur plutôt qu'en protecteur, ce qui va à l'encontre de l'image de légitimité qu'ils essaient de créer. Les espoirs afghans face aux promesses qui leur ont été faites lors de l'invasion de 2001 ont été brisés par une décennie de guerre continuelle et un gouvernement rongé par la corruption (*Ibid* 2008).

En effet, le système politique et judiciaire afghan est parmi le plus corrompus au monde. Les policiers et les soldats de l'ANA exigent des pots-de-vin lorsqu'on fait appel à leur aide et il est très difficile de faire accuser quelqu'un en procès, puisque les juges sont mal payés, constamment menacés d'être assassinés et qu'ils donnent leur verdict bien souvent en faveur du parti qui a su donner le plus gros pot-de-vin. Les insurgés capturés par l'ISAF sont remis aux autorités afghanes, mais beaucoup sont relâchés avant même d'être jugés. Les tribus préfèrent donc juger elles-mêmes les griefs dans leur communauté. Dans une telle situation, il devient impossible pour un occupant étranger d'établir une bonne gouvernance (West 2011 : 61). Dans l'imaginaire de nombreux afghans, les forces de l'ISAF sont vues comme une armée au service de seigneurs de guerres rivaux et d'un gouvernement corrompu qui ne pourrait se maintenir sans la présence d'autant de soldats étrangers qui les protègent.

C'est dans ce contexte que Barack Obama entreprit de mener sa « guerre juste » lorsqu'il accéda à sa présidence. Dans un discours donné devant des haut-gradés au *National Defense University* de Washington DC, Obama, comme tous ses prédécesseurs avant lui, répéta la nécessité de la prépondérance de la puissance militaire entendu depuis soixante ans, mais adapté à la nouvelle mode du COIN ;

Now make no mistake, this nation will maintain our military dominance. We will have the strongest armed forces in the history of the world. And we will do whatever it takes to sustain our technological advantage and to invest in the capabilities that we need to protect our interests, and to defeat and deter any conventional enemy. We must understand different languages and different cultures. We must study determined adversaries and developing tactics. That's the education that is done within the walls of this university. And work that must be done to keep our nation safe (cité dans Pessin 2009).

CHAPITRE 2

ACCROÎTRE LA GUERRE

2.1 – Les premières manœuvres pour obtenir des renforts

Woodward révèle que le Général Petraeus n'était pas certain si le Président Obama considérait positivement sa stratégie de contre-insurrection comme solution à la guerre en Afghanistan. Alors, en février 2009, quelques jours après l'entrée en fonction du nouveau Président, Petraeus demanda au Conseiller à la Sécurité nationale Jones d'approuver chaque mot d'un discours qu'il devait donner en Allemagne pour inciter les membres de l'OTAN à fournir plus de troupes. Mais Jones refusa d'approuver le passage qui faisait état du besoin de 30 000 soldats en renforts de la part des États-Unis, prétextant qu'ils n'en avaient pas les moyens dans un contexte de crise économique. Petraeus revint à la charge en offrant trois options; 30 000, 17 000 ou 13 000. Cela ne fit qu'augmenter la méfiance de l'administration civile face aux militaires qui avaient du mal à justifier l'envoi d'autant de troupes, et constituait un obstacle majeur pour un accroissement de la guerre en Afghanistan (Woodward 2010 : 95). L'argument principal de Petraeus était que si les États-Unis ne fournissaient pas suffisamment de soldats en renfort avant l'élection afghane d'août 2009, les talibans seraient en mesure de renverser les défenses du gouvernement Karzaï et ce serait un bain de sang.

Par une généalogie de l'histoire militaire des États-Unis, l'ambassadeur en Afghanistan Richard Holbrooke rapporta à Woodward que ce fût exactement le même argument lancé par les militaires au Président Lyndon Johnson en 1965 lorsqu'il se demandait s'il devait augmenter les troupes au Viêt-Nam. (*Ibid* : 95). On se servait ainsi des mythes du Viêt-Nam comme mise en garde d'un accroissement de l'implication en Afghanistan. L'argument des opposants du COIN était que le FM 3-24 dictait un ratio d'un soldat pour protéger cinquante civils, ce qui exigerait 100 000 soldats pour l'Afghanistan. L'administration Obama n'avait pas les moyens de fournir ce ratio sans nuire à ses politiques intérieures. Le COIN étant donc impraticable, il fallait se rabattre sur la solution du contre-terrorisme (*Ibid* :103).

Pour essayer d'y voir plus clair dans le débat, Obama nomma à la tête d'un comité d'évaluation, Bruce O'Riedel, un ancien de la CIA travaillant à la *Brookings Institution*, un *think tank* de Washington lié au Parti démocrate (*Ibid* 2010 : 98). Le débat au sein de la Maison Blanche et sur ce comité était partagé entre deux solutions. Ou bien les États-Unis et l'OTAN menaient une campagne de contre-insurrection (COIN) afin de sécuriser la population de l'Afghanistan et gagner son appui au gouvernement Karzaï, ou bien on se contentait seulement de faire du contre-terrorisme (CT) en chassant *Al Qaeda* comme on faisait depuis 2001. Joe Biden, promoteur de la doctrine du CT, considérait que le COIN nécessitait trop de troupes, d'argent et de temps, et ne garantissait pas une victoire de toute façon. Augmenter le nombre de troupes ne ferait qu'augmenter la violence et les pertes. Selon lui, il fallait plutôt concentrer les efforts de part et d'autre de la frontière avec le Pakistan afin d'y pourchasser les chefs insurgés et *Al Qaeda* qui s'y cachaient (Kaplan, F : 2009b).

Bruce Riedel affirme qu'avec plus de troupes en Afghanistan en août, l'élection présidentielle afghane de 2009 aurait été assurée (Flournoy, Holbrooke et Riedel : 2009). Sans renfort, elle serait impossible à tenir. Les militaires et les agences de renseignements firent le même constat (Woodward 2010 : 98). L'analyse de Riedel était faite à partir de trois études précédentes réalisées par Petraeus, l'Amiral Mullen et le Général Lute, ainsi qu'un apport du CNAS présidé par John Nagl. Elle était donc biaisée d'avance en faveur des pro-COIN et cadrerait parfaitement avec le régime de vérité du Crédo. Ces analyses concluaient qu'*Al Qaeda* s'était régénéré dans les sept dernières années, et que les Forces de sécurité afghanes étaient impuissantes dans le Sud et l'Est du pays. Il était du devoir des États-Unis de combattre le terrorisme, mais aussi d'aider le peuple afghan à reconquérir leur pays, si on voulait éviter d'autres attentats comme le 11 septembre (Flournoy, Holbrooke et Riedel : 2009). De telles déclarations véhiculées dans les médias répétaient la généalogie de l'exceptionnalisme américain et la nécessité de maintenir la prépondérance militaire du pays.

Joe Biden répliqua par un compromis en proposant ce qu'il appela du contre-terrorisme-plus (CT+), c'est-à-dire mettre la priorité sur la destruction des réseaux d'*Al Qaeda* au Pakistan tout en gardant suffisamment de troupes en Afghanistan pour empêcher les talibans de renverser le gouvernement Karzaï lors de l'élection (Woodward 2010 :103). Cet argument de l'élection fut

le facteur décisif dans le choix final d'Obama. Le lundi 16 février 2009, le Président donna l'ordre au Pentagone d'envoyer 17 000 troupes en renfort. Il n'y eut aucune conférence ni discours du Président qui venait de prendre sa première décision sur l'Afghanistan. On laissait au Pentagone la responsabilité de fournir les détails sur la justification de ce choix et la composition du contingent de 17 000 soldats, dont 8 000 *Marines* qui seraient déployés dans la province volatile d'Helmand, laquelle contenait moins de 1% de la population, mais qui était un des endroits où l'insurrection était la plus forte (Woodward 2010 : 98).

Un mois plus tard, Obama annonça dans un discours très médiatisé qu'il ajoutait un contingent de 4 000 instructeurs de la *U.S. Army* et énonça le plan de guerre élaboré par le Pentagone. Le plan commandait que, dans les mois qui suivirent, les forces américaines mèneraient des attaques directes contre les insurgés dans le Sud et dans l'Est afin d'en tuer le plus possible et les garder hors des zones urbaines, où ils pourraient perturber l'élection en août. Les 4 000 instructeurs pourraient ensuite former une armée nationale afghane forte de plus de 100 000 hommes (Obama 2009). Pour justifier le plan, Obama utilisa à nouveau un discours de peur bien ancré dans l'imaginaire sécuritaire du Crédo:

Multiple intelligence estimates have warned that Al Qaeda is actively planning attacks on the United States homeland from its safe haven in Pakistan. And if the Afghan Government falls to the Taliban or allows Al Qaeda to go unchallenged, that country will again be a base for terrorists who want to kill as many of our people as they possibly can. For the Afghan people, a return to Taliban rule would condemn their country to brutal governance, international isolation, a paralyzed economy, and the denial of basic human rights to the Afghan people, especially women and girls. The return in force of Al Qaeda terrorists who would accompany the core Taliban leadership would cast Afghanistan under the shadow of perpetual violence [...] So I want the American people to understand that we have a clear and focused goal to disrupt, dismantle, and defeat Al Qaeda in Pakistan and Afghanistan and to prevent their return to either country in the future. That's the goal that must be achieved; that is a cause that could not be more just. And to the terrorists who oppose us, my message is the same: We will defeat you (Obama 2009).

Le lendemain, on assista à l'habituelle courroie de transmission des médias. Le *Washington Post* vantait les mérites du plan d'Obama avec comme titre « *The price of realism* », et le *New York Times* félicitait Obama pour sa marche à suivre qui réglerait une situation dangereuse que la précédente administration avait créée en abandonnant la nécessaire guerre en

Afghanistan (Woodward 2010 : 83). Mais nulle part dans les médias de masse on remettait en cause cette décision. Crédo oblige, la situation en Afghanistan était traitée comme une question de sécurité de la plus haute importance. Cependant, pour Rahm I. Emanuel, le Chef de cabinet de la Maison Blanche, les militaires avaient tentés par leurs manœuvres de peindre Obama dans le coin (*box-in*), en déformant publiquement ses promesses électorales d'intervenir en Afghanistan pour le forcer à s'y engager davantage. Le Président Obama n'avait eu aucune chance face aux manœuvres médiatiques de Petraeus et ses collaborateurs, manœuvres répétées chaque semaine depuis l'élection présidentielle et qui visaient à réclamer plus de troupes (*Ibid* : 6). Mais bien que ce fût une victoire pour les partisans de la guerre en Afghanistan, c'était en quelque sorte une défaite pour Petraeus et ses guerriers-intellectuels qui auraient aimé voir un plus grand engagement en faveur du COIN et un renfort de 30 000 soldats. Mais comme nous allons le voir, ils n'avaient pas dit leur dernier mot.

En effet, l'Amiral Mullen et le Général Petraeus trouvaient que le Général McKiernan n'était peut-être pas la bonne personne pour commander l'ISAF et obtenir d'avantage de troupes pour la mission. McKiernan était un militaire de la vieille école qui comprenait mal la doctrine du COIN et qui manquait de leadership. Pour les guerriers-intellectuels, la seule solution pour régler la guerre en Afghanistan était de faire en sorte que le commandant de l'ISAF soit favorable à la doctrine du COIN, et ils réussirent, par des manœuvres de palais, à convaincre le Secrétaire à la Défense Robert Gates de remplacer McKiernan par le Général Stanley A. McChrystal. La décision fut prise après une campagne de lobbying en coulisse de la part de gens dans l'entourage de Petraeus, qui rencontrèrent à plusieurs reprises le Secrétaire à la Défense (Davis 2012 : 5). C'était l'une des rares fois qu'un général en service se faisait congédier, le dernier cas le mieux connu étant Douglas MacArthur pendant la guerre de Corée. En remplaçant le Général McKiernan par un protégé de Petraeus, les guerriers-intellectuels espéraient reproduire en Afghanistan ce qu'ils croyaient avoir accompli en Irak en 2007. McChrystal avait été à la tête du très secret *Commandement unifié des Forces spéciales* (JSOC). Entre septembre 2003 et juin 2008, il avait supervisé tous les raids des Forces spéciales en Irak, se rendant célèbre chez les militaires par la capture ou l'assassinat de centaines de terroristes et chefs d'insurgés notoires. Abu Musab al-Zarqawi, le chef d'*Al Qaeda* en Irak, fut sa prise la plus médiatisée, McChrystal se rendant lui-même inspecter le corps pour l'identifier. Cinq mois avant son

assignation au commandement de l'ISAF, il avait été promu adjoint de l'Amiral Mullen, ce qui démontre leur proximité (Woodward 2010 : 85). Le remplacement de McKiernan par McChrystal fut annoncé le 11 mai 2009. Dans son annonce, Robert Gates affirma que la mission nécessitait une nouvelle façon de voir les choses, de nouvelles approches et un meilleur leadership (Gates 2009).

Dans ce que les commentateurs appelaient désormais la guerre d'Obama, l'objectif de McChrystal était d'appliquer le CT+ élaboré en mars et, comme Petraeus avant lui, les médias bâtirent autour du général un culte de la célébrité. Le *New York Times* affirmait que si Petraeus avait sauvé l'Irak du cataclysme, McChrystal allait faire la même chose en Afghanistan. *Newsweek* présentait McChrystal comme un personnage messianique, un guerrier zen qui étudiait les généraux de l'Antiquité, mangeait seulement un repas par jour, travaillait avec obstination et faisait son jogging en écoutant des livres en format mp3 (Bacevich 2010 : 215). Faisant appel à tous les clichés identitaires, les médias bâtirent la légende d'un surhomme hollywoodien capable de gagner une guerre par sa seule volonté. Stanley McChrystal avait gradué de *West Point* en 1976, à une époque où l'institution militaire avait le moral brisé suivant la déroute au Viêt-Nam. « *We really felt we were a peacetime generation* » confie-t-il à Michael Hastings du magazine *Rolling Stone* (cité dans Hastings 2010 : 3). Il s'engagea donc là où il y avait de l'action, dans les Forces spéciales, et se tailla très vite une réputation de rebelle aux méthodes innovatrices qui allait faire gagner cette guerre et éviter un nouveau syndrome du Viêt-Nam.

Comprenant l'importance de l'image et des mythes pour gagner l'appui des Afghans, McChrystal et son équipe avaient l'intention de changer la culture opérationnelle au sein de l'ISAF. Il bannit l'alcool sur les bases ainsi que les restaurants *McDonalds* et *Burger King* et d'autres symboles de l'excès américain. Il allongea les réunions et augmenta la cadence de travail, étant lui-même reconnu pour ne dormir que quatre heures par nuit (Hastings 2010 : 2). Robert Gates considérait que McChrystal était l'homme de la situation, qu'il ne possédait pas la vieille mentalité et qu'il était plus agressif dans la poursuite des terroristes. Invoquant le FM 3-24, McChrystal affirmait qu'il voulait se concentrer sur la protection des populations, mais aussi sur une meilleure coordination entre les Forces spéciales et la CIA de chaque côté de la frontière

de l'*Af-Pak* (McChrystal cité dans Engelhardt 2009). Afin d'augmenter la pression sur les insurgés, il fit passer le nombre d'unités des Forces spéciales de 4 à 19 (*Ibid* 2010 : 4). Finalement, le Secrétaire à la Défense ordonna au Général McChrystal d'entreprendre sa propre enquête sur l'état de la guerre et de remettre un rapport à lui et au Président à la fin-août (*Ibid* 2010 : 2).

2.2 Enlèvement en Afghanistan et à Washington

À l'approche des élections afghanes d'août 2009, et avec les nouvelles troupes envoyées pendant l'hiver précédent pour mener l'opération *Khanjar* (coup d'épée), on remarqua une escalade sans précédent de la violence, avec un nombre d'attaques moyen de 550 par semaine, le double de l'été 2008. Les engins explosifs improvisés tuaient cinquante soldats de la coalition chaque mois (Woodward 2010 : 34). Vingt ans après que les derniers soldats de l'Armée Rouge eurent quitté l'Afghanistan, Boris Gromov, le dernier général à les avoir commandés, déclara que le désastre attendait les milliers de soldats envoyés par Obama, et que leur sacrifice serait vain (Johnson 2009).

Le 1^{er} juillet, Bob Woodward du *Washington Post* revenait d'Afghanistan en publiant un article dans lequel il révélait que Jones, le Conseiller à la Sécurité nationale, avait affirmé à plusieurs officiers en Afghanistan que l'administration Obama ne fournirait pas davantage d'efforts militaires et se concentrerait plutôt sur l'aide économique. Colportant une manœuvre de palais évidente, il ajoutait qu'un haut gradé, sous le couvert de l'anonymat, répétait sans cesse dans les coulisses du pouvoir que la solution était une stratégie de COIN efficace et que, pour ce faire, il manquait 32 000 soldats en Afghanistan. La plupart des analystes s'entendaient pour dire que ce haut gradé anonyme était nul autre que Petraeus (*Ibid* : 141). Le plan de guerre de CT+ de l'Administration Obama était médiatisé comme insuffisant et aboutirait à l'échec.

Le débat était de nouveau enclenché. McChrystal fit la tournée des médias pendant l'été. Dans une entrevue au réseau CBS, il affirma qu'il avait seulement parlé à Obama une fois dans les soixante-dix derniers jours. Les autres médias s'emparèrent de la remarque et les adversaires républicains et les commentateurs militaires firent passer le Président pour quelqu'un qui était

désintéressé de ce qui se passait en Afghanistan (*Ibid* : 193-195). Le régime de vérité en place ne pouvait être autrement que dévastateur pour un président présenté comme négligent en ce qui a trait à la prépondérance militaire du pays. Le Général Petraeus fit aussi la tournée médiatique et servit à plusieurs reprises une mise en garde contre un retrait de l'Afghanistan : « *Afghanistan carried a unique symbolism for the jihadist movement. This was where the jihad was born* » (cité dans Woodward 2010 : 203). Une telle géopolitique de tabloïd ne pouvait manquer de raisonner favorablement dans l'imaginaire sécuritaire « post 11 septembre ». Pourtant, Chalmers Johnson, en critique avisé dans une double lecture, fit remarquer que le *jihad* est né en Afghanistan parce que la CIA y a d'abord financé et organisé des groupes *jihadistes*, et que les attentats du 11 septembre sont une réplique aux agressions militaires des États-Unis dans la région du Moyen-Orient (Johnson dans Turse 2010 : 35-42). Un accroissement militaire en Afghanistan ne pouvait qu'aggraver le problème.

Mais les manœuvres de palais avaient fonctionné, car plusieurs républicains du Congrès se mirent à critiquer l'approche CT+, décidée par Obama. Selon ces critiques, ce n'était qu'un moyen détourné pour se retirer progressivement d'Afghanistan, ce qui était inacceptable dans leur imaginaire sécuritaire. Il fallait abandonner cette stratégie et placer plus de troupes au sol dans une stratégie de COIN afin de gagner le support populaire et élaborer de meilleurs rapports de renseignements (*Ibid*: 204). La Maison Blanche semblait en train de perdre le contrôle de son récit sur la guerre en Afghanistan. Un fossé de plus en plus profond était en train de se creuser entre la Maison Blanche et le Pentagone. David Axelrod, un des principaux conseillers d'Obama, déplorait qu'à cause de Petraeus, le FM 3-24 était devenu l'hymne de tous les aspirants officiers, qui étaient promus s'ils s'en faisaient les porte-parole (*Ibid* : 191). Par ces actes discursifs, le COIN était en voie de devenir le nouveau moyen perçue pour assurer la prépondérance militaire du pays.

Pendant ce temps, le lieutenant-général des *Marines* Samuel Helland, visitant ses hommes participant à l'opération Khanjar, affirmait qu'il constatait des progrès significatifs depuis l'arrivée des renforts dans la province d'Helmand, mais qu'il fallait davantage de troupes pour préserver ces acquis. Suivant la doctrine du COIN, il ajoutait que les *Marines* œuvraient désormais près des populations civiles afin de renforcer les liens. Le Général McChrystal, ajouta

que les opérations dans la province d'Helmand servaient à démontrer que les États-Unis n'abandonneraient pas le pays pour empêcher les talibans de revenir et que de gagner la confiance des Afghans demanderait davantage de troupes et de temps (Pery 2009).

L'équipe d'intellectuels rassemblée par McChrystal pour son étude commandée par Robert Gates en mai avait peu d'expertise sur l'Afghanistan. Cependant, ils provenaient de tous de *think tanks* proches des milieux de la défense et étaient partisans de la doctrine du COIN (Greenwald 2009). Greenwald déplorait aussi que le *Washington Post* critiquait sans cesse Obama et tous ceux qui osaient remettre en question l'accroissement de la présence américaine en Afghanistan. Ce discours pro-guerre justifiait sa rhétorique par l'habituel «*if we leave, Al Qaeda will take over and we'll be doomed* » (Ibid 2009). Dans leur imaginaire sécuritaire, la prépondérance militaire des États-Unis n'était possible que par un accroissement de l'occupation militaire de ce pays d'Asie central.

Pendant ce temps, dans sa conférence annuelle donnée devant des vétérans, Obama contribua au récit des pro-guerres en affirmant encore que ceux qui avaient attaqué les États-Unis le 11 septembre étaient à préparer de nouveaux coups et que si les talibans n'étaient pas endigués, l'Afghanistan redeviendrait un sanctuaire pour terroristes.

This is not a war of choice. This is a war of necessity. Those who attacked America on 9/11 are plotting to do so again. If left unchecked, the taliban insurgency will mean an even larger safe haven from which Al Qaeda would plot to kill more Americans (Obama cité dans Reston 2008).

McChrystal envoya son rapport tant attendu au Pentagone et au Président le 31 août 2009. Il était classé *Top Secret* si bien que les médias ne pouvaient que spéculer sur son contenu. Le *Washington Post* prédit un rapport sobre qui paverait la voie à une demande pour un renfort de troupes. Le *New York Times* mettait en garde qu'augmenter la présence de troupes embourberait Obama dans un conflit visant à défendre un gouvernement Karzaï élu par une élection ternie par des scandales de fraude (Woodward 2010 : 28).

En effet, Hamid Karzaï était le portrait type des autocrates corrompus installés et supportés par les États-Unis à travers le monde depuis les débuts de la Guerre froide. Désespérée

d'obtenir une majorité de plus de 50%, la coalition des seigneurs de guerre associés à Karzaï utilisa un vaste éventail de méthodes douteuses pour se faire élire. Après deux mois de recomptage, la Commission électorale des Nations Unies annonça que plus d'un million de bulletins de vote (28 % du total) étaient frauduleux (McCoy 2010b). Pour Robert D. Kaplan, le Président Karzaï semble être un piètre organisateur politique, incapable de bâtir un appui fort dans la population, comme l'avait fait ses prédécesseurs talibans. L'appui politique de Karzaï provient principalement de l'ISAF et d'une coterie de seigneurs de guerre qui gravitent autour de lui grâce à ses généreuses subventions provenant de l'Occident. Il n'est donc pas étonnant que plusieurs le surnomment par dérision le maire de Kaboul (Kaplan 2010). Mais il n'en demeurait pas moins l'allié de choix des États-Unis dans la région.

Comme l'hiver précédent, le Vice-président Biden continuait à s'opposer à la doctrine du COIN craignant un nouveau Viêt-Nam et réclamait que la stratégie soit axée sur du contre-terrorisme avec des raids des Forces spéciales à partir des bases de Bagram et Kandahar. Il confia aussi à Bob Woodward qu'Obama avait besoin d'un guide vu son inexpérience. Obama avait été sénateur pendant quatre ans tandis que Biden avait 35 ans de carrière. Il craignait que le Président se laisse trop facilement influencer par les militaires (Woodward 2010 : 162). Obama affirmait qu'il n'enverrait pas de troupes tant qu'il n'aurait pas une certitude absolue sur la stratégie à adopter (Woodward 2009b). Ceci constituait un nouveau revers pour les promoteurs du COIN.

Dans ce qu'on considère ici comme une autre manœuvre de palais, les sénateurs républicains John McCain et Lindsey O. Graham du Comité sénatorial des Forces armées, firent sous invitation de McChrystal, une tournée médiatique en Afghanistan. Ils auraient rencontré McChrystal et Petraeus pour leur expliquer comment argumenter pour obtenir plus de troupes (Woodward 2010 : 28). Pour ces deux sénateurs, la campagne de relations publiques de l'armée était un désastre. McChrystal parlait beaucoup trop des talibans. Graham aurait dit à McChrystal

Americans understand that taliban are bad guys, but what drives the American psyche more than anything is are we about to let the country that attacked us once attack us twice? Your briefing have absolutely no emphasis on Al Qaeda. This is a huge mistake (cité dans Woodward 2010 : 155).

Ces sénateurs visaient à corriger les pratiques discursives de McChrystal afin qu'elles cadrent mieux avec l'imaginaire sécuritaire de leur électorat. Le général de l'ISAF prit note du conseil et *Al Qaeda* revint à l'avant-scène des discours sur le danger menaçant les États-Unis et justifiant l'envoi de troupes en Afghanistan (Woodward 2010 : 156).

Le 2 septembre, David Ignatius du *Washington Post* publiait un article comparant l'Afghanistan au Viêt-Nam ainsi que les difficultés rencontrées par l'Empire britannique en Afghanistan cent ans plus tôt. Il remettait en cause l'efficacité de la doctrine du COIN, affirmant que son succès en Irak était plutôt attribuable à l'assassinat des chefs insurgés et aux chefs de tribus qui s'étaient laissé acheter. Ignatius constatait qu'entre l'administration civile d'Obama et les militaires, il y avait une compétition féroce dans les coulisses du pouvoir et les médias afin de gagner le cœur et les esprits du public américain (Ignatius 2009). La réplique vint le lendemain de Michael Gerson, qui avait été rédacteur des discours pour Bush fils (Gerson 2009). Il se laissa convaincre par Petraeus de répondre à Ignatius dans le même journal deux jours plus tard. Dans cet article, Gerson reprenait les arguments de Petraeus, affirmant que pour réussir, il faut protéger la population et renforcer la gouvernance locale. Un tel effort nécessitait davantage de troupes et de la patience (Ibid 2009).

Les premières salves du débat étaient lancées dans les médias et on se répondait chaque jour. John Nagl, qui avait participé de près à l'élaboration du FM 3-24, s'impliqua activement dans ce débat (Cohen 2009). Obama et ses conseillers étaient furieux que Petraeus et McChrystal fassent un lobbying public afin d'influencer une décision présidentielle. Selon la Maison Blanche, on essayait à nouveau de peindre Obama dans le coin. Geoff Morrell, l'attaché de presse d'Obama, réussit à empêcher Petraeus d'apparaître à une émission de télévision un dimanche matin, mais celui-ci fut remplacé par le sénateur Graham qui y reprit les mêmes arguments (Woodward 2010 :159). Les manoeuvres de palais des guerriers-intellectuels commençaient à porter fruit.

Afin de réaliser une étude de cas sur la prise de décision, Peter Baker du *New York Times* a mené une douzaine d'interviews avec les décideurs et conseillers qui ont participé pendant l'automne 2009 à dix réunions d'Obama avec son Conseil de Sécurité nationale au sujet de

l'Afghanistan et du Pakistan (Baker 2009b : 1). Ces réunions furent organisées et coordonnées par le Général Jones, conseiller à la Sécurité nationale. La première eut lieu le 13 septembre où Obama et ses conseillers passèrent à travers plusieurs rapports des services de renseignement. Insatisfait, Obama aurait alors commencé à poser plusieurs questions.

Does America need to defeat the taliban to defeat Al Qaeda? Can a counterinsurgency strategy work in Afghanistan given the problems with its government? If the taliban regained control of Afghanistan, would nuclear-armed Pakistan be next? (Obama cité dans Baker 2009b : 2).

Encore une fois, le Vice-Président fit part de sa préférence pour le contre-terrorisme et la réconciliation avec les combattants talibans, et affirma que le Pakistan était la priorité puisque c'est là que se cachaient *Al Qaeda* et les autres chefs insurgés (Baker 2009b : 2).

Dans les deux semaines qui suivirent, les dissensions entre décideurs de l'administration Obama apparurent au grand jour à cause de nouvelles manœuvres de palais. L'Amiral Mullen affirma que le temps était compté et que les États-Unis enverraient probablement des troupes tandis que McChrystal se demandait pourquoi Obama avait qualifié cette guerre de nécessité, mais hésitait à lui donner les ressources pour agir. Trois officiers anonymes en poste à Kaboul auraient déclaré que McChrystal menaçait de démissionner si Obama n'accédait pas à ses demandes. Mais dans la même semaine, Joe Biden, de passage à CNN, affirmait qu'il était prématuré de considérer l'envoi de troupes et avait des doutes sur le succès de la mission considérant le manque de légitimité du gouvernement Karzaï, récemment élu dans des allégations de corruption. D'autres représentants du département d'État proclamaient que l'Afghanistan était un borbier qui nuisait aux politiques intérieures du Président et nuirait aux démocrates lors de l'élection du Congrès de l'année suivante (Youssef 2009). Bien que le débat ait eu lieu sur toutes les tribunes, on voit qu'il ne dépassait jamais le cadre imposé par le Crédo; aucun des deux camps ne parlait de se retirer d'Afghanistan

Mais avec un été qui battait des records en violence et un sondage CNN démontrant que l'opposition à la guerre en Afghanistan avait atteint un nouveau record avec 57 % de l'opinion publique américaine, les guerriers-intellectuels devaient reprendre l'initiative pour gagner le cœur et les esprits aux États-Unis (Steinhauser 2009). À ce moment, l'Amiral Mullen était

d'accord avec la stratégie de McChrystal, tandis que le Secrétaire à la Défense Robert Gates était partiellement d'accord. Il fallait donc augmenter la pression sur les autres membres de l'administration Obama. Le lundi 14 septembre, un long texte d'opinion apparut dans le *Wall Street Journal*, écrit par les influents Sénateurs Lindsay Graham, Joe Lieberman et John McCain, qui siègent sur le Comité des Forces armées du Sénat et qui n'ont jamais caché leurs liens avec Petraeus (Woodward 2010 : 170). Reprenant le discours associé au Crédo et l'intervention en Asie central, l'article affirmait que seule la force décisive pouvait triompher en Afghanistan et ajoutait :

We are confident that, the more Americans hear from Gen. McChrystal and our other military leaders, the more their confidence in the war will be restored [...]. The U.S. walked away from Afghanistan once before, following the Soviet collapse. The result was 9/11. We must not make that mistake again (Graham et McCain 2009).

Au sujet de l'importance d'écouter ce que McChrystal avait à dire, ils rappelaient qu'en 2007, le Général Petraeus avait témoigné devant leur Comité du Sénat au sujet de la situation en Irak et que cet exposé leur avait permis de prendre de meilleures décisions sur l'effort de guerre (*Ibid*). Comme par hasard, le jour suivant cette lettre, l'Amiral Mullen comparut devant le Comité du Sénat sur les Forces armées, car il devait obtenir le consentement du Comité pour renouveler son poste de chef d'état-major des Forces armées des États-Unis. Il en profita pour se prononcer publiquement en faveur de la stratégie de McChrystal, affirmant que l'insurrection des talibans avait augmenté en intensité et en complexité et que, pour la contrer, il fallait supporter une stratégie du COIN. Il ajoutait que le temps était compté et qu'il fallait réagir le plus rapidement possible (Youssef 2009). Ce conseiller militaire du Président et commandant de l'ensemble des forces armées, prenait ainsi publiquement position dans le débat et l'effet médiatique fut immédiat. Il fût sur toutes les unes des nouvelles de soirées et des journaux du lendemain (Woodward 2010 : 172). Et c'est alors que les guerriers-intellectuels en profitèrent pour envoyer leur plus grande salve de cette guerre médiatique.

2.3 La fuite de McChrystal

Passer discrètement une information compromettante aux médias afin de nuire ou embarrasser son supérieur et le forcer ainsi à prendre une décision plutôt qu'une autre est une manœuvre de palais abondamment utilisée et dont les médias raffolent, vu les cotes d'écoute que cela engendre (Bacevich 2010c). La Maison Blanche suspectait depuis plusieurs mois les militaires qui participaient aux réunions de transmettre discrètement de l'information aux médias afin de mettre de la pression sur le Président (Baker 2009b : 1). Leurs doutes furent bientôt confirmés lorsqu'une semaine après la première réunion du Conseil de Sécurité nationale où Obama faisait part de son scepticisme face au COIN, le rapport de McChrystal sur l'Afghanistan fit l'objet d'une fuite et se retrouva dans les mains de Bob Woodward. Il publia la fuite sur internet, accessible à tous, et en fit un résumé le 21 septembre 2009 dans le *Washington Post*. Sur la page titre, on pouvait lire *McChrystal : More Forces or Mission Failure* (Woodward 2009b). L'impact fut instantané; la vision de McChrystal lue par des millions de personnes allait modeler les actes de langage de ce débat, ses arguments étant repris par tous ses partisans à travers les médias et devint le récit officiel de la situation en Afghanistan (Bacevich 2010 : 215).

Dans son rapport, McChrystal affirmait que les Forces de l'ISAF avaient perdu l'initiative face aux insurgés. Ces derniers, s'appuyant sur les structures tribales de pouvoirs traditionnels, avaient installé des gouvernements parallèles et clandestins, qui faisaient compétition au gouvernement Karzaï. Les insurgés envoyaient ces « gouverneurs de l'ombre » mettre en place des institutions parallèles et des cours de justice basées sur la *sharia*, qui se révélaient beaucoup plus efficaces que les appareils corrompus du gouvernement Karzaï. Ces gouverneurs de l'ombre affirmaient défendre la population contre un gouvernement corrompu et se présentaient comme les protecteurs de l'identité des Musulmans face à une invasion d'infidèles. Les civils qui collaboraient avec les Occidentaux étaient victimes de représailles (Woodward 2009b).

Parmi les principaux réseaux d'insurgés, McChrystal identifiait trois factions principales. La première était la *Shura* de Quetta au Pakistan, contrôlée par le Mollah Omar (le fondateur du mouvement taliban) qui, par l'entremise de ses gouverneurs de l'ombre autour de Kandahar et

dans la province d'Helmand, contrôlait ce qu'ils appelaient l'Émirat Islamique d'Afghanistan. Ce groupe se finançait principalement par la contrebande d'opium. Un autre groupe était le réseau *Haqqani*, présent dans le Sud-Est, qui recevait du financement du Pakistan et des États du Golfe Persique, en plus d'être lié de près à *Al-Qaeda*. Le troisième groupe d'insurgés était le *Hezb-e-Islami*, commandé par l'ancien chef *moudjahidine* Gulbuddin Hekmatyar, présent au Nord avec des bases au Pakistan et qui se finançait aussi par la contrebande d'opium. Rappelons que Gulbuddin Hekmatyar avait été le principal *moudjahidine* financé par la CIA contre les Soviétiques dans les années 1980 et avait été ensuite un farouche adversaire du régime taliban avant de se retourner contre les États-Unis (Turse 2010 : 35-42). Dans l'ensemble, McChrystal expliquait la forte présence d'insurgés par un manque de troupes de l'ISAF et de l'Armée Nationale Afghane. Ces insurgés auraient comme objectif de contrôler la population afghane et de briser la volonté de la coalition pour qu'ils quittent le pays (McChrystal 2009 : 14-17).

McChrystal critiquait aussi le fait que l'ISAF ne défendait pas agressivement la population, étant trop préoccupée par la protection de ses propres forces, ce qui les distançait physiquement et psychologiquement des populations qu'elles étaient censées protéger (*Ibid* : 20). McChrystal ajoutait que les prisons étaient devenues des sanctuaires pour recruter des terroristes parmi les détenus aliénés et que les insurgés pouvaient coordonner des attaques à partir de ces prisons sans se faire déranger par les autorités corrompues (*Ibid* : 50).

Pour couvrir le terrain et protéger la population, l'ISAF n'avait pas assez de troupes ni de ressources pour mener une stratégie du COIN, qui était la seule pouvant résoudre le dilemme de l'*Af-Pak* et séparer la population des groupes insurgés. Les Forces de l'ISAF se devaient à tout prix de gagner la bataille des perceptions auprès des populations civiles et, pour ce faire, il fallait davantage de troupes (*Ibid* : 42). Il fallait aussi élargir l'armée nationale afghane de 94 000 à 134 000 soldats avant octobre 2010 pour finalement en arriver à 400 000 en 2014 (*Ibid* : 55). En bref, McChrystal affirmait que les prochains mois seraient déterminants dans le succès de sa mission et qu'il ne fallait pas hésiter; « *The imperative is to act, reject my advice is to ensure failure* » (*Ibid* : 5).

La fuite du rapport de McChrystal et son succès dans le façonnement des esprits eut pour effet de réduire le nombre d'options qu'Obama percevait comme possible pour la guerre sans nuire à sa popularité. En effet, ses adversaires furent empressés d'aller sur les tribunes médiatiques exiger que le Président donne à son général les moyens nécessaires pour gagner cette guerre, et ces discours eurent un effet immédiat sur l'opinion public (Bacevich 2010f). Peter Feaver, qui avait été sur le Conseil de Sécurité nationale de Bush et qui collaborait maintenant au magazine *Foreign Policy*, concluait que c'était l'enjeu de sécurité le plus sérieux auquel Obama avait à faire face (Feaver 2009). Frederick Kagan critiquait Obama pour ses tergiversations (*dithering*, un mot qui allait être repris partout et devenir le symbole de ce débat) et le gaspillage de temps mis dans d'inutiles séminaires et rencontres entre les divers acteurs pour discuter de l'élaboration d'un nouveau plan de guerre (Kagan, F 2009).

Tom Engelhardt écrit alors dans un article que presque tous les journaux et émissions télévisées étaient saturés d'anciens militaires venus y dire leur opinion et qui, dans la majorité des cas, ne faisaient que répéter les discours de Mullen, Petraeus et McChrystal, renforçant le régime de vérité du Crédo (Engelhardt 2009b). La question qu'on posait dans les médias n'était pas si tant d'efforts étaient justifiés mais de savoir si le Président allait appuyer le général qu'il avait choisi et dont il avait vanté les mérites en mai, ou bien s'il allait empêcher McChrystal d'avoir les outils nécessaires à l'accomplissement du travail qu'on lui avait confié. Tous les experts du COIN à qui McChrystal avait demandé conseil se mirent à publier sur leur blogue et dans les pages des principaux journaux, exigeant qu'Obama accède aux demandes de McChrystal (Bacevich 2010 : 215). Comment sauver l'Afghanistan avait maintenant supplanté tous les autres enjeux de sécurité nationale. Même si on prétendait avoir présenté plusieurs options au Président, ces options étaient toutes une variation d'un seul et même thème; étendre l'implication militaire américaine dans un conflit déjà vieux de huit ans.

Les frictions entre les militaires et les civils s'intensifièrent le 1er octobre lorsqu'un journaliste demanda à McChrystal s'il pensait que la stratégie de CT proposée par Biden pouvait fonctionner. Le Général répondit simplement que non (Baker 2009b : 3). McChrystal rejeta catégoriquement toute notion qu'une alternative à son plan pouvait exister. C'était son plan ou la guerre serait perdue. Au Congrès, des démocrates influents comme le Sénateur Harry Reid et la

représentante Nancy Pelosi, faisaient part de leur opposition à l'envoi de troupes tandis que les républicains menés par le Sénateur John McCain prenaient partie pour McChrystal et pressaient le Président d'augmenter le nombre de troupes sans délai et que des demi-mesures ne feraient qu'éroder le support du public à cette guerre (Baker et Zeleny, 2009).

Renforcé par cet appui, le Général McChrystal se présenta le lendemain 8 octobre 2009, devant le Président. Il répéta ses arguments principaux; les conditions de sécurité en Afghanistan se détérioraient rapidement et seule une application du COIN pouvait remédier au problème. Il en allait de la crédibilité de la prépondérance militaire auprès des autres pays. Il offrit trois options : 10 000 soldats pour entraîner l'armée Afghane ou 40 000 pour protéger la population du Sud et de l'Est, là où l'insurrection était la plus forte, ou finalement 85 000 hommes pour faire la même chose à la grandeur du pays. Chaque option était présentée sur une carte avec des cercles bleus qui illustraient où les troupes seraient stationnées. Ses arguments semblaient copiés mot pour mot sur le FM 3-24 qu'il maîtrisait manifestement bien. Son objectif principal de mettre sur pied une armée afghane de 400 000 hommes correspondait exactement au ratio de 50 civils pour chaque soldat que le FM 3-24 recommandait. Ils se devaient d'avoir des troupes dans les centres urbains et le long des axes de communication, sinon ils seraient vulnérables sur des îlots isolés (Woodward 2010 : 213-236). Plusieurs au sein du Conseil de Sécurité nationale pensaient que McChrystal avait mal interprété la stratégie élaborée en mars et estimaient que c'était un plan beaucoup plus ambitieux dont on avait besoin. Néanmoins, Obama avait fermé la porte à toute possibilité de se retirer de l'Afghanistan. Il ne lui restait plus qu'à choisir entre les trois options que lui présentait le général de l'ISAF (Baker 2009b : 3). Par leurs manœuvres de palais, les promoteurs du COIN étaient en train de remporter la victoire.

2.4 Le président acculé au mur

Pendant le mois d'octobre, à mesure que le débat s'éternisait, le *Washington Post* et *ABC News* menaient tous les deux des sondages qui démontraient que l'appui pour Obama avait chuté en raison de son hésitation sur l'Afghanistan. L'ancien Vice-Président Dick Cheney fit même une sortie médiatique appelant Obama à arrêter de tergiverser pendant que les troupes américaines

étaient en danger (Woodard 2010 : 247). Pendant ce temps, en Afghanistan, les provinces de Nuristan et de Khost, toutes deux voisines du Pakistan, étaient abandonnées aux insurgés en raison d'un manque de troupes, ce qui fut allégrement repris par les médias comme une preuve de l'échec de la stratégie de CT+. Partout à travers l'Afghanistan, on notait que, malgré une infériorité numérique de 1 contre 12, les attaques des insurgés étaient en hausse constante et les morts atteignaient des records. Les prédictions du rapport de McChrystal semblaient se confirmer.

Comme le mentionne Tom Engelhardt à l'époque, le débat au sein de l'administration Obama n'était plus de décider si on envoyait des troupes, mais plutôt de savoir combien on en envoyait (Engelhardt 2009c). C'est aussi à ce moment que les alliés européens avaient commencé à mettre en doute la nécessité de cette guerre et que le gouvernement italien avait enclenché un débat public pour se retirer d'Afghanistan (Sanger 2009).

Peter Spiegel et Jonathan Wiseman démontrent que deux livres sur le Viêt-Nam aux récits opposés furent abondamment cités par les deux côtés du débat afin de faire valoir leur régime de vérité. Nous les décrivons brièvement ici afin de montrer l'importance de la généalogie du Crédo et des mythes dans les débats qui mènent aux prises de décision. Le premier livre, *Lessons in Disaster* de Gordon M. Goldstein, brandi par Obama et Biden, raconte une Maison Blanche en 1965 qui se fait manipuler vers une escalade de la guerre par des militaires trop myopes pour comprendre ce dans quoi ils sont en train d'embarquer. L'escalade militaire ne fait qu'empirer le conflit, qui s'éternise en longueur, en coûts et en pertes humaines avec, au final, aucun gain pour les États-Unis. Le livre sert donc de mise en garde contre les avis prématurés des militaires (Spiegel et Wiseman 2009). Peter Baker mentionne que, parmi les leçons que l'équipe de la Maison Blanche avait tirées du livre *Lessons In Disaster*, il y avait la théorie des dominos (géopolitique de tabloïd) qui affirme que si le Viêt-Nam devenait communiste, tout le reste de l'Asie du Sud-Est suivrait, ce qui se révéla finalement faux. (Baker 2009b : 3).

L'autre livre, *A Better War*, écrit par Lewis Sorley, et dont le Sénateur John McCain et les guerriers-intellectuels se faisaient d'ardents promoteurs, raconte une administration Nixon en 1972 qui, pour plaire à l'opinion publique, rejette l'avis des militaires, bien que ces derniers aient réussi à mettre en place une stratégie pour mater l'insurrection. Le résultat est une Amérique

humiliée et discréditée alors qu'elle aurait pu gagner la guerre (Spiegel et Wiseman 2009). La thèse de Sorley selon laquelle la guerre du Viêt-Nam a tourné à l'avantage des États-Unis lorsque le Général Westmoreland fut remplacé par le Général Abrams et ses méthodes différentes de contre-insurrection, fait écho à la thèse développée par le Général Petraeus dans son analyse du Viêt-Nam, comme nous l'avons vu plus haut (Petraeus 1987). Sorley raconte comment le Général Abrams abandonna la stratégie de recherche et destruction mise en place par son prédécesseur et opta pour une stratégie visant à remplacer graduellement les troupes américaines par des substituts locaux, ce qui est un parallèle direct de la stratégie du COIN qu'on tente d'appliquer en Afghanistan (Spiegel et Wiseman 2009).

La place que prirent *Lessons in Disaster* et *A Better War* dans les débats qui eurent lieu à l'automne 2009 permet une analyse intertextuelle et généalogique des pratiques discursives des décideurs, qui met en relief leur imaginaire sécuritaire respectif. Bien qu'ils s'opposent sur la stratégie, ils ne remettent jamais en question la justification de cette guerre, ce qui démontre le poids énorme du Crédo dans les pratiques discursives du gouvernement américain.

Le 22 octobre, le Conseil de Sécurité nationale produisit ce que Peter Baker appelle le mémo du consensus, dont la majorité de l'analyse provenait de l'équipe de Robert Gates et des guerriers-intellectuels. Ce mémo concluait que les États-Unis devraient se concentrer à diminuer l'insurrection, mais assumer qu'on ne pourrait pas la détruire (Baker 2009b : 4). Le 26 octobre, Obama demanda à Hillary Clinton, Secrétaire d'État, ce qu'elle pensait de la demande de McChrystal. Après de longs entretiens avec McChrystal, elle se prononça en faveur d'une augmentation de 40 000 soldats. Robert Gates y était aussi favorable (*Ibid* : 4). Cependant, le même jour, il reçut un mémo de ses conseillers l'informant que la stratégie présentée par McChrystal pour les dix prochaines années coûterait 889 milliards de dollars. La nouvelle fit un choc au Président. Woodward rapporte la réaction d'Obama :

I'm not doing a long-term nation building effort. I'm not spending a trillion dollars. That's not in the national interest. Spending 1 trillion dollars on Afghanistan would come at the expense of other priorities, domestic programs or lowering the deficit (cité dans Woodward 2010 : 251).

Malgré le succès de leur manœuvre de palais, les guerriers-intellectuels n'avaient pas encore gagné la partie. Une critique inattendu vint s'ajouter au débat, provenant d'un ancien militaire. Le Lieutenant-Général à la retraite Karl Eikenberry, qui avait servi en Afghanistan entre 2002 et 2007, puis y avait été nommé ambassadeur par Obama en avril 2009, tenta une manœuvre de palais afin de neutraliser les pro-COIN. Le 6 novembre, un de ses messages envoyés au Conseil de Sécurité nationale eut une fuite dans les médias, ce qui déclencha une nouvelle tempête médiatique. Dans ce câble, Eikenberry faisait une critique virulente de la stratégie de McChrystal, qualifiant Hamid Karzaï de partenaire inadéquat et mettant en garde contre la doctrine du COIN qui risquait de plonger davantage le pays dans le chaos sans pour autant venir à bout d'*Al Qaeda* et leurs alliés (Hastings 2010 : 3).

McChrystal et son équipe furent pris par surprise par ce message inattendu et plusieurs sont d'avis que cette fuite visait à nuire à la demande d'augmentation de troupes (Baker 2009). Même s'ils devaient collaborer ensemble en Afghanistan, McChrystal et Eikenberry étaient reconnus pour se détester et se faisaient compétition auprès de la Maison Blanche par l'envoi de rapports qui se contredisaient l'un et l'autre (Packer 2010). Eikenberry reprochait notamment à McChrystal d'usurper son rôle d'ambassadeur auprès d'Hamid Karzaï (Hastings 2010 : 3).

Afin de contrebalancer l'effet de la fuite de ce câble qui mettait en doute la stratégie de McChrystal, le 11 novembre, Journée des Vétérans, Petraeus alla donner une entrevue à CNN malgré les directives de la Maison Blanche de ne pas parler aux médias. Petraeus affirmait alors que le Président avait le dernier mot sur la décision à prendre et que son travail de militaire était de lui porter conseil sur ce en quoi il était qualifié. Selon des confidences que le porte-parole de la Maison Blanche fit à Bob Woodward, cette sortie médiatique fut interprétée par la Maison Blanche comme une façon de dire à Obama qu'il avait intérêt à écouter ce que les généraux avaient à dire, puisqu'ils étaient les seuls qualifiés à avoir une opinion sur le sujet (Woodward 2010 : 266).

À ce moment, Petraeus et McChrystal faisaient tout leur possible pour recentrer la discussion au sujet de la nécessité de battre les talibans et *Al Qaeda*. L'Amiral Mullen les appuyait en mentionnant qu'un contingent de 40 000 soldats supplémentaires permettrait d'avoir assez de troupes pour protéger la population et gagner leur support. S'ils n'obtenaient que 20 000

soldats, ils ne pourraient pas empêcher les talibans de renverser le gouvernement afghan. Et de toute façon, la stratégie de contre-terrorisme défendue par Joe Biden faisait déjà partie de leur plan puisque le COIN n'empêchait pas les raids des Forces spéciales au Pakistan. (*Ibid* : 267-276).

Dans le bureau du Conseil de Sécurité nationale, sur les tableaux illustrant les différentes options de déploiement des troupes demandées par McChrystal, Woodward décrit une sorte de montagne atteignant un sommet de 108 000 soldats après que les 40 000 soldats supplémentaires seraient déployés dans les 15 prochains mois pour y rester six ans. Obama considérait qu'il y avait des contradictions chez les militaires qui affirmaient avoir besoin de troupes dans les 12 prochains mois sinon la mission serait un échec, et qui en même temps, donnaient des plans de déploiement nécessitant 15 mois. Selon Woodward, Obama affirma qu'une guerre de six ans coûtant 50 milliards de dollars par année n'était pas dans l'intérêt national. Il fallait obtenir des résultats avant la prochaine élection présidentielle (*Ibid* : 277-278). Il fallait arriver à un compromis. Le 23 novembre, le Président annonça à son équipe que le plan devait être plus court, avec un déploiement de 30 000 soldats avant juillet 2010 et qui commenceraient à se retirer un an plus tard en 2011 (*Ibid*: 290). Robert Gates et ses conseillers élaborèrent alors une stratégie incluant un renfort de 30 000 soldats américains avec l'OTAN qui fournirait la différence pour arriver aux 40 000 demandés par McChrystal et un plan de retrait des troupes en juillet 2011 (Baker 2009b : 4). On avait trouvé un compromis.

Le 29 novembre, Obama annonça à ses conseillers qu'il avait pris sa décision. Il donnerait l'ordre d'envoyer 30 000 soldats en renfort le plus rapidement possible puis retirerait progressivement les troupes d'Afghanistan à partir de juillet 2011 (*Ibid* : 6). Afin de se garantir l'appui des démocrates, dont plusieurs menaçaient de voter contre la dépense de milliards de dollars pour cette guerre, Obama rencontra Nancy Pelosi, la *speaker* démocrate à la Chambre des représentants. Celle-ci lui assura qu'elle ferait tout en son pouvoir pour rallier les démocrates à son vote, mais Obama devait dans son discours justifier la mission, prouver comment cela protégeait des vies américaines et assurer qu'on n'y resterait pas embourbé pendant encore dix ans (Woodward 2010 : 307).

2.5 Le discours de *West Point*

Les promoteurs du COIN avait gagné le bras de fer avec la Maison Blanche, et le 1er décembre 2009, après trois mois de débat, le Président se rendit à la prestigieuse académie militaire de *West Point* donner un discours devant 4 000 cadets venus assister à cet événement médiatique à grand déploiement, et que Tom Engelhardt considère comme une abdication du pouvoir civile face à l'influence du complexe militaro-industriel (Engelhardt 2010). Dans un discours d'une demi-heure imprégné du Crédo, il tenta de convaincre une nation de moins en moins convaincue de la nécessité de cette guerre.

If I did not think that the security of the United States and the safety of the American people were at stake in Afghanistan, I would gladly order every single one of our troops home tomorrow. This is not just America's war [...] The struggle against violent extremism will not be finished quickly, and it extends well beyond Afghanistan and Pakistan. It will be an enduring test free society, and our leadership in the world (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Dans son discours, Obama rappela aux Américains pourquoi ils étaient en Afghanistan. Le Président affirma qu'il s'agissait de l'épicentre du terrorisme et que les attentats du 11 septembre avaient été planifiés par *Al Qaeda* qui pouvait se réinstaller en Afghanistan si nous quittions le pays. Il mentionna qu'une coalition internationale supportait cette guerre, renforçant la notion de leadership et d'universalisme de l'exceptionnalisme américain (cité dans Woodward 2010 : 305).

Il annonça que 30 000 soldats seraient déployés avant l'été et qu'un an plus tard, en décembre 2010, le Conseil de Sécurité nationale mènerait une analyse pour voir ce qui avait fonctionné et où il y avait des lacunes. Puis, en juin 2011, il commencerait à retirer les forces (Woodward 2010 : 325). Obama élaborera ensuite la stratégie de contre-insurrection qui, selon lui, renverserait les gains faits par l'insurrection, protégerait les Afghans, mettrait de la pression sur le gouvernement afghan afin qu'il développe ses propres forces de sécurité et augmenterait les attaques contre *Al Qaeda* au Pakistan; « *America, we are passing through a time of great trial. And the message that we send in the midst of these storms must be clear: that our cause is just, our resolve unwavering* » (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Bien que la plupart des journalistes couvrant le discours parlèrent des 30 000 soldats ajoutés, les grands titres du *New York Times* du lendemain proclamaient : « *Obama Adds Troops, but Maps Exit plan* » (Stolberg et Cooper 2009). La réduction de 40 000 à 30 000 soldats permettait au Président de sauver la face et il ne suffisait à McChrystal que d'obtenir les 10 000 manquants auprès de l'OTAN pour avoir son chiffre de 40 000. Le général Petraeus mentionna par le fait même une de ses phrases les plus célèbres qui allait être abondamment reprise par ses critiques : « *You have to recognize also that I don't think you win this war. I think you keep fighting* » (cité dans Woodward 2010 : 332).

Finalement, avec ce discours, Obama donna à ses généraux ce qu'ils voulaient et acheta la paix au sein de son propre parti pour les 18 prochains mois en leur promettant de retirer les troupes en juillet 2011. Le Président avait aussi puisé dans les vieux clichés de l'exceptionnalisme américain en invoquant l'unité nationale et le rôle des États-Unis de protéger le monde libre. Parmi les démocrates, ce discours était rassurant puisqu'avec sa date de retrait, il permettait de se préparer à un imprévu qui viendrait miner la campagne électorale de 2012. La date de juillet 2011 donnait au Président assez de flexibilité avant l'élection présidentielle pour que sa campagne de relations publiques influence le récit en sa faveur si le plan de COIN échouait à stabiliser la situation en Afghanistan (Coll 2009).

L'affirmation du Président sur le retrait en juillet 2011 déclencha néanmoins un barrage de critiques de la part des républicains et de plusieurs militaires qui affirmaient que cette annonce encouragerait les talibans à simplement patienter jusqu'en juillet 2011 avant de renverser leur opposant. Le Sénateur républicain du Texas John Cornyn affirma que :

Setting a draw-down date before this surge has even begun is a mistake, and it sends a mixed message to both our friends and our enemies regarding our long-term commitment to success (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Une semaine plus tard, l'administration Obama orchestrait une opération de relations publiques afin de faire taire les critiques. Apparaissant à CNN, le Général James L. Jones déclara : « *We have strategic interests in South Asia. We're going to be in the region for a long time* » (cité dans Mazzetti 2009).

Dans une interview à CBS, le Secrétaire à la Défense Robert M. Gates affirma que : « *What we have is a specific date on which we will begin transferring responsibility for security district by district, province by province in Afghanistan, to the Afghans* » (cité dans Mazzetti 2009).

De passage à Fox News, le Général Petraeus déclara : « *the Obama administration was not planning a "rush to the exits" in Afghanistan, and that depending on the security conditions there could be tens of thousands of American troops in Afghanistan for several years* » (cité dans Mazzetti 2009).

2.6 Des indices d'une occupation permanente

En moins d'une semaine, l'affirmation du retrait en juillet 2011, dont le but était de satisfaire la base anti-guerre d'Obama, venait d'être diluée à presque rien. En un an, par leurs manœuvres de palais au sein du Congrès, des médias complaisants et la mobilisation d'une cohorte d'experts provenant des *think tanks*, les guerriers-intellectuels avaient complètement réussi à faire accepter leur stratégie du COIN. Le *surge* annoncé par le Président représente un nombre considérable lorsqu'on sait qu'à l'élection d'Obama, il n'y avait que 32 000 soldats en Afghanistan et, qu'en un an et demi, le nombre avait augmenté à près de 100 000, du jamais vu en termes d'escalade depuis le Viêt-Nam. Neuf jours après son discours à *West Point*, Obama s'envolait pour la Norvège afin de recevoir son prix Nobel de la paix. Au même moment, Jo Comefort du *Asia Times* publiait un article dans lequel il rapportait qu'un *surge* de 30 000 soldats allait coûter au minimum 30 milliards de dollars par an. Cela voulait dire une facture de 57 077,60 \$ par minute pour les payeurs de taxes américains, ce qui portait à 102,9 milliards de dollars les dépenses

militaires des États-Unis en Afghanistan pour l'année 2010. Cette somme est cinq fois plus grande que le produit intérieur brut de l'Afghanistan (Comerford , 2009).

À ce chiffre, il faut ajouter les mercenaires et autres contractants privés qui sont depuis huit ans abondamment utilisés, notamment les employés de KP, *DynCorp* et Xe (anciennement Blackwater), attitrés au transport et à la garde du ravitaillement ou qui fournissent la sécurité sur certaines bases, et qui sont tous payés avec les fonds publics, sans être inclus dans les discussions que nous avons vu plus haut. Selon un recensement du Département de la Défense, le nombre de ces sous-traitants a augmenté de 40% entre juin et septembre 2009, pour un total final de 104 101, dont 78 430 sont des Afghans qui travaillent pour des multinationales comme *DynCorp International* et 9300 seulement sont des Américains (Cole, A : 2009). Le nombre de mercenaires allaient bien sûr augmenter proportionnellement avec le *surge* annoncé dans le discours de *West Point*, qui constituait une formidable opportunité pour ces entreprises de décrocher de nouveaux contrats.

Nick Turse démontrait dans un article de novembre 2009 qu'en trois ans, le Pentagone avait dépensé 2,7 milliards de dollars en projets de construction de bases militaires en Afghanistan et demandait 1,3 milliards supplémentaires au Sénat pour l'année 2010. Le projet d'agrandissement de la base aérienne de Bagram était prévu pour commencer seulement en 2011, et ses pistes d'atterrissage étaient décrites comme les plus achalandées au monde. La base de Kandahar quant à elle prévoyait des travaux d'agrandissement pour accueillir 18 000 personnes supplémentaires. En plus de leurs infrastructures défensives, ces deux méga-bases disposent de plusieurs restaurants, bars et magasins, en plus d'un imposant réseau de postes avancés (*Forward Operating Base* ou FOB). Entre juin et septembre 2009, les *Marines*, envoyés sous l'ordre d'Obama lors de son premier *surge*, ont installé 10 nouveaux postes avancés, six bases pour les patrouilles, plusieurs zones d'atterrissage pour hélicoptère ainsi qu'un aérodrome (Turse 2009).

Bien que, dans tous ces discours, les militaires américains affirmaient que leur présence en Afghanistan ne serait pas permanente et qu'ils quitteraient bientôt, l'ampleur des sommes investies et des travaux en cours laissent déjà croire au contraire. Au-delà des débats à Washington sur la continuité de la mission, l'ampleur des constructions de bases militaires en Afghanistan laisse présager que le Pentagone compte maintenir des garnisons permanentes dans

ce pays, peu importe la décision qui sera prise à Washington par l'administration civile. Comme nous allons le voir dans les prochains chapitres, les militaires n'allaient pas manquer dans les prochains mois de multiplier les manœuvres de palais afin de prolonger la guerre au-delà de la date de retrait de 2011.

Malgré des années passées à mettre en place une police et une armée nationale loyale à un gouvernement central à Kaboul, ces institutions sont loin d'être en mesure de prendre la place des troupes de l'ISAF. Témoinant devant le Comité sénatorial des relations étrangères, le Général Petraeus estima que mettre en place une armée nationale afghane forte de 400 000 hommes coûterait 10 milliards de dollars par année (Landler, 2009). Petraeus n'explique pas comment un des pays les plus pauvres de la planète peut se payer une armée de 400 000 hommes à ce coût, mais il est intéressant de noter que 25% des recrues entraînées depuis le début de l'année 2009 avaient déserté, et ceux restant avaient la réputation d'être moins payés que ce qu'offre l'insurrection pour ses combattants (Gareth, 2009).

CHAPITRE 3

PROLONGER LA GUERRE

3.1 Les limites du COIN

Les champs fertiles le long de la rivière Helmand produisent 40% de la production mondiale d'opium et d'héroïne, tiré du pavot, et la majorité de cette production transite par la ville de Marja. Depuis cinq ans, ces récoltes combinées à celles des autres provinces représentent 50% du produit intérieur brut de l'Afghanistan, ce qui en fait le plus important producteur d'héroïne dans le monde, supportant plus de 500 000 familles de fermiers, soit 20% de la population du pays (McCoy 2010). Pour bien comprendre la dynamique de la guerre en Afghanistan et l'imaginaire sécuritaire de ses habitants, il faut comprendre que, dans un État agraire comme celui-ci, l'agriculture est la fondation de la politique, unifiant les familles, les clans et les villages au gouvernement, aux tribus et aux seigneurs de guerre. Puisque le but ultime d'une stratégie de contre-insurrection est de rétablir l'autorité de l'État central, cela devient très compliqué lorsque l'économie repose largement sur une activité illicite, et que la population n'y voit aucun problème à vivre de cette économie (*Ibid* 2010).

Puisque la culture du pavot nécessite beaucoup de main d'œuvre, elle fournit une grande part de l'emploi saisonnier dans un pays ruiné par la guerre ayant un très haut taux de chômage. Les marchands d'opium réussissent à accumuler un capital suffisant pour être les principaux créanciers de plusieurs villageois pauvres qui pourraient difficilement survivre sans ce crédit. Puisque qu'il requiert moins d'eau que la plupart des autres semences, le pavot constitue un avantage dans cette région aride. Les multiples tentatives d'éradiquer la production d'opium à seulement eu comme résultat d'aliéner la population et de la retourner contre l'occupant étranger et le gouvernement Karzaï. Une autre méthode, qui était de payer les fermiers pour ne pas qu'ils cultivent, n'a fait que leur donner une subvention pour augmenter leur capacité de production. Au final, non seulement les insurgés tirent-ils leurs revenus de la vente de l'opium, mais en plus,

leur rôle de protecteurs et d'exportateurs des agriculteurs leur donne un contrôle sur le cœur de l'économie (*Ibid* 2010).

Ainsi, le 13 février 2010, la ville de Marja devint l'objectif de l'Opération *Moshtarak*, le coup d'envoi du *surge* décidé à *West Point* en décembre et la plus grande offensive militaire en huit ans de guerre. L'opération visait par une stratégie de COIN à prendre le contrôle de cette ville considérée comme le centre névralgique de la culture de l'opium et de l'insurrection dans la province d'Helmand. Des 15 000 troupes qui furent hélicoptées jusqu'à Marja, 60% étaient des Afghans. Participèrent à l'opération un grand nombre d'administrateurs civils et 1 000 policiers, prêts à gouverner la ville aussitôt que les combats prendraient fin. Vantant l'aspect novateur de son opération de COIN, le Général McChrystal participant lui-même au déploiement déclara : « *We've got a government in a box, ready to roll in* » (McChrystal, cité dans Sanger 2010). Cette déclaration devint la marque de commerce de l'opération *Moshtarak* et fut reprise par tous les médias, qui comme d'habitude, agissent comme courroie de transmission auprès du public américain.

Annoncée par la presse comme le test ultime pour le *surge* d'Obama, l'opération fut d'abord perçue comme un succès de COIN, mais tourna vite au fiasco (West 2011 : 192). Pendant que la population fuyait les combats, les talibans agissaient comme ils l'avaient fait chaque fois dans le passé : en profitant des réfugiés pour s'échapper parmi eux, non sans avoir préalablement piégé la ville avec de nombreux engins explosifs et retardé l'avance des *Marines* avec des tireurs embusqués. Dans l'un des cas les plus médiatisés, l'avance d'un peloton de *Marines* dans les rues de Marja fut bloquée pendant des heures par un seul insurgé embusqué, qui utilisait habilement un vieux fusil anglais datant de l'occupation britannique du XIX^e siècle. Il mit hors de combat plusieurs soldats Américains et Afghans (Chivers 2010). La préservation en état fonctionnel d'une arme aussi vieille pour stopper avec succès une armée moderne renvoie aux récits de l'impuissance des envahisseurs occidentaux face à la résistance efficace des insurgés de ces régions, pourtant dotés de moyens dérisoires, et rappelle les mythes de la frontière et de la lutte contre les sauvages, récits si présents dans l'identité américaine (Campbell 1998 : 146). Faisant un parallèle entre cette bataille et celles menées cent ans plus tôt par les

Britanniques dans cette région, on ne peut manquer de citer Winston Churchill, qui écrivait en 1898 à propos de l'efficacité des guerriers pachtoune :

During an indefinite period they had brawled and fought in the unpenetrated gloom of barbarism. At length they struck a blow at civilisation, and civilisation, though compelled to record the odious vices that the fierce light of scientific war exposed, will yet ungrudgingly admit that they are a brave and warlike race [...] The weapons of the nineteenth century are in the hands of the savages of the Stone Age (Churchill 1898).

Pour se débarrasser du tireur embusqué, les *Marines* utilisèrent des salves d'artillerie lourde, mais tuèrent par le fait même une dizaine de civils innocents (Chivers 2010). Lorsque les combats dans Marja se calmèrent et que la population revint, les talibans amenèrent eux aussi leur variante du «*gouvernement in a box*» avec des gouverneurs de l'ombre qui s'infiltrèrent sous le nez de la coalition pour venir régler les disputes judiciaires et collecter des taxes sur l'opium (Jones 2010). Ne voulant pas s'aliéner la population locale, la coalition laissa les fermiers continuer à cultiver le pavot, et les insurgés ne furent donc pas drastiquement perturbés par l'opération *Moshtarak*.

Néanmoins en prenant le commandement des troupes en Afghanistan et en recevant du renfort, McChrystal mit en place les idées les plus radicales du FM 3-24. Afin de limiter les pertes civiles qui aliénaient la population, il mit des restrictions sur l'usage des appuis aériens, pourtant le plus grand avantage des forces américaines. Pour que des troupes au sol reçoivent un appui aérien, elles devaient être sûres qu'il n'y ait pas de civils dans les environs (Schachtman 2010). Face aux restrictions imposées par McChrystal, les soldats se plaignaient qu'ils pouvaient difficilement se défendre et ils étaient frustrés de voir des insurgés être libérés par les autorités afghanes par manque de preuve. Selon les nouvelles règles d'engagement, un insurgé qui n'a pas d'armes sur lui est automatiquement considéré comme un civil (Hastings 2010 :5). Mais ce sont les règles du jeu lorsqu'on veut gagner le cœur et l'esprit de la population. À ce propos, McChrystal répond avec ce discours souvent répété par les guerriers-intellectuels, comme Petraeus et Nagl : « *You can't kill your way out of Afghanistan. The Russians killed 1 million Afghans, and that didn't work [...] for every innocent person you kill, you create 10 new enemies* » (cité dans Hastings 2010 : 5).

Les besoins en munitions chutèrent de moitié aussitôt que McChrystal mit en place ses nouvelles directives (Schachtman 2010). Les insurgés étaient désormais responsables de 70% des pertes civiles. Face à ce constat, les militaires américains se demandèrent pourquoi les insurgés ne s'aliénaient pas autant la population que les forces de l'ISAF. Un sondage révéla qu'en moyenne, la population croyait que si la coalition n'avait pas été là, il n'y aurait pas eu de combat. La coalition était donc à blâmer autant que les insurgés, et les mesures de McChrystal n'avaient pas réussi à changer la perception des gens (West 2011 : 206). Le récit de l'exceptionnalisme américain et surtout les objectifs du COIN de protéger et rallier la population civile prenaient donc un dur coup.

Expliquant ce phénomène, une étude statistique de la *London School of Economics* a démontré que, lorsque l'ISAF tue des civils, le nombre d'attaques d'insurgés augmente proportionnellement. Pour leur étude, les chercheurs ont examiné entre janvier 2009 et mars 2010 des données sur les pertes civiles causées par la coalition, et sur les représailles qui ont suivi. Les pertes civiles causées par l'ISAF sont proportionnelles aux attaques contre la coalition. Ainsi, selon le modèle de cette étude, on constate une augmentation de 0,003% d'attaques par civil tué, ce qui voudrait dire que, dans un district de 83 000 habitants, si on tue deux civils, il y aura dans les semaines suivantes six attaques contre la coalition (Ackerman 2010). Dans les quatre premiers mois de 2010, les forces de l'ISAF avaient tués 90 civils, une augmentation de 76% par rapport à la même période en 2009, ce qui déclencha des émeutes à Kandahar (Hastings 2010 : 4). Ces pertes civiles nuisent à la crédibilité de l'ISAF de vouloir protéger la population et renforcent l'identité de l'insurrection qui prétend combattre un envahisseur étranger.

La stratégie COIN théorise que la population des villages va rejeter l'appui aux insurgés lorsque la coalition leur proposera des projets économiques, comme la construction d'une route. Mais dans beaucoup de cas rapportés, ils acceptent l'aide économique, sauf qu'ils demeurent neutres, attendant de voir qui va gagner sur le champ de bataille. Ainsi, Bing West commente qu'en donnant des milliards de dollars, on a créé une culture de dépendance plutôt qu'une rébellion contre les insurgés (West 2011 : xii). Ces immenses sommes d'argent provenant de l'Occident alimentent la corruption en Afghanistan et ne font qu'aggraver les problèmes.

Alissa Rubin du *New York Times*, qui couvrait la province de Kunar dans l'Est, rapporta en avril 2010 qu'après cinq ans de combat acharné, les troupes américaines se retiraient de la vallée de Korengal, connue sous le sobriquet de « vallée de la mort », en raison des nombreuses pertes de l'ISAF dans cette région. Cette retraite survenait plusieurs mois après que les Américains avaient évacué les provinces voisines de Khost et du Nuristan pour des raisons semblables. Prétextant qu'il n'y avait rien à gagner à rester dans ce territoire hostile, le Général McChrystal concéda que c'était une erreur dès le départ de croire qu'on pouvait pacifier cette région. Selon lui, il fallait plutôt concentrer les troupes là où il y avait des gains à faire, c'est-à-dire dans les villes peuplées. Que la vallée de Korengal soit une porte d'entrée à partir du Pakistan, et que la région ait été une des premières à se soulever contre les Soviétiques puis contre l'ISAF, ne semblait soudainement plus avoir d'importance dans le discours de McChrystal, qui concluait que, dans une guerre, les dynamiques changent et il faut savoir s'adapter (Rubin 2010). Après une double lecture de ces déclarations et une comparaison avec le rapport de McChrystal de 2009 expliquant l'importance de couper les insurgés de leur appui des zones tribales au Pakistan, il ne faut pas s'étonner du scepticisme des critiques de cette guerre.

Près d'un an plus tard, lorsque les Américains abandonnèrent complètement les provinces montagneuses du Nuristan et du Kunar, les commandants talibans répandirent la nouvelle que les Américains fuyaient les champs de bataille quand ils essayaient trop de pertes. Devenues des symboles de l'impuissance des forces armées américaines dans le récit des insurgés, les vallées de Bari Alai, Barge Matal, Ganjigal, Keating Dargas, Korengal, Pech et Wanat furent toutes abandonnées une après l'autre après de violents combats, et l'ISAF se replia dans les grands centres peuplés où on espérait que la stratégie du COIN aurait de meilleurs résultats (West 2011 : 120). Voilà un excellent exemple de l'analyse de Pierre Chayeron qui tentait de prouver que la doctrine de COIN conduit à investir dans les régions où la rébellion est établie, alors que celles qui sont déjà acquises sont délaissées et peuvent rebasculer dans l'insurrection. Les pratiquants du COIN n'ont donc jamais assez de troupes et en réclament toujours plus de la part de Washington (Chayeron 2010). En délaissant ces vallées frontalières au Pakistan, l'ISAF laissait à l'insurrection un avantage stratégique.

3.2 La plus longue guerre de l'histoire des États-Unis

Le 1er mai 2010, un Pakistanais de 30 ans, citoyen américain depuis 1 an, échoua à faire détonner une bombe sur *Times Square* à New York, puis fut arrêté. Lorsqu'il fut interrogé par la police, il admit avoir été entraîné dans un camp au Pakistan. L'événement prit alors des proportions médiatiques presque aussi grandes que s'il avait réussi son coup et servit de prétexte pour justifier l'importance d'avoir plus de troupes en Afghanistan et la nécessité d'étendre les opérations au Pakistan (Innes 2010). La nécessité d'assurer la prépondérance militaire des États-Unis par une guerre en *Af-Pak* était proclamé sur toutes les tribunes par des militaires actifs ou à la retraite, avec la même ardeur que si l'attentat avait réussi.

À la mi-mai, McChrystal se rendit à la Maison Blanche en compagnie d'Hamid Karzaï. Devant des journalistes et des dignitaires, le Président Obama vanta les mérites de ses deux partenaires et prononça le mot progrès 16 fois en moins d'une heure, mais sans jamais prononcer le mot victoire. L'événement a néanmoins été décrit par les médias comme l'engagement le plus ferme qu'Obama prit envers la stratégie de McChrystal depuis son discours à *West Point* (Hastings 2010 : 6).

La guerre en Afghanistan avait alors dépassé celle du Viêt-Nam comme guerre la plus longue de l'histoire des États-Unis. L'Opération *Moshtarak* continuait à s'éterniser sans résultat positif, alors que les pertes américaines passaient le cap symbolique des 1 000 morts, et que les embuscades faites avec des engins explosifs improvisés avaient doublé en un an. Depuis l'élection d'Obama jusqu'au printemps 2010, sa popularité avait continué à chuter, passant de 63% à 44% et pour diverses raisons, autant de politique intérieure qu'extérieure (Hastings 2010 : 2)

Le Pentagone prévoyait lancer l'Opération *Omaid* (espoir) sur Kandahar pendant l'été 2010. C'était la deuxième plus grande ville du pays et le berceau du mouvement taliban. Le plan consistait à prendre le contrôle de tous les quartiers de la ville en collaboration avec les troupes d'Hamid Karzaï et d'injecter 90 millions de dollars en aide afin de gagner l'appui de la population. L'Opération *Omaid* était présentée comme un tournant dans la guerre et comme la

principale raison du déploiement de troupes annoncé en décembre dernier. Mais le 10 juin, constatant que l'Opération *Moshtarak* n'avait pas atteint ses objectifs et qu'il fallait davantage de préparation, l'opération sur Kandahar fut reportée à l'automne (Hastings 2010 : 6).

Puis, le 22 juin, le magazine *Rolling Stone* publia l'article « *The Runaway General* », qui dressa un portrait du Général McChrystal un an après son entrée aux commandes des forces de l'ISAF. Dans cet article, McChrystal n'était pas tendre à l'égard de l'administration civile d'Obama. Le conseiller à la Sécurité nationale y était décrit comme un clown vivant encore en 1985, le vice-président était décrit comme étant insensé, et Holbrooke, l'ambassadeur en Afghanistan, était vu comme un autocrate. L'article mettait au grand jour la méfiance des militaires à l'égard de l'administration civile de la Maison Blanche (Hastings 2010).

Depuis la tempête médiatique de l'automne précédent, il y avait deux nouveaux récits en concurrence : une version qui affirmait que le Président par son leadership avait réussi à garder le contrôle sur les militaires en tant que *Commander in Chief* et l'autre récit qui considérait que les militaires avaient réussi à avoir ce qu'ils voulaient (Woodward 2010 : 372). L'article du *Rolling Stone*, hautement médiatisé, tendait maintenant à accréditer la deuxième version. C'était inacceptable pour la Maison Blanche. Après avoir consulté ses conseillers, Obama surprit le Pentagone en congédiant McChrystal pour avoir manqué de respect envers le contrôle des civils sur les militaires. Puis il ordonna à Petraeus de quitter le CENTCOM et de prendre en main le commandement de l'ISAF en Afghanistan, invoquant que personne d'autre n'était plus qualifié (West 2011 : 225). Le congédiement de McChrystal par Obama fut perçu comme la réaffirmation du principe du contrôle civil sur les militaires, et fut pendant trois jours la nouvelle à la une de tous les médias (Packer 2010).

Ce principe du contrôle des élus sur les militaires est une des fondations mythiques du système politique américain, assurant (en théorie) que les puissantes forces armées et leur corps d'officiers très influents ne posent aucun danger pour la démocratie. Mais comme le rappelle Bacevich, les officiers poursuivent leur propre agenda, porté par leur conviction propre qu'ils savent ce qui est bon pour leur pays, et par extension, ce qui est bon pour l'institution sur laquelle ils président. L'attitude du Pentagone n'est aucunement différente de celle d'un fabricant d'automobiles, d'un syndicat, d'une firme de finance, de groupes environnementaux ou

d'une église. Tous les acteurs qui sont à la tête d'une institution agissent selon ce qu'ils perçoivent être l'intérêt et la mission de celle-ci. Et comme nous l'avons vu, les militaires n'hésitent pas à faire des alliances avec les membres du Congrès, pour qui l'intérêt de la nation coïncide souvent avec ce qui bénéficie à leurs électeurs (Bacevich 2010f). Depuis 1945, l'hégémonie grandissante du Crédo sur l'ensemble de la classe politique américaine tend à démontrer que les civils n'ont pas vraiment de contrôle sur le complexe militaro-industriel et qu'au contraire, ils en font partie intégrante.

Quelques jours après le congédiement de McChrystal, le Comité sénatorial des forces armées approuva à l'unanimité la nomination de David Petraeus (DeYoung et Whitelock, 2010). Nous avons vu plus tôt comment il avait toujours eu la faveur des sénateurs de ce comité. Aussitôt approuvé, il alla dîner avec le vice-président Joe Biden puis, dans ce que les médias présentèrent comme une tentative de régler les dissensions internes, se rendit directement en Afghanistan rencontrer les ambassadeurs Holbrooke et Eikenberry, qui avaient toujours été opposés aux stratégies des guerriers-intellectuels. Devant les médias, Petraeus déclara : « *We are all firmly united in seeking to forge unity of effort [...] I will continue the emphasis on reducing the loss of innocent civilian life to an absolute minimum in the course of military operations* » (cité dans DeYoung et Whitelock, 2010).

Au sujet du retrait des troupes promis par Obama pour juillet 2011, Petraeus donna le ton en affirma que ce n'était pas une date de sortie mais le début d'un processus de transfert d'autorité au gouvernement afghan. Selon-lui, l'OTAN devait fournir une assistance en Afghanistan pendant encore longtemps après la date de juillet 2011 (DeYoung et Whitelock, 2010).

Est-ce que Petraeus serait à la hauteur pour redresser la situation qui se détériore en Afghanistan? En effet, Gareth Porter écrivait dans *Foreign Policy* que le dernier rapport de McChrystal, rapporté dans le journal *The Independent*, affirmait qu'aucun progrès clair n'avait été fait depuis l'offensive de février 2010 par rapport au plan approuvé en mars 2009 (Porter, 2010). Les médias complaisants allaient faire en sorte que Petraeus devint une fois de plus, le sauveur d'une situation désespérée. Dans les jours qui suivirent la nomination de Petraeus à la tête de l'ISAF, on revit dans les médias le même engouement qu'il avait connu en 2007 et dont

McChrystal avait fait l'objet en mai 2009. Le *New Yorker* le décrivit comme l'officier le plus talentueux de sa génération (Packer 2010), le Sénateur John McCain affirma que c'était un héros américain, et le *Washington Post* parla de lui comme d'un ambassadeur-guerrier (DeYoung et Whitelock 2010).

Richard Dreyfuss écrivit un article à la fin juin 2010 démontrant comment une palette de faucons, de néoconservateurs, d'intellectuels provenant de *think tanks* comme l'*Heritage Foundation* et le *Center for a New American Security* en collaboration avec les Républicains du Comité sénatorial sur la défense, se firent l'écho des propos du Général Petraeus sur toute les tribunes (Dreyfuss 2010). Après un an d'efforts et plusieurs manœuvres de palais, McChrystal avait eu toute les ressources nécessaires pour implanter en Afghanistan les concepts les plus radicaux tirés du FM 3-24. Maintenant qu'il était remplacé par l'architecte de cette doctrine, on était en droit de penser que Petraeus continuerait ce que McChrystal avait débuté.

Mais Petraeus n'était pas au bout de ses peines, car pendant l'été, la situation continua de se détériorer, et cela transparaissait beaucoup dans les médias. Ann Jones, une journaliste qui accompagnait les troupes américaines dans les opérations de l'année 2010 publia un article en juillet où elle ironisait sur le FM 3-24, qui affirme que chaque mort collatérale doit être compensée aux populations civiles par des cadeaux et des projets de construction, ce qui expliquait pourquoi l'Afghanistan était maintenant traversé de longues routes neuves. Elle rapportait aussi que les soldats de l'Armée Nationale Afghane volaient l'équipement de l'ISAF et la revendaient aux talibans. Quant aux mercenaires locaux des compagnies privées de sécurité chargées de protéger les convois de ravitaillement, ils payaient directement (avec l'argent des contribuables occidentaux) les insurgés pour ne pas se faire attaquer pendant le transport. De plus, la stratégie de chasser et de tuer les chefs des insurgés faisait en sorte de laisser des bandes indisciplinées de gangs armés, et maintenant sans leadership, piller les campagnes et ainsi augmenter la violence. Ann Jones se moqua de cette stratégie du COIN digne d'un Vaudeville, dans lequel on se retrouvait à payer pour les deux factions rivales ainsi que tous les brigands entre les deux, dans l'espoir qu'un jour ils déposeraient les armes et reconnaîtraient la légitimité d'un gouvernement perçu comme une marionnette des États-Unis (Jones 2010).

Malgré les 14 milliards de dollars envoyés pour former l'armée et la police afghane, seulement 40 des 150 bataillons prévus étaient opérationnels et 26% des soldats avaient déserté après avoir touché leur premier chèque, pour se faire réengager ensuite dans une autre province sous un autre nom (West 2011 : 227). Néanmoins, Hamid Karzaï mentionnait dans un discours que 2014 serait l'année où ses troupes seraient prêtes à assurer toute les responsabilités de la sécurité dans le pays, et cette déclaration fut reprise par les Américains (Engelhardt 2010c).

Puis à la fin juillet, une véritable bombe médiatique vint éclater au milieu d'une campagne de contre-insurrection qui allait de plus en plus mal. *Wikileaks* publia 92 000 documents d'archives du Pentagone, collectés entre janvier 2004 et décembre 2009. Ces documents, publiés par le *New York Times*, le *Guardian* et le *Der Spiegel*, donnaient l'impression que la situation en Afghanistan était pire que la version officielle qu'on présentait au public, ce qui constitue un exemple de double lecture faisant ressortir les points d'instabilité du récit des promoteurs du COIN. Sur ces documents de *Wikileaks*, le *New York Times* rapportait qu'il offrait une mosaïque claire qu'après 300 milliards de dollars dépensés dans une guerre qui durait depuis bientôt neuf ans, les insurgés étaient de plus en plus nombreux, mieux coordonnés et plus efficaces dans leurs opérations. Le gouvernement afghan était corrompu, sa police et son armée d'une loyauté discutable et le gouvernement pakistanais jouait double-jeu avec certains de ses officiers, aidant les insurgés en leur donnant de l'argent, des informations et des armes et parfois même des abris. Les documents démontraient aussi que les raids des forces spéciales et des drones sans-pilotes au Pakistan et en Afghanistan s'étaient accéléré sous l'ordre d'Obama et avaient tués beaucoup plus de civils innocents que de commandants insurgés (Schmitt 2010). D'autres documents que *Wikileaks* publia en décembre 2010 révélèrent que plus d'un milliard de dollars provenant des États-Unis comme aide au gouvernement Karzaï se retrouvait ensuite hors de l'Afghanistan pour être déposé dans des comptes de banques à Dubaï et ailleurs (West : 2011 : 227).

Finalement, 62% des Américains affirmaient dans un sondage que la guerre allait très mal et 44% n'approuvaient pas la façon dont Obama gérait celle-ci. 73% des Démocrates exigeaient que les États-Unis commencent à se retirer totalement en juillet 2011, tel que promis par Obama lors de son discours à *West Point* (Condon : 2010).

3.3 Petraeus prend sa guerre en main

Constatant que la situation était pire que jamais, les opposants à la guerre en Afghanistan reprenaient sans cesse la date de juillet 2011 pour mettre de la pression pour un retrait total des troupes (Bacevich 2010f). Avec une guerre qui devenait moins populaires chaque semaine, il devenait difficile pour les partisans du COIN de justifier cette guerre. Devant les critiques de plus en plus virulentes et le risque de voir Obama retirer les troupes en juillet 2011 tel qu'annoncé, les guerriers-intellectuels décidèrent de neutraliser cette menace de retrait une bonne fois pour toutes.

Au mois d'août, le Général Petraeus commença alors une série de manœuvres de palais par une tournée médiatique afin de convaincre le public américain que les États-Unis se devaient de continuer leurs efforts de contre-insurrection en Afghanistan au-delà de la date de juillet 2011 (Layne 2010). Il déclara au New York Times qu'il était contre tout départ précipité en juillet 2011, car : «*For the first time we will have what we have been working to put in place for the last year and a half* » (cité dans Filkins 2010). Dans un article qu'il publia lui-même dans le *Washington Post*, il écrit :

I think we're seeing the early stages of a population centric, comprehensive, civil-military, counterinsurgency effort. We are seeing the early results of the implementation of that kind of approach.. [...] In a three-month period, there were nearly 3,000 operations -- more than 350 insurgent leaders either killed or captured... (Petraeus 2010 : 1-3).

Dans une autre série d'interviews données à NBC, il exposa qu'il allait essayer de convaincre le Président de ne pas retirer de troupes l'été prochain. Au *Times*, il affirma sans ambiguïté qu'il résisterait à ce qu'on retire les troupes en juillet 2011 puisqu'elles accomplissaient présentement des progrès dans les trois phases prescrit par la doctrine du COIN, notamment celui de repousser les talibans hors de leur sanctuaire dans le sud du pays («nettoyer» et tenir») et que ses réformes du gouvernement afghan et la préparation d'une armée nationale faisaient en sorte que ceux-ci pourraient éventuellement prendre la place des troupes américaines

(«bâtir »). La hausse de violence de l'été venait du fait qu'on était en pleine saison de combat et que c'était un moment pivot pour reprendre l'initiative (Filkins 2010). Puis, Petraeus continua sa tournée en apparaissant à CBS, l'*Associated Press*, la BBC et NATO TV (Engelhardt 2010b). Dans toutes ses entrevues, le Général Petraeus démontrait ses talents politiques en étant patient, discipliné et prudent dans le choix de ses mots, afin d'amener l'interview en sa faveur (Filkins 2010).

Ces manœuvres médiatiques de Petraeus étaient les mêmes qu'il avait faites en 2007 pour appuyer son plan en Irak. C'est l'œuvre de sa carrière et de celle de tous ses collaborateurs qu'il défendait ainsi sur toutes les tribunes. Un Général avec autant d'ambition ne pouvait avouer son échec. Il devait préserver le régime de vérité qu'il avait construit tout au long de sa fulgurante carrière, sinon il irait rejoindre le panthéon historique des chefs de guerres déçus. Tout au long de cette tournée médiatique, Petraeus continuait à invoquer le mythe qu'il avait lui-même créé, celui du succès de sa stratégie en Irak en 2007 (Layne 2010). Par une analyse de l'intertextualité entre les discours de Petraeus de 2007 et 2010, on constate qu'il cherchait à se servir de son prestige, obtenu par le récit de ses victoires en Irak, pour repousser la date de retrait de juillet 2011 annoncé par Obama. En 2007 comme en 2010, les deux campagnes médiatiques étaient coordonnées avec des sorties publiques de la part d'intellectuels et de généraux à la retraite liés à l'industrie de la défense et qui se faisaient les échos des arguments de Petraeus. Le Colonel John Nagl, président du *Center for a New American Security* » et co-auteur de la théorie du COIN, écrivait :

... it will take "at least a generation for the U.S. to prevail in the fight against terrorism. The new strategy assumes that the global counter-insurgency may last as long as the Cold War, and will require a greater mobilization of national resources than has occurred to date (cité dans Layne 2010).

Tom Engelhardt déplorait alors cette tendance qu'ont les généraux et amiraux de promouvoir leur agenda politique en faisant des sorties médiatiques afin d'influencer les journalistes et commentateurs. Depuis la dernière guerre en Irak, le Pentagone était devenu habile à envoyer des bataillons de militaires à la retraite remplir les cases horaires des CNN et autres Fox News afin de promouvoir son agenda (Engelhardt 2010b). La multiplication des médias de masse et des canaux de nouvelles en continu avait accru cette tendance.

Parmi les nombreux intellectuels qui se firent l'écho de Petraeus pendant cette tournée médiatique, Engelhardt identifie Thomas Ricks du *Washington Post*, Michael O'Hanlon et Kenneth Pollack du *Brookings Institute*, Andrew Exum, un ancien adjoint de McChrystal, ainsi que John Nagl et David Kilcullen du CNAS, tous deux anciens collaborateurs de Petraeus. Ces personnes, ainsi que plusieurs autres, furent invitées à répétition dans les zones de guerre où les forces américaines les ont accueillies, leur ont fait faire le tour des opérations puis les ont renvoyées aux États-Unis offrir aux médias ce qui est perçu comme le récit « objectif » de la guerre (Engelhardt, 2010b). Avec eux, on retrouve les anciens néoconservateurs de l'ère Bush, comme Paul Wolfowitz, Dick Cheney et William Kristol, responsables de cette guerre, et qui ne lésinent pas sur les moyens afin de défendre leur héritage (Engelhardt 2010b). Tous ensemble, ils forment un puissant appareil de propagande pour maintenir le régime de vérité du Crédo et marginaliser les critiques de la guerre. Ils ne sont peut-être pas tous d'accord sur les moyens à employer, mais ils partagent tous le même récit de la nécessité d'assurer la prépondérance des forces militaires américaines dans le monde et de maintenir l'occupation militaire de l'Afghanistan (Engelhardt 2010b).

En novembre 2010, un article du *Wired* rapportait que, depuis l'arrivée de Petraeus en juin, la coalition avait mené 2600 attaques aériennes, une augmentation de 50% par rapport à 2009, accompagnée d'une augmentation de 30% de pertes civiles. Parallèlement, les opérations des Forces Spéciales augmentèrent aussi, permettant de tuer ou capturer en trois mois 339 chefs insurgés et 3 444 simples militants. Les commentateurs expliquèrent cette hausse par l'augmentation des opérations dans le sud, coïncidant avec l'arrivée des nouvelles troupes ordonnées en décembre 2009 et un désir de mettre suffisamment de pression sur les insurgés pour les forcer à négocier (Shachtmann 2010b).

De plus, le Général Petraeus s'est fait le promoteur d'une utilisation plus agressive des drones et des forces spéciales hélicoptères dans la zone tribale entre le Pakistan et l'Afghanistan. Autrefois commandés sous l'administration Bush pour frapper *Al Qaeda* au Pakistan, la CIA avait lancé depuis un an en collaboration avec les forces américaines, une véritable campagne de bombardement avec ses drones à partir de bases aériennes en Afghanistan, pour s'en prendre à

divers groupes d'insurgés. En septembre 2010, on rapporte 22 attaques de drones contre des cibles au Pakistan reliées au réseau *Haqqani* (Miller, 2010).

L'élection du Congrès en novembre 2010 vint aussi avantager les guerriers-intellectuels. Les Républicains étaient maintenant majoritaires dans la Chambre des Représentants, et cette dernière était donc beaucoup plus favorable au plan de Petraeus d'allonger la date de retrait. Ils firent pression sur l'Administration Obama qui accéda une fois de plus aux demandes des guerriers-intellectuels. Lors du sommet de l'OTAN à Lisbonne le 6 novembre, Petraeus, avec l'approbation d'Obama, présenta à ses collègues européens un plan basé sur quatre ans où le nombre de troupes serait progressivement réduit, mais laisserait quand même un contingent indéterminé au-delà de 2014 pour assister les forces de sécurité afghanes et mener des opérations contre *Al Qaeda*. Le plan fut adopté par le Congrès ainsi que par l'ensemble des chancelleries membres de l'OTAN (Engelhardt 2010c).

Les manœuvres de palais de Petraeus depuis l'été avait à nouveau porté fruit. Ce changement de ton était une victoire pour les militaires qui considéraient que l'annonce de retrait en juillet 2011 nuirait à l'application du COIN qui demandait plus de temps. Michael O'Hanlon de la *Brookings Institution* justifiait cette nouvelle date de 2014 par la logique que l'armée afghane et la police auraient alors atteint 350 000 membres à cette date, ce qui est pourtant peu probable avec les considérations énumérées dans les chapitres précédent (Bumiller 2010).

Comme il avait affirmé en 2007 à propos de l'Irak et à nouveau dans une entrevue à ABC en novembre 2010, Petraeus déclara que les opérations de contre-insurrection prenaient une dizaine d'années avant d'atteindre les résultats voulus. Une telle affirmation signifiait que face à un Président cherchant une porte de sortie rapide d'un conflit qui s'empirait de jour en jour, Petraeus avait manœuvré afin de donner au public, mais surtout aux décideurs, une perception de résultats positifs dans sa stratégie afin de gagner du temps (Engelhardt 2010c). Rappelons-nous que pour Petraeus, ce n'était pas la réalité qui était importante, mais comment les décideurs percevaient celle-ci. L'opinion publique était pour Petraeus, le pire ennemi d'une campagne de contre-insurrection comme il explique dans sa thèse de doctorat (Petraeus 1987 : 241).

Les cœurs et les esprits que Petraeus tentaient de conquérir n'étaient pas seulement ceux des Afghans, mais surtout ceux des décideurs américains et européens, notamment après que le gouvernement des Pays-Bas avait été renversé dans sa dernière élection à cause de son implication en Afghanistan, et que le nouveau gouvernement élu avait aussitôt retiré ses troupes, une tendance qui risquait d'être reproduite dans les autres pays de l'OTAN. Alors qu'avait lieu la conférence de Lisbonne, des manifestations massives avaient aussi lieu un peu partout pour dénoncer cette guerre. Les sondages dans tous les pays de l'OTAN montraient une opinion publique majoritairement opposée à cette guerre qui semblait de moins en moins utile (Engelhardt 2010c).

3.4 Changement de garde

En mars 2011, dans un rapport publié au Congrès, le département de la Défense exprimait son optimisme sur la situation en Afghanistan, avec des progrès prétendus tangibles dans l'objectif d'empêcher les talibans de renverser le gouvernement afghan et d'établir des sanctuaires pour *Al Qaeda*. Selon eux, la coalition avait repris plusieurs zones tenues par les insurgés, détruit plusieurs caches d'armes, perturbé leur réseau de communication et tué beaucoup de chefs talibans. Le rapport affirmait aussi que l'Armée Nationale Afghane avait continué à augmenter en efficacité, en qualité et en quantité et avait joué un rôle de plus en plus important dans les opérations, et s'appropriait même à prendre l'entière responsabilité de sept districts pendant l'été 2011. Ces progrès étaient selon eux directement imputables à l'arrivée des 51 000 soldats envoyés en renfort depuis l'élection d'Obama et à l'application de la stratégie du COIN de nettoyer, tenir et bâtir (DoD 2011b: 1-2). On prévoyait néanmoins de durs combats pour l'été 2011, qui verrait comme chaque été une contre-attaque des insurgés (DoD 2011b: 5).

Selon le *Washington Post*, c'était le rapport le plus positif publié depuis plusieurs années. Le même journal mentionne que l'analyse de la Maison Blanche, publié au même moment, était beaucoup moins positive, affirmant que l'insurrection avait augmenté en force dans la zone frontalière, là où des vallées avaient abandonnés par l'ISAF (Whitlock 2011). Cette différence de discours n'est qu'un des symptômes des perceptions différentes entre les bureaucraties de

l'administration américaine et on remarque aisément ces contradictions en faisant une double-lecture de ces discours.

Le rapport du Département de la Défense et les multiples discours des guerriers-intellectuels démontrent que le transfert de sécurité à la police et à l'armée afghane (troisième étape de la doctrine COIN) est l'objectif principal dans la stratégie de l'ISAF. Depuis 2002, les États-Unis ont dépensé 18 milliards de dollars pour mettre en place ces forces de sécurité locales, et prévoient dépenser 12,8 milliards en 2012. Mais ce rapport ne résiste pas à une double lecture, puisqu'il est très difficile, voire presque impossible, de savoir l'état réel de ces forces à cause de nombreuses désertions (Johnson et Dupee 2011). Des 110 000 Afghans recrutés en 2010, il n'en reste plus que 70 000 selon le Lieutenant-Général Caldwell, chargé des missions d'entraînement de l'ISAF (Caldwell, cité dans Johnson et Dupee 2011). C'est un taux de 32%, alors qu'en 2009, le taux de désertion était à 25% (Gareth 2009).

Obama présenta finalement en avril 2011 son plan de retrait des troupes américaines, prévu pour commencer en juillet 2011, comme promis lors de son discours à *West Point*. Il affirma qu'il était confiant que ce retrait serait significatif et que ce ne serait pas qu'un simple geste symbolique (Crower et Greenwald 2011). Le Pentagone quant à lui annonçait une proposition préliminaire pour retirer 5 000 soldats en juillet et 5 000 de plus avant la fin de l'année (Barnes et Entous 2011). C'est donc seulement 10% des troupes qui seraient réduites dans les six prochains mois. Au même moment, un sondage de *Rasmussen* révélait que 56% des Américains voulaient que la totalité des troupes soient ramenées d'ici un an (Crower et Greenwald 2011).

Le 28 avril, le président avait annoncé d'importants changements au sein de la structure de la sécurité nationale. Le Général Petraeus, qui prenait sa retraite en juillet après une carrière de trente-sept ans, devait être promu directeur de la CIA tandis que son prédécesseur, Leon Panetta, serait nommé Secrétaire à la Défense à la place de Robert Gates, qui terminait son mandat qu'il avait depuis 2006. À la tête de l'ISAF, Petraeus allait quant à lui être remplacé par un de ses collaborateurs, le Lieutenant-Général des *Marines*, John R. Allen (Wilson 2011). Obama qualifia ces gens de leaders intègres qui avaient dévoué leur vie à garder la nation forte et sécuritaire (Wilson 2011).

Pour remplacer l'Amiral Mullen au post de *Chairman* du *Joint Chief of Staff*, dont le mandat arrivait à terme, Obama choisit le Général Martin Dempsey, un vétéran de la guerre en Irak. Là bas, il avait travaillé au côté de Petraeus, les deux étant réputés pour être ami. Sa nomination était justifiée par son habileté à manoeuvrer au sein de la bureaucratie du Pentagone. À son sujet Obama déclarait qu'il avait tenu un rôle central dans les opérations de contre-insurrection en Irak, notamment en entraînant l'armée Irakienne, et qu'il était donc bien placé pour coordonner les Forces armées qui mènerait des opérations de contre-insurrection dans le futur (Garret 2011).

Le Lieutenant-Général John Allen avait servi comme adjoint de Petraeus en Irak et à la tête du CENTCOM et était un partisan de la doctrine du COIN au sein du corps des *Marines*. Il était donc le successeur des doctrines de Petraeus. Quant à Leon Panetta, il était réputé comme un politicien habile qui avait fait sa renommée dans les méandres des intrigues au Congrès dans de nombreuses manœuvres de palais. Le Sénateur John Kerry nota que la nomination de Panetta à la tête du Pentagone n'était pas étrangère à son passé de président du Comité du budget pour le Congrès sous l'Administration Clinton où il avait conseillé de nombreuses coupes budgétaires. Sa mission au DoD serait selon Kerry de couper le budget sans affecter la sécurité nationale (Wilson 2011). Dans la continuité du Crédo, Panetta assurait néanmoins que; «...*we are a nation at war, and job one will be to ensure that we remain the strongest military power in the world* » (cité dans Wilson 2011).

Il est pertinent de rappeler que Panetta avait siégé en 2006 (au côté de Robert Gates) sur une commission bipartisane créée par le Congrès afin d'émettre des recommandations concernant la gestion de la guerre en Irak. Les propositions de cette commission qui reprenait les thèses de Petraeus avaient eu un effet semblable sur l'opinion publique au rapport de McChrystal sur l'Afghanistan. L'impact médiatique de cette manoeuvre de palais avait pavé la voie à l'ascension de Petraeus et sa doctrine du COIN comme solution à l'instabilité en Irak (Wilson 2011).

Lors de sa confirmation devant le Sénat comme nouveau Secrétaire à la Défense, l'ancien directeur de la CIA se fit un ardent partisan d'une expansion à travers l'Afrique, le Moyen-Orient

et l'Asie centrale, des opérations secrètes des Forces spéciales et de la CIA (maintenant dirigée par Petraeus). Il élaborait même un plan qui placerait sous l'autorité de la CIA, dirigé par Petraeus, plusieurs unités des forces armées américaines lors d'opération de contre-insurrection et de contre-terrorisme (Panetta 2011 : 3-6). Sans aucune gêne, il déclara qu'une telle pratique permettrait d'utiliser la force militaire dans des opérations secrètes dont la Maison Blanche pourrait nier l'existence en toute légalité sans avoir aucun compte à rendre (Ackerman 2011). C'était la continuité de ce qu'il avait accompli à la tête de la CIA, en accroissant l'emploi de drones au-dessus du Pakistan, et semble indiquer que les États-Unis se soucient de moins en moins du droit international lorsqu'il est question d'affirmer leur prépondérance militaire. Questionné sur le nombre de troupes qui devraient être retirés cette année, Panetta répéta le même discours que Gates et Petraeus au sujet de l'importance du COIN et de la fragilité des gains accomplis pendant l'année si on retirait des troupes (Ackerman 2011).

Puis, coup de théâtre le 1er mai 2011, une équipe des Forces Spéciales *Navy Seals* tua Oussama Ben Laden dans son repaire au Pakistan. Le président fit aussitôt un discours à la nation dans lequel on retrouvait un condensé de tous les clichés, régimes de vérité et récits que nous avons abordés dans les chapitres précédents:

... Yet his death does not mark the end of our effort. There's no doubt that Al Qaeda will continue to pursue attacks against us. We must — and we will — remain vigilant at home and abroad. The American people did not choose this fight. It came to our shores, [...], Yet as a country, we will never tolerate our security being threatened, nor stand idly by when our people have been killed. [...] We will be true to the values that make us who we are. [...] Yet today's achievement is a testament to the greatness of our country and the determination of the American people. The cause of securing our country is not complete. But tonight, we are once again reminded that America can do whatever we set our mind to. That is the story of our history, whether it's the pursuit of prosperity for our people, or the struggle for equality for all our citizens; our commitment to stand up for our values abroad, and our sacrifices to make the world a safer place. Let us remember that we can do these things not just because of wealth or power, but because of who we are: one nation, under God, indivisible, with liberty and justice for all. [...]. God bless the United States of America (Obama 2011b).

Dans les deux semaines suivant la mort de Ben Laden, 69% des médias de masse avaient comme sujet principal l'opération qui avait tué l'ennemi public numéro un, du jamais vu tous

sujets confondus (Holcomb 2011). S'inscrivant dans le récit héroïque des Forces spéciales américaines, cette couverture médiatique incluait les moindres détails de l'opération ainsi que les portraits idolâtrés des membres ayant participé au raid : du Général qui commandait l'opération jusqu'au berger-allemand qui accompagnait la troupe. Pour ne citer que quelques exemples, *ABC News* les décrivaient comme des supermans, Jon Stewart les comparait aux X-Men et le *New York Times* parlait de chevaliers *Jedi* (Astore et Engeldhardt 2011). Avec la mort de Ben Laden, l'administration Obama et les guerriers-intellectuels ne pouvaient espérer meilleure nouvelle pour redorer l'image de leur guerre qui allait de travers.

Pourtant, une double lecture des médias sur la situation en *Af-Pak* démontre que la mort de Ben Laden eut l'effet inverse dans la région. La frontière poreuse avec le Pakistan facilitait toujours les insurgés qui pouvaient se retirer à l'abri au Pakistan malgré les incursions de plus en plus fréquentes des drones et des forces spéciales. Chaque fois que l'OTAN avisait Islamabad de l'éminence d'une opération contre les insurgés dans les zones tribales, la cible semblait être avertie d'avance et évitait l'attaque surprise. Il n'est donc guère étonnant que les Forces spéciales n'ait pas avertie le Pakistan de leur raide pour assassiner Osama Ben Laden. La violation répétée de la souveraineté du Pakistan et l'assassinat de Ben Laden renforça le récit des insurgés, et enclencha de violentes émeutes dans les zones tribales ainsi que dans plusieurs grandes villes du pays. (Schachtmann 2011).

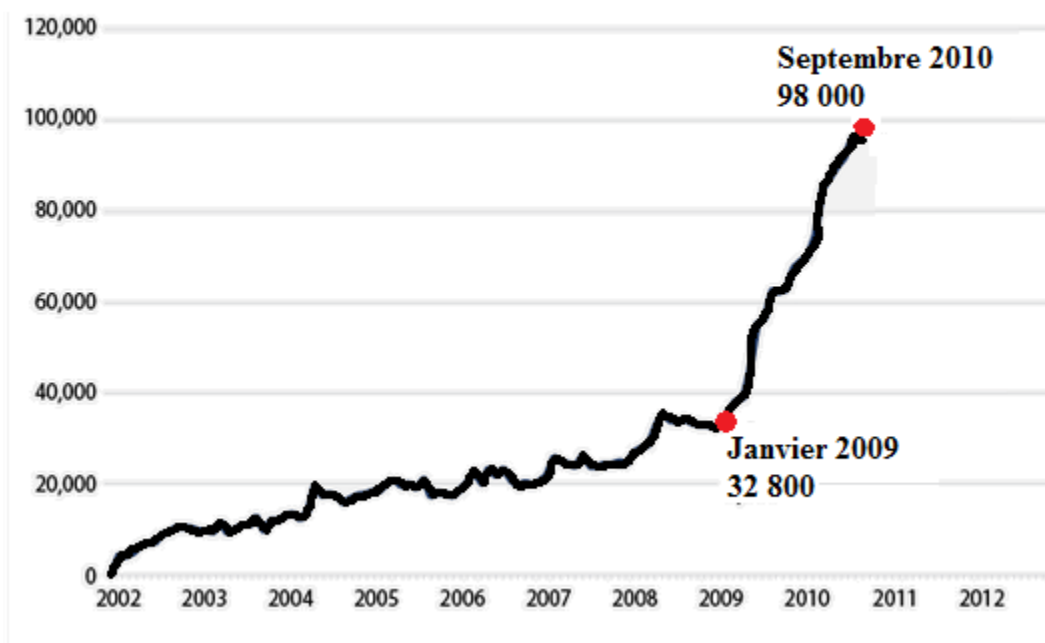
Afin de calmer sa population, le Pakistan annonça qu'il interdisait désormais les Forces spéciales américaines d'opérer sur son territoire. En représailles, les États-Unis annoncèrent le retrait de 800 millions de dollars en aide militaire, somme qui devait être versée au Pakistan dans sa lutte contre les insurgés islamiques. Les relations entre les deux pays se détérioraient de plus en plus alors que des forces paramilitaires islamiques menaient des attentats contre la police dans la ville de Karachi. Ces combats firent des centaines de morts des deux côtés (Lebovich 2011b). Le présumé organisateur des attentats du 11 septembre était mort, mais les relations entre les États-Unis et le Pakistan était pire que jamais, et l'insurrection continuait à prendre de l'ampleur des deux côtés de la frontière de l'*Af-Pak*.

3.5 L'héritage de Petraeus

Tout au long du printemps 2011, les Démocrates du Congrès appliquèrent davantage de pression sur le Président afin qu'il respecte son engagement de décembre 2009 au sujet du retrait des troupes en juillet. Le Sénateur Kerry qualifia le coût de la guerre comme étant intenable et le Comité Sénatorial des affaires étrangères qu'il préside publia un rapport très critique sur l'assistance économique apportée au gouvernement Karzaï. D'autres Sénateurs déclarèrent que l'Administration Obama devrait se concentrer seulement sur la chasse à *Al Qaeda* et protéger les intérêts Américains dans la région plutôt que de maintenir un coûteux déploiement de contre-insurrection (Wilson et DeYoung 2011).

Comme il avait promis 18 mois plus tôt et malgré les pressions des manœuvres de palais du Pentagone, le 22 Juin 2011, le Président Obama annonça qu'il retirait 10 000 soldats d'Afghanistan d'ici la fin de l'année, et 23 000 de plus d'ici l'élection de 2012, ce qui ramènerait le nombre de soldats au niveau de décembre 2009. Dans son discours, il justifiait sa décision par le fait que le *surge* des derniers mois avait contraint les talibans à négocier et qu'il fallait envoyer un message clair à Karzaï de se préparer à ne plus avoir le support de l'OTAN. Mais pour la première fois en public, Obama mit l'accent sur des considérations budgétaires; « *Over the last decade, we have spent \$1 trillion on war, at a time of rising debt and hard economic times [...] it is time to focus on nation-building here at home* » (cité dans Wilson 2011c).

Figure 2 : Nombre de soldats américains en Afghanistan entre 2002 et 2010



Source : Belasco, Amy. 2011. « The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 ». *Congressional Research Service*, mars 29, p 12.
<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>

Pourtant, quelques semaines après l'annonce d'Obama de réduire les troupes, le Lieutenant-Général William Caldwell, en charge de l'entraînement de l'ANA, donnait une conférence au *Brooking Institute* où il exhortait Washington à faire preuve de patience et où il invoquait une fois de plus la nécessité de garder une présence militaire en Afghanistan jusqu'à un futur indéfini (Gentille 2011). La mise en place d'une armée nationale forte était le fer de lance du plan de guerre de l'ISAF et correspondait à la troisième étape de la doctrine COIN, celle de bâtir en remplaçant les soldats américains par des agents locaux honnêtes et loyaux envers le gouvernement central. Caldwell est un autre guerrier-intellectuel qui a fait ses classes de contre-insurrection sous les ordres de Petraeus en Irak, où il a acquis son dernier grade en 2007. En Afghanistan, il est responsable du programme d'entraînement de l'Armée Nationale Afghane, où il leur apprend notamment les techniques du COIN. Dans un manuel qu'il a écrit sur les opérations de stabilité, et qui s'inspire du FM 3-24, on peut y lire que les guerres du futur seront de longs conflits asymétriques où les belligérants opéreront parmi la population. La confiance et

la loyauté que ces populations accordent à l'un ou l'autre des belligérants seront l'arbitre final qui mesurera le succès d'une opération (Caldwell 2008:6). La double lecture révélée dans les chapitres précédant montre que l'état actuel de l'Armée National Afghane ne correspond nullement aux théories de Petraeus et Caldwell.

Avec une guerre qui coûtait maintenant 10 milliards de dollars par mois, plusieurs représentants au Congrès, républicains inclus, commençaient à trouver la situation intenable. Malgré cela, le Sénateur John McCain répliqua que ce plan de retrait posait un risque de faire perdre les gains durement acquis dans la dernière année (Wilson 2011c). Petraeus répondit à cette annonce avec son calme habituel, ajoutant que les renforts envoyés en 2010 avait diminué les violences et insista que les troupes de l'ANA étaient plus efficaces et mieux entraînées malgré leur pertes trois fois plus lourdes que les soldats de l'OTAN. Au final, selon Petraeus, le succès ne serait mesurable qu'en 2014 lorsque l'ISAF transférerait les responsabilités de sécurité au gouvernement de Kabul et qu'il faudrait garder des troupes au-delà de cette date (Ignatius 2011).

Témoignant devant le Comité des Forces armées du Sénat afin de confirmer sa nouvelle nomination à la tête de l'ISAF, le Lt. Gen. Allen affirma que le retrait des troupes était d'une ampleur beaucoup plus grande que ce qu'il avait anticipé. Même s'il aurait toujours 68 000 soldats à sa disposition après 2012 pour mener une mission de contre-insurrection, le nombre réduit forcerait une dépendance accrue envers des missions de contre-terrorisme menées par les forces spéciales, l'aviation et les drones (Ackerman 2011d). Allen se retrouvait dans la même situation que Petraeus, mais avec des moyens réduits. Dans les prochains mois, l'ISAF devait réussir à tenir les gains obtenus dans la province d'Helmand et Kandahar tout en faisant face à une situation qui se détériorait dans l'Est, et ce, avec 33 000 soldats de moins. Commentant la nouvelle situation, John Nagl se montra sceptique, affirmant que c'était mathématiquement impossible de l'emporter dans ces conditions (cité dans Ackerman 2011c).

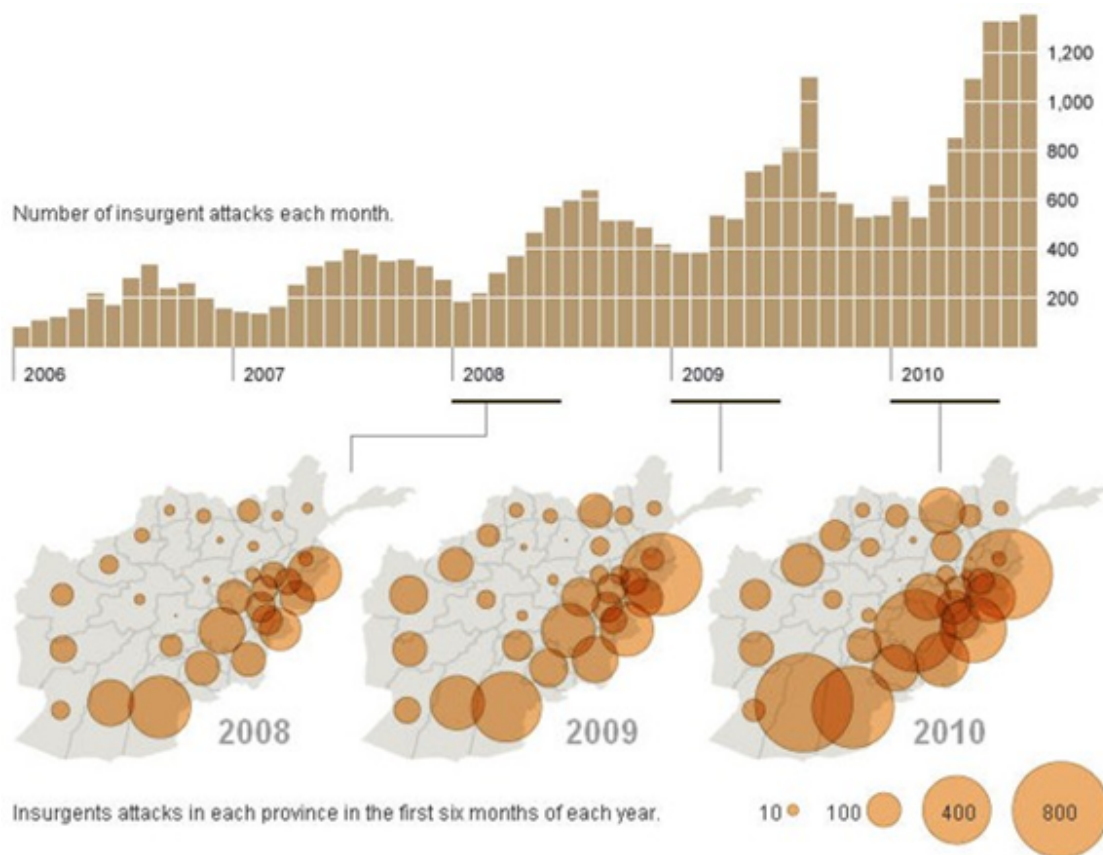
Le 1er Juillet, Petraeus quitta officiellement la tête de l'ISAF pour être nommé unanimement par le Sénat à la tête de la CIA (Lebovich 2011). Dans une entrevue au *New York Times* où il revenait sur l'ensemble de son œuvre, Petraeus se montrait confiant, affirmant que son plan en Afghanistan avait renversé le *momentum* des insurgés et que des signes de progrès

étaient apparus. Selon-lui, les attaques des insurgés en 2011 était moins fréquentes qu'à la même date en 2010; «*This is the first real indicator — for the first time since 2006 — compared to the previous year, insurgent attack numbers are lower* » (cité dans Gall 2011).

Les propos de Petraeus furent une fois de plus repris par les spécialistes militaires pour vanter la guerre en Afghanistan, mais une double lecture de ces discours révèle qu'ils se trouvent de plus en plus déphasés par rapport à ce qui se passait sur le terrain. En effet, le 28 Juin 2011, des insurgés avaient lancé une attaque spectaculaire contre l'hôtel Intercontinental, réputé comme la plus sécuritaire de Kaboul, et qui accueillait les gouverneurs des provinces venues discuter de la transition de la sécurité de l'ISAF vers l'armée Afghane. Ce coup d'éclat fit l'objet d'une couverture mondiale et fut le premier de plusieurs incidents pendant l'été 2011 et qui allait entamer durement la crédibilité du gouvernement Karzaï et de l'ISAF en termes de sécurité et de stabilité (Rondeaux 2011).

Deux semaines plus tard, le gouverneur de Kandahar, Ahmed Wali Karzaï (demi-frère du Président Afghan), fut assassiné par son propre garde du corps. Ce controversé seigneur de guerre réputé pour être corrompu et lié à la fois avec le trafic d'héroïne et la CIA, était l'homme fort de la ville de Kandahar, berceau du mouvement taliban. Maintenant qu'il était mort, sa succession allait entraîner une lutte de pouvoir entre les différentes factions de la ville (Ackerman 2011g). Jan Muhammad Khan, un autre homme fort de Karzaï, fut assassiné dans un attentat revendiqué par les talibans (Girardet 2011). Le 13 septembre 2011, des insurgés infiltrèrent le secteur fortifié de Kaboul, tenu par l'ISAF, afin d'attaquer l'ambassade américaine et le quartier général de l'OTAN. La bataille dura deux jours et, même si les assaillants furent repoussés, ce fut un autre dur coup pour la coalition dans sa capacité à assurer la sécurité de la capitale du pays (Holehouse 2011).

Figure 3 : Nombre d'attaques d'insurgés par mois et par région de 2006 à 2010



Source: Burgess, Joe. 2010. « Indicators of Worsening Security in Afghanistan », *The New York Times*, 12 septembre, <http://www.nytimes.com/interactive/2010/09/12/world/asia/20100912-afghan-indicators.html?ref=asia>

3.6 L'échec du COIN

Dans les faits, les attaques des insurgés pendant l'année 2011 étaient en hausse par rapport à 2010, et ce, malgré un nombre de soldats plus élevé que jamais sur le terrain pour assurer la sécurité (Ackerman 2011f). Il y avait eu 900 attaques d'insurgés dans les provinces de l'Est en mars 2011, le double de 2010 (Ackerman 2011b). À travers le pays, on enregistrait 1300 attaques à la bombe chaque mois (Ackerman 2011h). Un rapport de l'ONU publié en juillet 2011 faisait état d'une hausse de 51% de la violence par rapport à l'année précédente ainsi qu'une hausse de 20% de morts parmi les civils. Le rapport faisait aussi état de 435 000 réfugiés afghans déplacés

par la guerre. Ce rapport de l'ONU contredit le discours répété par Petraeus et le Lieutenant-général John Allen, qui affirmaient que la violence avait diminué par rapport à l'année précédente.

En décembre 2011, le Général Allen, au cours de plusieurs entrevues dans les médias, évoquait la nécessité d'avoir un engagement militaire dans le pays au-delà de 2014. Pour justifier la prolongation de l'occupation, il prenait en exemple l'explosion de violence hebdomadaire en Irak depuis qu'Obama y avait retiré toutes les troupes à l'été 2011. Il assura que dans tous les cas, le nombre des Forces spéciales en Afghanistan serait sûrement maintenu à son niveau actuel ou même augmenté après 2014 afin d'épauler le gouvernement de Kaboul. Il ajoutait que l'Armée nationale afghane serait capable de prendre la relève des forces américaines pour mener les opérations de contre-insurrection (Rubin 2011).

Ces déclarations ne résistent pas à une double lecture puisque, dans un rapport du Lieutenant-colonel Davis ou de plusieurs journalistes comme Ann Jones, la situation est problématique. Le Lieutenant-colonel écrit qu'il a vu un grand nombre d'unités de la police afghane et de l'ANA agir de façon non-professionnelle, refuser des ordres ou tout simplement être de mèche avec les insurgés. Des échanges radios entre l'ANA et les insurgés sont fréquemment interceptés par les forces de l'ISAF. Dans la plupart des cas, il s'agit d'unités de police qui essaient de négocier des pactes de non-agression avec les cellules d'insurgés de la région (Davis 2012 : 15).

Pour démontrer la distorsion de la réalité qui s'opère entre le terrain et les médias aux États-Unis, le Lieutenant-colonel Davis raconte une anecdote concernant la première brigade de l'Armée américaine, déployée dans la vallée de Pech. L'État-major avait alors décidé d'abandonner plusieurs bases de cette vallée. Davis s'est fait expliquer par ses supérieurs que les forces afghanes laissées sur place pour défendre ces vallées abandonnées n'avaient aucun moyen de tenir seules. Mais un porte-parole de l'ISAF déclara au *Washington Post* en février 2011 que les bases avaient été fermées parce que les forces de sécurité afghanes étaient maintenant en mesure de défendre la vallée sans assistance des Américains, et que c'était là un testament de la confiance que leur accordait l'ISAF. On présentait cette situation comme le succès des trois

phases de la doctrine COIN. Dans la réalité, les Forces américaines furent obligées de revenir dans la région l'été suivant pour chasser les insurgés qui en avaient pris le contrôle (Davis 2012 : 19).

En janvier 2012, la Maison Blanche annonça sa stratégie de réforme de l'ensemble de ses forces armées afin de se conformer au *Budget Control Act* et aux compressions budgétaires annoncées l'automne précédent. Les changements majeurs concernaient l'*US Army*, qui voyait son nombre de troupes réduit au même niveau qu'il était en 1990. Les réductions de 550 milliards dans le budget de la défense sur les dix prochaines années feront en sorte qu'en 2021, le budget de la défense sera seulement de 8% plus bas que ce qu'il est aujourd'hui, alors qu'il a gonflé de 30% depuis le 11 septembre 2001 (Rumbaugh 2012).

En février 2012, le Lieutenant-colonel Daniel L. Davis, de retour d'Afghanistan, publia un rapport dans l'*Armed Forces Journal*, qui fut repris par les principaux médias et même par la Maison Blanche. Dans son article intitulé *Truth, Lies and Afghanistan: How Military Leaders Have Let Us Down*, il expliquait comment cette guerre était devenue un désastre et comment les officiers-seniors des forces armées avaient trompé le public américain (Davis 2012b).

Il donnait davantage de détails dans un autre document de quatre-vingt-quatre pages, où il était très critique envers la façon dont Petraeus avait distordu la réalité pour vendre sa stratégie du COIN afin d'accroître les troupes en Afghanistan. Michael Hasting, du magazine *Rolling Stone*, qualifiait même ce rapport de plus important document des dix dernières années produit par un officier en service. Les premières lignes de son rapport allaient comme suit :

Senior ranking U.S. military leaders have so distorted the truth when communicating with the U.S. Congress and American people in regards to conditions on the ground in Afghanistan that the truth has become unrecognizable. This deception has damaged America's credibility among both our allies and enemies, severely limiting our ability to reach a political solution to the war in Afghanistan (cité dans Hasting 2012).

En effet, lorsque, par une double lecture, on regarde dans les chapitres précédents l'ensemble des déclarations faites par les militaires et qu'on les compare avec les statistiques, on

se rend compte à quel point leurs déclarations peuvent paraître farfelues pour un observateur attentif.

Ainsi, le rapport 2011 de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (ou MANUA) concluait que les pertes civiles avaient augmenté de 8%, faisant de 2011 la dernière des cinq années consécutives où les pertes civiles avaient augmenté, et donc l'année la plus meurtrière des dix ans de guerre et ce, malgré la stratégie américaine cherchant à protéger la population. Selon le rapport, la majorité des décès (77%) étaient causés par des IED et des attentats-suicides, mais 400 morts étaient attribuables à l'ISAF, une baisse par rapport à 2010. Quarante-et-un civils avaient été tués par les soldats et les policiers du régime Karzaï, et il y avait également eu 133 blessés, une hausse de 192%. Considérant que les forces afghanes avaient remplacé les forces de l'ISAF dans de nombreuses missions, la corrélation entre la baisse de victimes civiles par les forces de la coalition et la hausse de celles causées par l'ANA est claire. Le rapport de l'ONU mentionnait aussi que 185 632 Afghans avaient dû fuir leur village, une hausse de 45% (UNAMA 2012 : 1-9).

De septembre 2009 à mars 2010, les attaques sur l'ISAF et l'ANA connurent une hausse de 83%. Les fusillades et les attaques d'IED comptaient pour le tiers de ces attaques. Le taux d'attentats avec des engins explosifs était de 94% plus élevé que celui de l'année précédente à la même période, et il y avait maintenant en moyenne trois attaques-suicides par semaine (Cordesman 2012:28). En juin 2010, le ministre de l'Intérieur de l'Afghanistan confiait à la presse internationale que seuls neuf districts sur trois-cent-soixante-quatre étaient considérés comme sécurisés. La hausse de ces attaques est corolaire à la hausse du nombre de troupes américaines en Afghanistan, telle qu'exigée par McChrystal. La hausse du PIB que connut le pays masque sa réalité économique, où le tiers de la population est dépendante d'aides provenant du programme d'assistance alimentaire de l'ONU (*Ibid*).

Le nombre de pertes américaines atteignit son plus haut point de la guerre en octobre 2011, malgré l'envoi de 30 000 soldats additionnels dans les 18 mois précédents. Du 1^{er} janvier 2010 jusqu'en septembre de la même année, il y eut 363 morts et 3792 blessés. Du 1^{er} janvier 2011 jusqu'en septembre 2011, les pertes furent au nombre de 353, en plus des 4309 blessés. De

2008 à 2009, les pertes avaient déjà augmenté de 48%. Il est clair que l'insurrection a réussi à s'adapter à chacune des tactiques américaines visant à les neutraliser (contre-terrorisme ou contre-insurrection). Chaque fois que les Américains ont changé leur stratégie, ça n'a pas empêché l'insurrection de prendre de l'ampleur.

Dans son rapport qu'il avait laissé couler dans les médias en août 2009 lors de sa fameuse manœuvre de palais, le Général McChrystal mettait en garde le président qu'il devait augmenter le nombre de troupes ou perdre la guerre. Comme nous l'avons vu plus haut, ce rapport et son large écho dans les médias avaient été une des principales raisons qui avait contraint Obama à céder aux demandes des promoteurs du COIN. Pourtant, malgré les efforts consentis et la stratégie de contre-insurrection adoptée, la situation était pire en 2011 qu'en 2009, mais Petraeus puis le Général Allen, répétaient sans cesse dans les médias que l'ISAF avait stoppé le *momentum* des insurgés (Davis 2012 : 30). On se pose alors la question suivante : comment la violence de 2009 peut être interprétée comme une catastrophe alors que, dans un contexte de niveau de violence beaucoup plus élevé deux ans plus tard, on affirme que la stratégie est un succès?

La réalité, c'est qu'en augmentant le nombre de troupes et en continuant à appuyer un pouvoir central à Kaboul, détesté de la population, les Américains ont simplement augmenté le nombre de cibles pour les insurgés. Dans son rapport, Davis établit une corrélation directe entre la hausse du nombre d'attaques et le nombre de troupes progressivement déployées, puis retirées. Le retrait de 10 000 soldats entre juin et décembre 2011 a été suivi d'une baisse de la violence de 10% (Davis 2012 : 31).

Depuis le début de l'année 2012, des membres de l'Armée nationale afghane ont tué six Américains et quatre Français dans quatre incidents séparés. Après ces incidents, les Allemands et les Français ont annoncé leurs intentions de quitter l'Afghanistan le plus tôt possible. Rappelons que, depuis 2007, ce sont 76 soldats de l'ISAF qui ont été assassinés par des policiers ou des soldats de l'ANA au cours de 47 incidents séparés. En avril 2011, un Colonel afghan avait tué neuf entraîneurs de l'Armée américaine, et les funérailles de ce Colonel mort dans la riposte des soldats américains avaient attiré 1500 Afghans. Le fait que les soldats de l'ISAF soient

assassinés par les soldats afghans qu'ils entraînent crée un sentiment de méfiance et semble être la tendance d'un mouvement de rébellion au sein de nombreuses unités de l'ANA. Cette tendance à la hausse est une preuve de l'échec de la doctrine COIN.

En février 2012, après que des corans furent brûlés par des soldats américains dans la prison de Bagram, on assista aux plus grandes émeutes qu'ait connues l'occupation de l'ISAF jusqu'ici et qui firent une trentaine de morts. Englehardt rapportait d'ailleurs que, dans plusieurs manifestations à Kaboul contre les troupes d'occupation, on entendait des chansons et des slogans en faveur des talibans. Pendant une de ces manifestations, un soldat de l'Armée nationale afghane tua deux soldats américains, puis s'enfuit en se cachant dans la foule (Engelhardt & Turse 2012). En mars, un soldat américain assassina de sang-froid et sans raison apparente 16 civils afghans dont plusieurs enfants. Le 15 mars, les leaders talibans rompaient toutes les négociations de paix avec le gouvernement afghan (Londoño 2012).

Après ces événements tragiques, l'appui de l'opinion publique américaine continua à descendre. Un sondage conjoint du *New York Times* et de *CBS* révélait que 69% de la population trouvait que la situation allait très mal, contrairement à 42% en novembre de l'année précédente. Dans un autre sondage conjoint du *Washington Post* avec le réseau *ABC News*, 60% des répondants trouvaient que la guerre en Afghanistan n'était pas nécessaire, et 57% des répondants d'un sondage du *Pew Research Center* affirmaient que les États-Unis devaient ramener leurs troupes le plus tôt possible, alors que cette proportion n'était que de 54% le mois précédent. Dans un sondage Gallup, 50% croyaient que les États-Unis devaient accélérer le retrait. Ces sondages révélaient aussi que les électeurs républicains avaient tendance à vouloir une occupation maintenue jusqu'à une stabilisation de la situation (Bumiller 2012).

À la mi-mars, la Maison Blanche, les deux tiers des candidats républicains à l'élection présidentielle et la majorité des pays membres de l'OTAN se prononçaient publiquement sur les tribunes pour un retrait accéléré d'Afghanistan, tandis que la majorité de l'*establishment* militaire et des républicains du Congrès essayaient de leur faire échec. Sur les ondes de CNN, le Général John R. Allen affirmait que sa campagne en Afghanistan allait bien, et qu'une baisse du nombre de troupes nuirait à la mission. Puis, pour se justifier, il enchaîna avec le discours

habituel que nous avons si souvent entendu de la bouche de ses prédécesseurs. Fidèle au Crédo, il rappela la nécessité stratégique de stabiliser l’Afghanistan et louangea la collaboration entre ses « amis » (les Forces de sécurité afghanes) et les troupes de l’ISAF dans la gestion des émeutes et des attaques en réaction à l’incinération des corans et à l’assassinat des 16 villageois. Les meurtres de soldats américains par des soldats afghans étaient aussi décrits comme des incidents isolés. Nous pouvons noter que les mots « ami » et « relation » apparaissaient une dizaine de fois dans son discours (Ackerman 2012). Le sénateur républicain Lindsay Graham lui apporta son appui en affirmant que toute réduction de troupe avant 2014 mettrait en péril la mission et il ajouta : « [...] *you don’t put a man in charge of a war and undercut his ability to do his job* » (cité dans Cushman & Shanker 2012).

Puis, témoignant devant le Congrès, le Général Allen réaffirma son optimisme envers sa stratégie et déconseilla toute réduction de troupes avant 2014. Invoquant les récits du siècle précédent sur le COIN, il affirma qu’à travers l’histoire, les insurrections avaient rarement été vaincues par des forces étrangères et qu’elles se faisaient plutôt battre par les forces indigènes des gouvernements locaux. À long terme, les objectifs d’assurer la stabilité de l’Afghanistan et d’empêcher la formation de sanctuaires abritant des terroristes seraient accomplis par une armée locale forte, soutenue par les États-Unis (Cushman & Shanker 2012).

Mais, contrairement à celles de ses prédécesseurs, les manœuvres de palais du Général Allen visant à empêcher un retrait rapide d’Afghanistan eurent peu d’impact. Il était maintenant difficile de trouver des alliés en dehors de l’État-major, du Secrétaire à la Défense et du *triumvirat* républicain de McCain, Graham et McKeon qui siègent aux comités du Congrès sur les questions de défense (Ackerman 2012). Dans ce contexte de hausse de la violence, le débat à Washington pendant l’hiver 2012 tournait autour de la possibilité de réduire d’ici 2013 le nombre de troupes à 20 000 soldats, un indice clair que la Maison Blanche avait totalement perdu confiance en la stratégie des promoteurs du COIN et cherchait une porte de sortie le plus rapidement possible. D’ici septembre 2012, 22 000 soldats supplémentaires seront retirés d’Afghanistan, tel qu’annoncé en juin 2011. Le débat a toujours lieu sur la façon de procéder pour retirer rapidement les 68 000 soldats restants d’ici 2014. Trois options sont en considération selon la Maison Blanche et le Pentagone. L’un des plans, produit par le Conseil de Sécurité

nationale, est de retirer 50 000 troupes supplémentaires d'ici juin 2013. Le Vice-président Joe Biden est quant à lui partisan d'un plan plus ambitieux de retirer toutes les troupes d'ici juin 2013 et de ne garder que des Forces spéciales afin de mener des raids de contre-terrorisme (CT). Cette position est en continuité avec ce qu'il affirme depuis 2008. Du côté du Pentagone, on s'oppose à toute réduction. La décision finale sera sûrement influencée par les discussions du sommet de l'OTAN qui se tiendra à Chicago en mai 2012.

Dans son analyse de l'évolution de la situation, John Nagl prédit un Afghanistan où les forces de sécurité du gouvernement mèneront leur propre opération de contre-insurrection, soutenue par la puissance de 10 000 Forces spéciales américaines ainsi que par l'appui de l'*U.S. Air Force* et des drones sans pilotes. Selon Nagl, puisque l'armée afghane compte désormais 300 000 hommes, nombre qui pourrait pourtant être mis en doute, elle serait capable de mener une contre-insurrection avec l'appui de l'ISAF et des opérations de la CIA dirigées par Petraeus (Nagl 2012).

Outre les lacunes des Forces de sécurité afghanes décrites précédemment par Davis (2012), Jones (2009, 2010) et Engelhardt (2012), ajoutons la nature des rapports sociaux afghans pour mettre en doute l'efficacité du plan de guerre américain. Les rapports politiques en Afghanistan sont basés sur des pratiques de clientélisme quasi-féodales, où un individu se met sous la protection d'un patron, généralement un seigneur de guerre ou un grand propriétaire terrien, qui sera en mesure de fournir la sécurité et les bénéfices à la famille de l'individu. Si un patron échoue dans ses obligations envers l'individu, ce dernier se trouvera un nouveau patron apte à lui fournir ce qu'il recherche. Autrement dit, pour leur propre sécurité et leurs propres bénéfices, les Afghans appuient toujours le belligérant le plus fort, et, si ce celui-ci est en voie de devenir un perdant, ils n'ont aucun problème à l'abandonner et à se tourner vers un nouveau protecteur. Dans l'imaginaire identitaire de ces tribus, le concept de loyauté envers une cause est pour elles irrationnelle. Être capable de se placer sous la protection du plus fort est pour elles le signe d'une intelligence nécessaire à l'instinct de survie et cadre parfaitement dans leur imaginaire sécuritaire.

Ainsi, les Afghans savent que la majorité des forces de l'OTAN se seront retirées en 2014, ce qui coïncide avec l'année de leur prochaine élection présidentielle. Hamid Karzaï ne

pourra pas se présenter à nouveau pour un autre mandat, tel que stipulé dans la constitution. L'insurrection est présente partout dans le pays et en hausse constante chaque année. On peut donc comprendre les soldats et les policiers des Forces de sécurité afghanes de ne pas risquer leur vie pour une cause qui leur semble déjà perdue d'avance.

L'histoire récente de l'Afghanistan démontre qu'il est très difficile pour un gouvernement de rester au pouvoir plus d'une dizaine d'années. Que ce soit pour le cas du régime socialiste de Najibula, appuyé par l'URSS dans les années 1980, pour celui des Talibans, renversé en 2001, ou pour Karzaï présentement, les forces armées de ces régimes ne se sont jamais battu avec conviction pour les défendre et se sont toujours retournées contre eux lorsque leurs membres sentaient le vent tourner en défaveur du régime. Les insurgés, qui ont eu raison des Forces coloniales britanniques par trois fois, ainsi que les soldats de l'Armée rouge étaient tous des guerriers d'occasion rattachés à un seigneur de guerre pour combattre un envahisseur qui occupe leur territoire. Et, dans tous les cas, les insurgés et les soldats de l'armée nationale furent les mêmes personnes qui changèrent de camp au gré des conjonctures.

Au final, nous avons démontré que la doctrine du COIN a échoué dans son objectif premier, qui était de protéger les populations civiles. Par conséquent, les manœuvres de palais des guerriers-intellectuels n'ont servi qu'à alimenter une guerre qui menace de ruiner financièrement les États-Unis, embourbés depuis 10 ans dans cette région historiquement connue comme le cimetière des empires.

CONCLUSION

Nous avons cherché dans ce mémoire à analyser le discours et les manœuvres de palais de certains hauts gradés des Forces armées américaines afin d'évaluer leur impact sur le prolongement de la guerre en Afghanistan. En utilisant une variante d'approche poststructuraliste, nous avons vu que la guerre en Afghanistan est un épisode historique à l'intérieur de laquelle une variété de pratiques discursives sert à constituer le sens partagé de l'identité américaine. Comme nous l'avons vu, face à un lobby d'état-major qui a réussi à exploiter le récit du Crédo, le Président Obama a cédé chaque fois que la pression a été trop forte. Il aurait très bien pu leur tenir tête et dire non, mais comme nous avons vu dans ses discours, le *Commander in Chief*, élu sous une rhétorique du changement, partageait pourtant le même imaginaire sécuritaire que tous ses prédécesseurs ainsi que les guerriers-intellectuels qui le confrontent. Aller à l'encontre de cet imaginaire sécuritaire aurait aliéné un Congrès dans lequel le parti Démocrate avait de moins en moins d'influence. Comme nous l'avons démontré dans ce mémoire, les manœuvres de palais ont été habilement médiatisées et en sont venues à façonner le sens et l'interprétation que les décideurs avaient de cette guerre, en s'accordant parfaitement avec le Crédo et les intérêts du complexe militaro-industriel.

Rappelons que, chez ces intellectuels, le Crédo est constitué d'une solide conviction en l'exceptionnalisme américain, et leur devoir est d'assurer l'ordre et la prospérité, et de transformer le monde par leurs valeurs américaines dites universelles (Bacevich 2010 : 13). Lorsque ces prémisses du récit sont profondément ancrées dans l'identité de l'élite et de leur perception de ce qu'ils doivent faire pour régler un problème, il est facile pour les militaires d'influencer le décideur qui partage les mêmes perceptions. L'habileté exceptionnelle de ces guerriers-intellectuels à se façonner une image médiatique de surhommes capables d'assurer la prépondérance de la puissance militaire, n'a fait que renforcer leur position d'autorité et leur capacité à réussir leur manœuvre de palais, qui ont prolongé la guerre et aspiré toujours davantage de fonds publics dans le complexe militaro-industriel.

Il y a vingt ans, personne n'avait prévu l'effondrement de l'Union Soviétique, notamment Robert Gates, qui était un des experts sur le Kremlin le plus réputé de la CIA. Dans son

imaginaire sécuritaire, Washington percevait seulement la menace militaire de l'URSS. Le complexe militaro-industriel soviétique, tout comme celui des États-Unis aujourd'hui, ne cessait de grossir malgré une économie en panne et un gigantesque déficit. Le Kremlin engloutit ses ressources dans l'aventure militaire en Afghanistan, qui dura dix ans et causa un million de morts. À l'époque, Gorbatchev compara la guerre d'Afghanistan à une plaie ouverte dans le flanc de l'URSS. Les leaders soviétiques interprétèrent erronément leur puissance militaire comme étant la seule garante de la survie de leur État, mais cette erreur causa l'effondrement du régime deux ans après le retrait d'Afghanistan. (Engelhardt 2010d).

Vingt ans plus tard, les leaders américains semblent avoir emprunté la même route. Dans leur récit visant à s'autoproclamer la seule superpuissance restante, et se servant de l'événement hautement médiatisé du 11 septembre pour légitimer leurs politiques, les Américains ont voulu assurer leur prépondérance militaire en soutenant des expéditions militaires aux frontières les plus reculées afin de garantir une *Pax Americana*, mais qui dans les faits est un état de guerre perpétuel. Tout comme pour l'URSS, le seul bénéficiaire a été le complexe militaro-industriel aux dépens des autres secteurs de la société. Bien que la guerre en Afghanistan soit devenue un fiasco difficile à nier, l'expérience de ce conflit, qui est une continuité du Crédo, engendrera d'autres interventions militaires des États-Unis ailleurs dans le monde. Constatant les révoltes du printemps arabe, John Nagl commentait que, dans la plupart des cas, les États-Unis supportaient les gouvernements contestés, et que la tendance inévitable des prochaines années serait de les aider militairement à mener des missions de contre-insurrection contre ces révoltes (Nagl 2012).

Par l'entremise de l'AFRICOM créé en 2007, qui est l'équivalent africain du CENTCOM, les États-Unis sont en train d'accroître leur présence militaire sur ce continent. Dans ce que Paul Mutter décrit comme un nouveau Grand jeu, l'AFRICOM viserait à appuyer les régimes favorables aux intérêts américains aux dépens des investissements de la Chine, qui vient y chercher les ressources naturelles qu'elle a besoin pour alimenter sa croissance. La chute du régime libyen de Kadhafi fut rendue possible seulement parce que les États-Unis avaient aidé directement les rebelles libyens à renverser le régime. Par la suite, Obama ordonna le déploiement de Forces spéciales en Ouganda et au Djibouti. L'État-major de l'AFRICOM mena aussi des exercices militaires au Nigéria, le cinquième fournisseur de pétrole des États-Unis, au

cas où ce pays, surpeuplé et au bord de la guerre civile, tomberait aux mains de forces insurgées. Finalement, la CIA, maintenant commandée par Petraeus, mène des bombardements intensifs en Somalie à l'aide de drones sans pilotes (Mutter 2011).

Cette militarisation des solutions à la pauvreté se répand aussi dans des pays d'Amérique latine, où les armées nationales sont utilisées pour pacifier les populations rongées par les réseaux du crime organisé. Depuis 2006, l'armée mexicaine mène une guerre d'usure contre les cartels de la drogue, avec une aide de 1,4 milliards de dollars fournie par les États-Unis. L'Amiral Mullen fit même une tournée au Mexique en 2009 afin de convaincre le gouvernement Mexicain d'adapter la doctrine de contre-insurrection (Morgan 2009). Sous l'influence des Américains, l'armée du Brésil mène des opérations de contre-insurrection dans ses *favelas* de Rio de Janeiro depuis novembre 2010 tandis que le Congrès du Honduras, après un coup d'état supporté par Obama, a changé sa Constitution en novembre 2011 pour permettre à ses forces armées de mener des opérations de police sur sa population (Deheza et Ribet 2012). Des *think-tank* américains, reliés à la doctrine du COIN, publient constamment des études pour promouvoir cette doctrine dans le contexte latino-américain (Burgoyne 2011).

Pour le Pentagone, le maintien de sa prépondérance militaire passera par des actions dans des environnements urbains densément peuplés. Selon les guerriers-intellectuels, toutes les tendances indiquent qu'à mesure que la population mondiale augmentera et que l'écart entre les riches et les pauvres s'accroîtra, les champs de bataille du XXI^e siècle seront les bidonvilles surpeuplés des cités côtières d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, où il faudra mener des opérations de contre-insurrection et de contre-terrorisme. Les analystes du CNAS comme Nagl et Barno mentionnent que la pauvreté alimentera des mouvements d'insurrection violents menaçant la libre-circulation des marchandises et des ressources naturelles nécessaires aux intérêts des États-Unis (Axe 2011). On retrouve encore une fois dans cette géopolitique de tabloïd la nécessité de la prépondérance de la puissance militaire et un écho au discours de la doctrine Truman de 1947. Aujourd'hui, le Pentagone dépense dans sa machine de guerre plus de la moitié de tous les autres pays réunis, et les fabricants d'armes américains fournissent 70% du marché mondial des armes.

Comme jadis en URSS, l'exaltation qu'exprime une grande partie de la classe politique à financer toujours davantage l'appareil militaire aux dépens du reste de la société semble être devenu la nouvelle norme (Engelhardt 2010d). Avec son incapacité à gagner ou financer les guerres d'Irak et d'Afghanistan et son impuissance face aux révolutions arabes de 2011, les États-Unis sont manifestement une puissance en déclin et ne semblent plus capables de développer des industries innovatrices, sinon celle de faire la guerre. Par une cruelle ironie de l'histoire, le complexe militaro-industriel semble être devenu le principal produit d'exportation des États-Unis. Cette industrie florissante exporte des conflits dans des territoires lointains, à travers des opérations menées par une classe professionnelle de militaires et de mercenaires, qui accomplissent la volonté d'un exécutif centralisateur, financé par un déficit croissant, et ce, dans le but de maintenir l'intérêt d'une classe dominante (Astore et Engelhardt 2011).

Quant aux classes laborieuses, qui fournissent les taxes et la chair à canon nécessaires pour mener ces guerres aux objectifs vagues, leur opinion compte peu car l'imaginaire sécuritaire est hégémonique, et toutes critiques sont marginalisées dans les médias de masse par les légions d'intellectuels et de généraux à la retraite. Les manœuvres de palais visent avant tout les décideurs et ne semblent pas avoir besoin du support populaire pour réussir. On répète sans cesse dans les discours que le monde est de plus en plus petit, complexe et dangereux. Partant de cette géopolitique de tabloïd, on ajoute qu'il est impératif d'intensifier les efforts afin d'assurer la paix mondiale, et, pour ce faire, il faut consacrer davantage d'argent et de ressources à une coercition violente drapée dans des prétextes humanitaires. Il faut se tenir toujours prêt à intervenir à n'importe quel endroit sur Terre. Tel est l'impératif que vise à accomplir la doctrine du COIN.

Les défis, dangers et menaces du XXI^e siècle, que ce soit le réchauffement climatique, la pauvreté, le terrorisme et la violence qu'ils engendrent, n'ont plus rien à voir avec les menaces qui ont inspiré Washington à mettre en place en 1945 son Crédo. Les problèmes ont changé, mais, en tant que prisonniers du régime de vérité de la sécurité nationale, on continue toujours à appliquer la même solution, avec une conviction profonde que les États-Unis sont obligés de maintenir une présence militaire sur l'ensemble du globe et à s'en servir de façon disproportionnée chaque fois qu'un problème survient (Bacevich 2010 : 224). On y sacrifie ainsi

des centaines de milliards de dollars et des milliers de vie sans arriver à des résultats qui correspondent aux objectifs fixés.

Il suffit de contempler les 500 milliards engloutis dans la guerre en Afghanistan et d'imaginer où la société américaine en serait si cet argent avait été investi dans le développement d'énergies renouvelables ou dans l'éducation populaire des masses. Mais ces milliards sont plutôt disparus dans les coffres de vendeurs d'armes et dans le maintien et l'augmentation de la violence en Afghanistan. Tel est l'impact du discours de contre-insurrection et des manœuvres de palais des guerriers-intellectuels.

BIBLIOGRAPHIE

Ackerman, Spencer. 2010. « Civilian Casualties Create New Enemies, Study Confirms », *The Wired*, 6 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/07/civilian-casualties-create-new-enemies-study-confirms/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011. « Panetta: Escalate Shadow Wars, Expand Black Ops », *The Wired*, 9 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/panetta-escalate-shadow-wars-expand-black-ops>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011b. « Obama Won't Use Troops to Save Afghan Hellhole (Drones, Maybe) », *The Wired*, 22 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/obama-wont-use-troops-to-save-afghan-hellhole-drones-maybe/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011c. « This Is The End of Counterinsurgency in Afghanistan », *The Wired*, 28 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/this-is-the-end-of-counterinsurgency-in-afghanistan/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011d. « Will The U.S. Military Concede East Afghanistan to The Taliban? », *The Wired*, 29 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/will-the-u-s-military-concede-east-afghanistan-to-the-taliban/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011e. « Someone Tell Obama's Counterterrorism Crew About the Internet », *The Wired*, 30 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/internet-mia/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011f. « Progress! Taliban Attacks Only Up A Little », *The Wired*, 11 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/progress-taliban-attacks-only-up-a-little/>, consulté le 15 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011g. « Karzai's Brother Dies A Gangster's Death in Kandahar », *The Wired*, 12 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/karzais-brother-dies-a-gangsters-death-in-kandahar/>, consulté le 15 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011h. « Petraeus' Commando Raids Killed Lots of Taliban. So? », *The Wired*, 19 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/commando-killed-taliban-so/>, consulté le 29 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011i. « U.N. Report Shreds Military's Claim of Afghanistan Progress », *The Wired*, 19 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/u-n-report-shreds-militarys-claim-of-afghanistan-progress/>, consulté le 29 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2012. « Nobody Wants to Stay in Afghanistan Any More (Except a Few Generals) », *The Wired*, 15 mars, <http://www.wired.com/dangerroom/2012/03/afghanistan-withdrawal-debate/>, consulté le 15 mars 2012.

Amos, James F. et David H. Petraeus. 2006. « FM 3-24/MCWP 3-33.5 Counterinsurgency », *Department of the Army Headquarters & Marine Corps Warfighting Publication*, Washington DC, 282 p.

Astore, William J. et Tom Engeldhardt. 2011. « The Crash and Burn of Old Regimes Washington Court Culture and Its Endless Wars », *TomDispatch.com*, 12 mai, http://www.tomdispatch.com/post/175391/tomgram%3A_william_astore%2C_a_new_age_of_%22enlightened%22_war_/, consulté le 14 mai 2011.

Axe, David. 2011. «The Future of Land Wars: Intense, High-Tech, Urban, Coastal», *AOL Defense*, 30 novembre, <http://defense.aol.com/2011/11/30/the-future-of-land-wars-intense-high-tech-urban-coastal/>, consulté le 30 novembre 2011.

Bacevich, Andrew J. 2008. « The Petraeus Doctrine», *The Atlantic Magazine*, octobre, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2008/10/the-petraeus-doctrine/6964/>, consulté le 8 novembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2010. *Washington Rules, American Path to Permanent War*, Metropolitan Books, New York, 286 p.

Bacevich, Andrew J et Tom Engelhardt. 2010b. « The Washington Gossip Machine », *Anti-War.com*, 27 Septembre, <http://original.antiwar.com/engelhardt/2010/09/26/the-washington-gossip-machine/>, consulté le 7 novembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2010c. « Civilian Control? Surely, You Jest », *The New Republic*, 18 août <http://www.tnr.com/blog/foreign-policy/77086/civilian-control-american-power-barack-obama>, consulté le 21 septembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2011. « The Tyranny of Defense Inc », *The Atlantic Magazine*, janvier/février, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2011/01/the-tyranny-of-defense-inc/8342/>, consulté le 5 mars 2011.

Bacevich, Andrew J. 2011b. « Cow Most Sacred: Why Military Spending Remains Untouchable », *The Huffington Post*, 27 janvier, http://www.huffingtonpost.com/andrew-bacevich/cow-most-sacred-why-milit_b_814888.html, consulté le 5 mars 2011.

Baker, Peter et Jeff Zeleny. 2009. « Obama Meets Advisers Amid Afghan Policy », *The New York Times*, 7 octobre, <http://www.nytimes.com/2009/10/08/world/asia/08afghan.html>, consulté le 15 novembre 2010.

Baker, Peter. 2009b. « How Obama Came to Plan for ‘Surge’ in Afghanistan », *The New York Time*, 5 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/06/world/asia/06reconstruct.html?pagewanted=all> consulté le 8 novembre 2010.

Barnes, Julian E et Adam Entous. 2011. « Military Draws Up Afghan Exit Plan », *The Wall Street Journal*, 10 mai, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704681904576313634229822902.html>, consulté le 29 mai 2011.

Barstow, David. 2008. « Behind TV Analysts, Pentagon's Hidden Hand », *The New York Time*, 20 avril, <http://www.nytimes.com/2008/04/20/us/20generals.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Belasco, Amy. 2011. « The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 », *Congressional Research Service*, March 29, 55 p. <http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>, consulté le 8 mai 2011.

Berrigan, Frida. 2008. « Who Rules the Pentagon? », *TomDispatch.com*, 25 novembre, <http://www.tomdispatch.com/post/175007>, consulté le 9 septembre 2010.

Bumiller, Elisabeth. 2010. « U.S. Tweaks Message on Troops in Afghanistan », *The New York Time*, 10 novembre, <http://www.nytimes.com/2010/11/11/world/asia/11military.html>, consulté le 5 janvier 2011.

Bumiller, Elisabeth. 2012. « Support in U.S. for Afghan War Drops Sharply, Poll Finds », *The New York Times*, 26 mars, <http://www.nytimes.com/2012/03/27/world/asia/support-for-afghan-war-falls-in-us-poll-finds.html>, consulté le 30 mars 2012.

Burch, Jonathan. 2010. « Red Cross says Afghan conditions worst in 30 years », *Reuters*, 15 décembre, <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6BE2LJ20101215>, consulté le 5 janvier 2011.

Burgess, Joe. 2010. « Indicators of Worsening Security in Afghanistan », *The New York Time*, 12 septembre, <http://www.nytimes.com/interactive/2010/09/12/world/asia/20100912-afghan-indicators.html?ref=asia>, consulté le 30 septembre 2010.

Burgoyne, Michael L. 2011. « The Right Tool for the Job: An Evaluation of the Effectiveness of Counterinsurgency Principles against Criminal Insurgency », *Small War Journal*, 1er décembre 62p.

Caldwell, William B. 2008, « Field Manual 3-07, Stability Operations: Upshifting the Engine of Change », *Military Review*, 88, juillet/août, 308p.

Campbell, David. 1998. « *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity* », 2e Édition, University of Minneapolis Press, Minneapolis, 289 p.

Cassidy, Robert M. 2010. « The Afghanistan choice, peace of punishment in the pashtun belt », *Russi Journal*, août/septembre, vol. 155, no. 4, p. 38-44.

Chareyon, Pierre. 2010. « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique Étrangère*, Printemps, p. 83-96.

Chivers, C.J. 2010. «What's Inside a Taliban Gun Locker? », *The New York Times*, 15 septembre, <http://atwar.blogs.nytimes.com/2010/09/15/whats-inside-a-taliban-gun-locker/>, consulté le 15 septembre 2010.

Churchill, Sir Winston S. 1989. «The Story of the Malakand Field Force», *Leo Cooper*, London, 256p, <http://www.gutenberg.org/files/9404/9404-h/9404-h.htm>

Cohen, Michael. 2009. « Why John Nagl isn't being realistic about Afghanistan », *Foreign Policy*, 3 septembre, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2009/09/03/why_john_nagl_isnt_being_realistic_about_afghanistan, consulté le 9 septembre 2009.

Cohen, Michael A. 2010. « The Myth of a Kinder, Gentler War », *World Policy Blog*, juin, <http://www.worldpolicy.org/blog/myth-kinder-gentler-war>, consulté le 9 septembre 2010.

Cole, Auguste. 2009. « U.S. Adding Contractors at Fast Pace », *The Wall Street Journal*, 2 décembre, <http://online.wsj.com/article/SB125971465513072063.html>, consulté le 10 novembre 2010.

Coll, Steve. 2009. « The Speech », *The New Yorker*, 2 décembre, <http://www.newyorker.com/online/blogs/stevecoll/2009/12/the-speech.html>, consulté le 5 novembre 2010.

Collins, Joseph J .2011. «On the eve of Afghanization», *Armed Forces Journal*, août, <http://www.armedforcesjournal.com/2011/08/6800139/>, consulté le 2 septembre 2011.

Comerford. Jo. 2009. « A surge at \$57,077.60 a minute », *Asia Times*, 19 décembre, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/KL19Df01.html, 5 novembre 2010.

Condon. Stephanie. 2010. « Poll:Most Want Afghanistan Withdrawal Timeline », *CBS News*, 13 juillet, http://www.cbsnews.com/8301-503544_162-20010459-503544.html#ixzz1Lyzsma8H, consulté le 2 octobre 2010.

Cooper, Helene & Eric Schmitt. 2012. «U.S. Officials Debate Speeding Afghan Pullout», *The New York Times*, 13 mars, <http://www.nytimes.com/2012/03/13/world/asia/us-officials-debate-speeding-up-afghan-pullout.html>, consulté 16 mars 2012.

Cordesman, Anthony H. 2011. «Afghanistan and the Uncertain Metrics of Progress», *Center for Strategic & International Studies*, Washington DC, 15 février http://csis.org/files/publication/110215_AfghanMetrics.pdf, 26 février 2012.

Crower, Derrick et Robert Greenwald. 2011. « Pentagon to White House, American People on Afghanistan: Take a Hike », *The Huffington Post*, 10 mai, http://www.huffingtonpost.com/robert-greenwald-and-derrick-crowe/pentagon-to-white-house-a_b_860063.html, consulté le 29 mai 2011.

Cushman, John H. & Thom Shanker. 2012. «General Tells Congress That No Sudden Afghan Drawdown Is Planned», *The New York Times*, 20 mars, <http://www.nytimes.com/2012/03/21/world/asia/us-general-sees-no-sudden-afghan-drawdown.html?pagewanted=all>, consulté le 20 mars 2012.

Dalby, Simon. 2010. « Recontextualising violence, power and nature: The next twenty years of critical geopolitics », *Political Geography*, no 29, p. 280-288.

Davis, Daniel L. 2012. «Dereliction of Duty II: Senior Military Leaders' Loss of Integrity Wounds Afghan War Effort», *The Rolling Stone Magazine*, 27 janvier, http://www1.rollingstone.com/extras/RS_REPORT.pdf, consulté le 3 février 2012.

Debrix, Francois. 2008. *Tabloid Terror, war, culture and geopolitics*, Routledge, New York, 193 p.

Deheza, Elizabeth et Ugo Ribet. 2012. «The Remilitarisation of Latin American Streets», *Royal United Services Institute*, 31 mars, <http://www.rusi.org/analysis/commentary/ref:C4F7477C049F92/>, consulté le 31 mars 2012.

Deudney, Daniel et Jeffrey Meiser. 2008. « American Exceptionalism », dans Cox, Michael & Doug Stokes. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Devetak, Richard. 2005. « Postmodernism » dans Burchill, Scott et al. 2005. *Theories of International Relations*, 2e Édition, Palgrave, Londre, p. 161-187.

DeYoung, Karen et Craig Whitlock. 2010. « Senate panel approves Gen. Petraeus as new Afghan war commander », *The Washington Post*, 30 juin, A10, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/06/29/AR2010062901994_pf.html, 9 septembre 2010.

De Young, Karen et Karin Brulliard. 2011. « Obama administration is divided over future of U.S.-Pakistan relationship », *The Washington Post*, 14 mai, http://www.washingtonpost.com/world/national-security/obama-administration-remains-divided-over-future-of-us-pakistan-relationship/2011/05/13/AFOJcj3G_print.html, consulté le 29 mai 2011.

DoD [Department of Defense]. 2011. « United States Department of Defense Fiscal Year 2012 Budget Request » Department of Defense, février, http://comptroller.defense.gov/defbudget/fy2012/FY2012_Budget_Request_Overview_Book.pdf consulté le 29 mai 2011.

DoD [Department of Defense]. 2011b. « Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan », *Department of Defense*, avril, <http://www.defense.gov/news/1231rpt.pdf>, consulté le 5 mai 2011.

Dreyfuss, Richard. 2010. « The Land Where Theories of Warfare Go to Die: Obama, Petraeus, and the Cult of COIN in Afghanistan », *The Huffington Post*, 28 juin, http://www.huffingtonpost.com/bob-dreyfuss/obama-petraeus-and-the-cu_b_628122.html, consulté le 9 septembre 2010.

Duscha, Julius. 1965. «Arms, Money, and Politics», *Ives Washburn*, New York, 208p.

Eisenbaum, Boris. 2005. *Guerres en Asie centrale: luttes d'influence, pétrole, islamisme et mafias, 1850-2004*, Grasset & Fasquelle, Paris, 255p.

Eisenhower, Dwight D. 1961. « Farewell Address », *American Rhetoric*, 17 janvier, <http://www.americanrhetoric.com/speeches/dwightdeisenhowerfarewell.html>, consulté le 4 juillet 2009.

Engelhardt, Tom. 2009. « Going for Broke, Six Ways the Af-Pak War is Expanding », *TomDispatch.com*, 21 mai, <http://www.tomdispatch.com/post/175074>, consulté le 15 août 2010.

Engelhardt, Tom. 2009b. « How to Trap a President in a Losing War Petraeus, McChrystal, and the Surgettes », *TomDispatch.com*, 24 septembre, <http://www.tomdispatch.com/post/175126>, 13 juillet 2010.

Engelhardt, Tom. 2009c. « Too Big to Fail? Why All the President's Afghan Options Are Bad Ones », *TomDispatch.com*, 1 novembre, http://www.tomdispatch.com/post/175138/tomgram%3A_afghanistan_as_a_bailout_state/, consulté le 5 décembre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010. *The American Way of War, How Bush Wars Became Obama's*, Haymarket Books, Chicago, 222p.

Engelhardt, Tom. 2010b. « Will Our Generals Ever Shut Up? The Military's Media Megaphone and the U.S. Global Military Presence », *TomDispatch.com*, 7 septembre, http://www.tomdispatch.com/blog/175291/tomgram:_engelhardt,_the_pentagon_triumphant_on_the_media_battlefield/, consulté le 31 octobre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010c. « How to Schedule a War; The Incredible Shrinking Withdrawal Date », *TomDispatch.com*, 10 novembre, http://www.tomdispatch.com/post/175324/tomgram%3A_engelhardt%2C_general_petraeus%27s_two_campaigns/, consulté le 11 novembre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010d. « Call the Politburo, We're in Trouble, Entering the Soviet Era in America », *TomDispatch.com*, 15 juin, http://www.tomdispatch.com/post/175261/tomgram%3A_engelhardt%2C_washington_drunk_on_war/, consulté le 2 juillet 2010.

Engelhardt, Tom. 2011. « The urge to surge: The US's 30-year high », *Asia Times*, 7 janvier, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/MA07Df02.html, consulté le 11 janvier 2011.

Engelhardt, Tom. 2011b. « Bored to Death in Afghanistan (and Washington) Mating Déjà Vu with a Mobius Strip in the Graveyard of Empire », *TomDispatch.com*, 19 mai, http://www.tomdispatch.com/post/175394/tomgram%3A_engelhardt%2C_headlines_from_the_dustbin_of_history_%28afghan_dept.%29/, consulté le 29 mai 2011.

Engelhardt, Tom & Nick Turse. 2012. « Blown Away; How the U.S. Fanned the Flames in Afghanistan », *TomDispatch.com*, 28 février, http://www.tomdispatch.com/post/175509/tomgram%3A_engelhardt_and_turse%2C_the_end_in_afghanistan/, consulté le 28 février 2012.

Feaver, Peter. 2009. « Bob Woodward strikes again! (McChrystal assessment edition) », *Foreign Policy*, 21 septembre, http://shadow.foreignpolicy.com/posts/2009/09/21/bob_woodward_strikes_again_mcchrystal_assessment_edition, consulté le 31 octobre 2010.

Filkins, Dexter. 2010. « Petraeus Opposes a Rapid Pullout in Afghanistan », *The New York Times*, 15 août, <http://www.nytimes.com/2010/08/16/world/asia/16petraeus.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Fisk, Robert. 2010. « Journalism and the words of power », *Al Jazeera*, 25 May, <http://english.aljazeera.net/focus/2010/05/201052574726865274.html>, consulté le 5 novembre 2010.

Flournoy, Michelle, Richard Holbrooke and Bruce Riedel. 2009. « Press briefing on the new strategy for Afghanistan and Pakistan », *The White House*, 27 mars, http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Press-Briefing-by-Bruce-Riedel-Ambassador-Richard-Holbrooke-and-Michelle-Flournoy-on-the-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/, consulté le 3 avril 2011

Foucault, Michel. 1980. *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977*, Édition Vintage, New York, 288 p.

Gall, Carlotta. 2011. « Petraeus Confident as He Leaves Afghanistan », *The New York Times*, 11 juillet, http://www.nytimes.com/2011/07/11/world/asia/11petraeus.html?_r=1&hp, consulté le 25 juillet 2011

Gates, Robert. 2009. « At a Monday, May 11, Pentagon Press conference; Press conference with secretary Gates and Admiral Mullen on Leadership Changes in Afghanistan », *Department of Defense*, 11 mai, <http://www.defense.gov/transcripts>. consulté le 3 avril 2011.

Gentile, Gian P. 2008. « Our COIN doctrine removes the enemy from the essence of war », *Armed Force Journal*, janvier, www.armedforcesjournal.com/2008/01/3207722, 24 novembre 2010.

Gentile, Gian P. 2011. «Beneficial War», *Harvard International Review*, 24 décembre, <http://hir.harvard.edu/india-in-transition/beneficial-war-0>, consulté le 4 novembre 2011.

Gerson, Michael. 2009. « In Afghanistan, No Choice but to Try », *The Washington Post*, 4 septembre 2009, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/03/AR2009090302862.html>, consulté le 7 novembre 2010.

Goldstein, Gordon M. 2008. «Lessons in Disaster: McGeorge Bundy and the Path to War in Vietnam», *Times Books*, New York, 320p.

Gordon, Michael R. 2008. « Afghan Strategy Poses Stiff Challenge for Obama », *The New York Times*, 1 décembre, <http://www.nytimes.com/2008/12/02/world/asia/02strategy.html?pagewanted=2>, consulté le 5 juillet 2010.

Graham, Lindsay, Joseph I. Lieberman et John McCain. 2009. « Only Decisive Force Can Prevail in Afghanistan », *The Wall Street Journal*, 14 septembre, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203440104574404753110979442.html>, consulté le 5 septembre 2010.

Greenwald, Glenn. 2009. « Our war-loving Foreign Policy Community hasn't gone anywhere », *The Salon.com*, 21 Septembre, http://www.salon.com/news/opinion/glenn_greenwald/2009/09/21/iran/print.html, consulté le 7 juillet 2010.

Grondin, David. 2010. « Le poststructuralisme », dans Macleod, Alex et Dan O'Meara. *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, Édition Athéna, Montréal, p. 315-338.

Hansen, Lene. 2006. « Security as Practice: Discourse and Analysis and the Bosnian War », Routledge, Londre, 288 p.

Hastings, Michael. 2010. « The Runaway General », *The Rolling Stone*, 22 juin, <http://www.rollingstone.com/politics/news/the-runaway-general-20100622>, consulté le 29 juin 2010.

Hastings, Michael. 2012. «The Afghanistan Report the Pentagon Doesn't Want You to Read», *Rolling Stone*, 10 février, <http://www.rollingstone.com/politics/blogs/national-affairs/the-afghanistan-report-the-pentagon-doesnt-want-you-to-read-20120210#ixzz1mT3luGe>, consulté le 10 février 2012.

Hoagland, Jim. 2009. « Behind the Afghan Strategy », *The Washington Post*, 22 mars, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/03/20/AR2009032002312.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Hogan, M.J et Paterson T.G. 2004. *Explaining the history of American Foreign Relation*, 2^e Édition, Cambridge University Press, Cambridge, 366 p.

Holcomb, Jesse. 2011. « Osama bin Laden's Death Continues to Dominate the News », *Project for Excellence in Journalism*, 2-8 mai, http://www.journalism.org/index_report/pej_news_coverage_index_may_2_8_2011, consulté le 11 mai 2011

Holehouse, Mattew. 2011. «Kabul US embassy attack: September 13 as it happened», *The Telegraph*, 13 septembre, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/8759579/Kabul-US-embassy-attack-September-13-as-it-happened.html>, consulté le 3 mars 2012.

Homolar-Reichmann, Alexandra. 2009. « The moral purpose of US power: neoconservatism in the age of Obama ». *Contemporary Politics*, juin, vol. 15, No 2, p. 179-196.

Ignatius, David. 2009. « A Middle Way on Afghanistan », *The Washington Post*, 2 septembre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/01/AR2009090103429.html>, consulté le 7 novembre 2010.

Ignatius, David. 2011. « Petraeus's unfinished legacy in Afghanistan », *The Washington Post*, 28 juin, http://www.washingtonpost.com/opinions/petraeuss-unfinished-legacy-in-afghanistan/2011/06/28/AGQ7kmpH_story.html, consulté le 3 juillet 2011.

Innes, Michael. 2010. « COIN confusion », *Foreign Policy*, 6 mai, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/05/06/coin_confusion, consulté le 12 décembre 2010.

Jackson, Richard. 2005. *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counterterrorism (New Approaches to Conflict Analysis)*, Manchester University Press, Manchester, 240 p.

Johnson, Chalmers. 2009. « Ten steps to liquidate US bases », *Asia Times Online*, 4 août, http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/KH04Ak02.html, consulté le 9 septembre 2010.

Johnson, Thomas et Matthew Dupee. 2011. « Transition to nowhere: The limits of "Afghanization" », *Foreign Policy*, 22 mars, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/03/22/transition_to_nowhere_the_limits_of_afghanization, consulté le 18 avril 2011.

Jones, Ann. 2009. « Meet the Afghan Army: Is It a Figment of Washington's Imagination? », *The Huffington Post*, 22 septembre, http://www.huffingtonpost.com/ann-jones/meet-the-afghan-army-is-i_b_292864.html, consulté le 3 juillet 2010.

Jones, Ann. 2010. « Counterinsurgency Down for the Count in Afghanistan,, But the War Machine Grind on », *TomDispatch.com*, 1 juillet, <http://www.tomdispatch.com/archive/175269/>, consulté le 9 septembre 2010.

Jones, Ann. 2010b. « MRAPs, Sprained Ankles, Air Conditioning, Farting Contests, and Other Snapshots from the American War in Afghanistan », *The Huffington Post*, 1er août, http://www.huffingtonpost.com/ann-jones/mraps-sprained-ankles-air_b_666680.html, consulté le 21 septembre 2010

Kagan, Frederick W. et Kimberly Kagan. 2009c. « The Cost of Dithering », *Weekly Standard*, 11 novembre, <http://weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/017/197pvvru.asp?pg=1>, consulté le 5 janvier 2011.

Kagan, Robert & William Kristol. 1997. « Project for a New American Century », *PNAC*, <http://www.newamericancentury.org/>, consulté le 9 septembre 2010.

Kaplan, Fred. 2009. « CT or COIN? », *Slate.com*, 24 mars, <http://www.slate.com/id/2214515/>, consulté le 3 juillet 2010.

Kaplan, Fred. 2009b. « Counterinsurgenterrorism », *Slate.com*, 27 Mars <http://www.slate.com/id/2214726/>, consulté le 9 septembre 2010.

Kaplan, Robert D. 2009. «The Revenge of Geography», *Foreign Policy*, mai/juin, 9p http://www.colorado.edu/geography/class_homepages/geog_4712_sum09/materials/Kaplan%202009%20Revenge%20of%20Geography.pdf, consulté le 9 mars 2012

Kaplan, Robert D. 2010. «Man Vs Afghanistan», *The Atlantic Magazine*, avril, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2010/04/man-versus-afghanistan/7983/>, consulté le 2 juin 2011.

Katulis, Brian. 2010. « Gates's Afghanistan visit: The latest salvo in the battle for hearts and minds at home », *Foreign Policy*, 9 mars 2010, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/03/09/gatess_afghanistan_visit_the_latest_salvo_in_the_battle_for_hearts_and_minds_at_hom, consulté le 23 janvier 2011.

Kazim, Hasnain. 2010. «Race to Provide Aid Emerges Between West and Extremists», *Der Spiegel Online*, 16 août, <http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,712060,00.html>, consulté le 30 août 2010 .

Kennan, George. 1947. « The Long Telegram », *Foreign Affairs*, juillet, p. 547-559.

Kilcullen, David. 2009. «The Accidental Guerrilla; Fighting small wars in the midst of a big one», Oxford University Press, New York, 377p.

Kristol, Bill. 2009. « A Whiskey Tango Foxtrot Presidency? », *The Weekly Standard*, 21 septembre, <http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/016/938sdxzy.asp>, consulté le 5 juillet 2010.

Kucinich, Dennis. 2011. «Rep. Dennis Kucinich says defense spending consumes more than half the discretionary budget», *National Priorities Project*, 24 janvier, <http://nationalpriorities.org/pressroom/articles/2011/01/24/rep-dennis-kucinich-says-defense-spending-consumes/>, consulté le 29 mai 2011.

Landler, Mark. 2009. « Petraeus Warns of a Long and Expensive Mission in Afghanistan », *The New York Times*, 9 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/10/world/asia/10policy.html>, consulté le 16 novembre 2010.

Langer, Gary et Julie Phelan. 2010. « Poll : Assessment of Afghanistan War Sours », *ABC News*, 16 décembre, <http://abcnews.go.com/Politics/abc-news-washington-post-poll-exclusive-afghanistan-war/story?id=12404367>, consulté le 5 janvier 2011.

Lawrence, Quil. 2011. « U.S.-Pakistan Flare-Up Threatens Troop Supply Route », *NPR*, 9 mai, <http://www.npr.org/2011/05/09/136144147/u-s-pakistan-flareup-threatens-troops-supply-route>, consulté le 12 mai 2011

Layne, Christopher. 2010. « Petraeus' dubious strategy in Afghanistan », *Chicago Tribune*, 23 août, http://articles.chicagotribune.com/2010-08-23/news/ct-oped-0823-afghanistan-20100823_1_iraq-surge-petraeus-afghanistan, consulté le 9 septembre 2010.

Lebovich, Andrew. 2011. « Petraeus confirmed as CIA director », *Foreign Policy*, 1 juillet, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/07/01/daily_brief_petraeus_confirmed_as_cia_director, consulté le 13 juillet 2011.

Lebovich, Andrew. 2011b. « U.S. suspends \$800 million in Pakistan aid », *Foreign Policy*, 11 juin, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/07/11/daily_brief_us_suspends_800_million_in_pakistan_aid, consulté le 29 juillet 2011.

Leffler, Melvin P. 1992. *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford University Press, 712 p.

Leffler, Melvyn P, 1994, *The specter of communism, the United States and the origins of the Cold war, 1917-1953*, Hill and Wang, New York, 146p

Lindsay, James M. 1991. « Congress and Nuclear Weapons», *The Johns Hopkins University Press*, London, 205p.

Londoño, Ernesto. 2012. « After U.S. soldier allegedly kills 16 civilians, Afghans voice rage and Taliban vows revenge », *The Washington Post*, 12 mars, http://www.washingtonpost.com/world/taliban-vows-revenge-for-killings-by-us-soldier/2012/03/11/gIQAppTC7R_story.html, consulté le 12 mars 2012.

Macleod, Alex et Dan O'Meara. 2010. *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, Édition Athéna, Montréal, 661 p.

Mazzetti, Mark et Eric Schmitt. 2008. « U.S. Study Is Said to Warn of Crisis in Afghanistan », *The New York Times*, 8 octobre, <http://www.nytimes.com/2008/10/09/world/asia/09afghan.html?pagewanted=all> , consulté le 5 juillet 2010.

Mazzetti, Mark. 2009. « No Firm Plans for a U.S. Exit in Afghanistan », *The New York Times*, 6 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/07/world/asia/07afghan.html>, consulté le 9 septembre 2010.

McChrystal, Stanley. 2009. « Commander's Initial Assessment », *Central Command* , MacDill Fl, août, 66 p.

McCoy, Alfred W. 2010. « Can Anyone Pacify the World's Number One Narco-State? », *Veterans Today*, 3 mars, <http://www.veteranstoday.com/2010/03/30/can-anyone-pacify-the-worlds-number-one-narco-state/>, consulté le 9 septembre 2010.

McCoy, Alfred W. 2010b. « America and the Dictators, From Ngo Dinh Diem to Hamid Karzai », *History News Network*, 18 août, <http://hnn.us/articles/125569.html>, consulté le 20 août 2010.

McKiernan, David. 2008. « General David McKiernan Speaks at Council's Commanders Series », *The Atlantic Council*, 18 novembre, http://www.acus.org/event_blog/general-david-d-mckiernan-speaks-councils-commanders-series, consulté le 5 janvier 2011.

Miller, David et Tom Mills. 2010. « Counterinsurgency and terror expertise: the integration of social scientists into the war effort », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol 23, Number 2, June, pp 203-221.

Miller, Greg. 2010. « Military drones aid CIA's mission », *The Washington Post*, 3 octobre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/10/02/AR2010100203965.html> , consulté le 3 octobre 2010.

Morgan, David. 2009. « US military chief backs counter-insurgency for Mexico », *Reuters*, 6 mars, http://www.reuters.com/article/2009/03/07/idUSN06397194_, consulté le 9 mars 2012.

Munson, Peter J. 2012. « Gen McChrystal Shares Insights about Campaigns », *Small Wars Journal*, 23 mars, <http://smallwarsjournal.com/blog/gen-mcchrystal-shares-insights-about-campaigns>, consulté le 23 mars 2012.

Mutter, Paul. 2011. « Great Game in the Horn of Africa », *Foreign Policy in Focus*, 19 octobre, http://www.fpid.org/articles/great_game_in_the_horn_of_africa, consulté le 19 octobre 2011.

Nagl, John. 2005. *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Viet-Nam* , University Of Chicago Press, 1^{ère} Édition, Chicago, 280 p.

Nagl, John. 2012. «COIN Is Not Dead, *Small Wars Journal*», 6 février, <http://smallwarsjournal.com/jrnl/art/coin-is-not-dead>, consulté le 10 février 2012.

Obama, Barrack. 2007. « A Way Foward in Iraq », *Illinois Senator Website*, 20 novembre, http://obama.senate.gov/speech/061120-a_way_fward_i/index.php, consulté le 5 décembre 2010.

Obama, Barrack. 2008. « A New Strategy for a New World », *Obama for America*, 15 juillet, <http://my.barackobama.com/page/content/newstrategy>, consulté le 5 décembre 2010

Obama, Barrack. 2008b. « Key members of Obama-Biden national security team announced », *Change.gov – The Office of the President-Elect*, http://change.gov/newsroom/entry/key_members_of_obama_biden_national_security_team_announced/, consulté le 5 décembre 2010.

Obama, Barrack. 2009. « Remarks on United Sates Military and Diplomatic Strategies for Afpak », *GPO Access*, 27 mars, www.gpoaccess.gov/presdocs/2009/DCPD-200900196.htm, consulté le 6 décembre 2010.

Obama, Barrack. 2011. « State of the Union Speech 2011 », *The Huffington Post*, 27 janvier, http://www.huffingtonpost.com/2011/01/25/obama-state-of-the-union-_1_n_813478.html, consulté le 28 janvier 2011.

Obama, Barrack. 2011. « Obama's Remarks on Bin Laden's Killing », *The New York Time*, 2 mai, http://www.nytimes.com/2011/05/02/world/middleeast/02obama-text.html?_r=1, consulté le 2 mai 2011.

O'Meara, Dan. À paraître. « Introduction: 9/11 and the politics of the imagination », dans O'Meara, Mcleod, Gagnon, et Grondin. *Unpatriotic imagery; constructing the National Security State Trough Cinema*, Lynne Rienner, Boulder, p1-12.

Packer, George. 2010. « Team Effort », *The New Yorker*, 5 Juillet, http://www.newyorker.com/talk/comment/2010/07/05/100705taco_talk_packer, consulté le 29 mai 2011.

Palter, Scott. 2009 « Obama's Afpak White Paper: A Critique », *Bellum a project of The Stanford Review*, 27 mars, <http://bellum.stanfordreview.org/?p=1083>, consulté le 9 septembre 2010.

Panetta, Leon. 2011. « Advance Policy Questions for the Honorable Leon Panetta Nominee to be Secretary of Defense », *Senate Armed Services Committee*, Washington DC, 79p. <http://armed-services.senate.gov/statemnt/2011/06%20June/Panetta%2006-09-11.pdf>, consulté le 29 juillet 2011.

PCCS. 2008. « Tribe, Clan, & Ethnic Genealogies », *Program for Culture & Conflict Studies*, 26 février, <http://www.nps.edu/Programs/CCs/FamilyTrees.html>, 16 mai 2011.

Pery, Tony. 2009. « Marine commander sees progress in Afghanistan », *L.A Times*, 1 septembre, <http://articles.latimes.com/2009/sep/01/world/fg-marine1>, 3 janvier 2011.

Pessin, Al. 2009. « Obama Says U.S. Military Will Change, But Remain World's Strongest », *Voice of America*, 12 mars, <http://www.voanews.com/english/news/a-13-2009-03-12-voa60-68634137.html>, consulté le 5 décembre 2010.

Petraeus, David H. 1987. « The American Military and the Lessons of Viêt-Nam », Princeton University, Princeton, 329p

Petraeus, David H. 2010. « We're doing everything we can to achieve progress », *The Washington Post*, 15 août, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/08/15/AR2010081501515.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Porter, Gareth. 2009. « Afghan Army Turnover Rate Threatens U.S. War Plans », *Inter-Press Services*, 24 novembre, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=49397>, consulté le 6 décembre 2010.

Porter, Gareth. 2010. « Why Petraeus won't salvage this war », *Foreign Policy*, 28 Juin, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/06/28/why_petraeus_wont_salvage_this_war, consulté le 3 juillet 2010.

Porter, Gareth. 2011. « US pushes Osama onto Afghan chessboard », *Asia Time*, 10 Mai, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/ME10Df01.html, consulté le 29 mai 2011.

Qazi, Shehzad H. 2010. « The Neo-Taliban and Counterinsurgency in Afghanistan », *Third World Quarterly*, vol. 31, no. 3, p. 485-499.

Reston, Maeve. 2009. « Obama tells veterans Afghanistan is a 'war of necessity' », *Los Angeles Time*, 21 août, <http://articles.latimes.com/2009/aug/18/nation/na-obama-vfw18>, consulté le 9 septembre 2010.

Ricks, Thomas E. 2010, « What Joe Biden doesn't get: Why CT alone isn't the answer in Afghanistan », *Foreign Policy*, 3 novembre http://ricks.foreignpolicy.com/posts/2010/11/03/what_joe_biden_doesnt_get_why_ct_alone_isnt_the_answer_in_afghanistan, consulté le 5 décembre 2010.

Robinson, Piers. 2008. « Media and US foreign policy » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Rondeaux, Candace. 2011. « The Growing danger in Kabul », *Foreign Policy*, 29 juin, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/06/29/the_growing_danger_in_kabul, consulté le 12 juillet 2011.

Rowley, Christina et Jutta Weldes. 2008. « Identities and US foreign policy » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Rubin, Alissa. 2010. « U.S. Forces Close Post in Afghan ‘Valley of Death’ », *The New York Times*, 15 avril, <http://www.nytimes.com/2010/04/15/world/asia/15outpost.html?ref=global-home>, consulté le 9 septembre 2010.

Rubin, Alissa J. 2011. « U.S. General in Afghanistan Says Troops May Stay Past 2014 », *The New York Times*, 20 décembre, <http://www.nytimes.com/2011/12/21/world/asia/american-commander-in-afghanistan-john-allen-hints-at-post-2014-military-presence.html>, consulté le 5 mars 2012.

Rumbaugh, Russell. 2012. « Obama's defense cuts are too timid », *CNN*, 6 janvier, <http://www.cnn.com/2012/01/06/opinion/rumbaugh-defense-cutbacks/index.html>, 10 mars 2012.

Sanger, David E; Obama Task. 2009. « A tough sell on friendly territory », *The New York Time*, 22 septembre, <http://www.nytimes.com/2009/09/23/world/23sanger.html>, consulté le 2 décembre 2010.

Sanger, David E. 2011. « A Test for the Meaning of Victory in Afghanistan », *The New York Times*, 13 février, <http://www.nytimes.com/2010/02/14/weekinreview/14sanger.html>, consulté le 29 mai 2011.

Saull, Richard. 2008. « American foreign policy during the Cold War » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Schachtman, Noah. 2010. « Does Petraeus Mean a Return of Afghanistan Air War? », *The Wired*, 23 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/06/does-petraeus-mean-a-return-to-all-out-war/>, consulté le 6 décembre 2010.

Shachtman, Noah. 2010b. « Bombs Away: Afghan Air War Peaks With 1,000 Strikes in October », *The Wired*, 10 novembre, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/11/bombs-away-afghan-air-war-peaks-with-1000-strikes-in-october/>, consulté le 6 décembre 2010.

Schmitt, Eric. 2010. « Wikileaks – Afghan leak - View Is Bleaker Than Official Portrayal of War in Afghanistan », *The New York Times*, 26 juillet, <http://www.nytimes.com/2010/07/26/world/asia/26warlogs.html?pagewanted=print>, consulté le 9 septembre 2010.

Scott Tyson, Ann. 2008. « Army’ Next Crop of Generals Forged in Counterinsurgency », *The Washington Post*, 15 mai, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/05/14/AR2008051403366.html>, consulté le 5 janvier 2011.

Sewall, Sarah. 2007. *The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*, University of Chicago Press, Chicago, 1^e Édition, 472 p.

Silverstein, Ken. 2008. « Graveyard of Empires? » *Harpers Magazine*, 19 juin, <http://www.harpers.org/archive/2008/06/hbc-90003105>, consulté le 9 septembre 2010.

Simon, Steven et Jonathan Stevenson. 2010. « Afghanistan : How much is enough? », *Survival*, no. 51, p. 547-67.

Sorley, Lewis. 2007. « A Better War: The Unexamined Victories and Final Tragedy of America's Last Years in Vietnam », *Harcourt*, New York, 528p.

Spiegel, Peter et Jonathan Wiseman. 2009. « Behind Afghan War Debate, a Battle of Two Books Rages », *The Wall Street Journal*, 7 octobre, http://www.tomdispatch.com/post/175204/tomgram%3A_nick_turse%2C_america%27s_shadow_y_base_world/, consulté le 5 avril 2010.

Spillius, Alex. 2008. « Barack Obama says US 'will maintain strongest military on planet' », *The Telegraph*, 1 décembre, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/barackobama/3540167/Barack-Obama-says-US-will-maintain-strongest-military-on-planet-as-Clinton-confirmed-top-diplomat.html>, consulté le 6 décembre 2010.

Steinhauser, Paul. 2009. « CNN Poll: Afghanistan War opposition at all-time high », *CNN Politics*, 1^{er} septembre, <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2009/09/01/cnn-poll-afghanistan-war-opposition-at-all-time-high/>, consulté le 9 septembre 2010.

Steven, Simon et Jonathan Stevenson. 2009. « Afghanistan: How Much is Enough? », *Survival*, 52, 5 pp 47-67.

Stolberg, Sheryl Gay et Helene Cooper. 2009. « Obama Adds Troops, but Maps Exit plan », *The New York Times*, 1 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/02/world/asia/02prexy.html>, consulté le 5 décembre 2010.

Taylor, Maj. William B. 2011. « Spin machine », *Armed Forces Journal*, août, <http://www.armedforcesjournal.com/2011/08/7065554/>, consulté le 4 mars 2012.

Turse, Nick. 2009. « 2014 or Bust: The Pentagon's Building Boom in Afghanistan Indicates a Long War ahead », *The Huffington Post*, 5 novembre, http://www.huffingtonpost.com/nick-turse/2014-or-bust-the-pentagon_b_347032.html, consulté le 9 septembre 2010.

Turse, Nick. 2010. « The Case for Withdrawal from Afghanistan », *Édition Verso*, New York, 208 p.

UNAMA. 2012. « Afghanistan Annual Report 2011; Protection of civilians in armed conflict», *United Nations Assistance Mission in Afghanistan*, Kaboul, février, <http://unama.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1741&ctl=Details&mid=1882&ItemID=16242>, consulté le 2 mars 2012.

Warnock, John W. 2008. « Creating a Failed State; the US and Canada in Afghanistan», *Farmwood Publishing*, Black Point, 209p

West, Bing. 2011. « The Wrong War: Grit, Strategy, and the Way Out of Afghanistan», Random House, New York, 336 p.

Whitelock, Craig. 2011. « Pentagon reports tangible progress in Afghanistan», *The Washington Post*, 30 avril, http://www.washingtonpost.com/national/pentagon-reports-tangible-progress-in-afghanistan/2011/04/29/AFBqBkFF_story.html?hpid=z3, consulté le 29 mai 2011.

Williams, William Appleman. 1969. «The Roots of the Modern American Empire; a study of the growth and shaping of social consciousness in a market place society», *Random House*, New York, 547p.

Wilson, Scott. 2011. « Obama officially announces his senior national security nominees», *The Washington Post*, 28 avril, http://www.washingtonpost.com/politics/obama-officially-announces-his-senior-national-security-nominees/2011/04/28/AF2YwZ8E_story.html, consulté le 29 mai 2011.

Wilson, Scott. 2011c. « Obama announces plan to bring home 33,000 ‘surge’ troops from Afghanistan », *Washington Post*, 22 juin, http://www.washingtonpost.com/politics/obama-to-order-home-10000-troops-from-afghanistan-officials-say/2011/06/22/AGUuRCgH_story.html, consulté le 3 juillet 2011.

Wilson, Scott et Karen DeYoung. 2011. « Lawmakers push for new Afghan strategy », *The Washington Post*, 11 juin, http://www.washingtonpost.com/politics/lawmakers-push-for-afghan-strategy-rethink/2011/06/10/AGtahoQH_story.html , consulté le 12 juin 2011.

Witte, Griff. 2009. « Taliban shadow officials offer concrete alternative », *The Washington Post*, 8 décembre 2009, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/12/07/AR2009120704127_pf.html, consulté le 5 juillet 2010.

Woodward, Bob. 2010. *Obama's Wars*, Sumin & Schuster, New York, 464 p.

Woodward, Bob. 2009b. « McChrystal; More Forces or Mission Failure », *The Washington Post*, 21 septembre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/20/AR2009092002920.html>, consulté le 21 juillet 2010.

Youssef, Nancy A. 2009. « Military growing impatient with Obama on Afghanistan », *McClatchy Washington Bureau*, 18 septembre, <http://www.mcclatchydc.com/2009/09/18/v-print/75702/military-growing-impatient-with.html>, consulté le 4 décembre 2010.